



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-56421-0

CRISE DE L'ETAT LIBERAL ET
AVENEMENT DU FASCISME EN ITALIE

par

Madeleine Kemp

Thèse présentée à
l'Ecole des études supérieures et de la recherche
Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la maîtrise ès Arts en
science politique

Ottawa, Ontario,
Décembre 1987

© Madeleine Kemp, Ottawa, Canada, 1989.



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

A Johanne, ma soeur...

Au professeur André Vachet pour avoir bien voulu,
durant toutes ces années, aiguillonner ce désir de
connaître, source de toute aventure intellectuelle.

A Claude Morisset, Johanne Kemp, François-Pierre
Gingras, Francine Desjardins et Françoise C.-Quesnel
qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont permis de
mener ce projet à terme.

TABLE DES MATIERES

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Introduction | 1 |
| Notes..... | 7 |
| <u>Partie I: Un terrain ingrat, une plante fragile: la</u> <u>démocratie en Italie (1860-1915)</u> | |
| Introduction..... | 9 |
| <u>Chapitre 1: "Faire les Italiens": la difficile enfance</u> <u>de la démocratie en Italie (1860-1900).....</u> | |
| 12 | |
| 1 - L'unification de l'Italie: le bourgeois, l'évêque et le hobereau..... | 12 |
| A - La méprise: les mythes de fondation..... | 12 |
| B - Les exilés de l'intérieur: le Vatican et le nouvel état.... | 14 |
| C - Le choc de deux mondes: les Piémontais et le Mezzogiorno... | 16 |
| 2 - Economie et société: les dures réalités du sous-développement.. | 18 |
| A - Une économie arriérée..... | 19 |
| B - Des masses exploitées..... | 21 |
| 3 - La démocratie limitée; l'obsession unitaire..... | 24 |
| A - Centralisation et "oligarchie constitutionnelle"..... | 24 |
| B - Le "transformisme"..... | 25 |
| C - La "plus petite des grandes puissances": la politique étrangère de l'Italie (1860-1896)..... | 26 |
| 4 - Le tournant dangereux: entre la démocratisation et la répression (1887-1900)..... | 29 |
| A - De Crispi à Crispi: la tentative nationale-populiste (1887-1897)..... | 30 |
| B - La démocratie en danger (1894-1900)..... | 34 |
| Conclusion..... | 37 |
| Notes..... | 40 |
| <u>Chapitre 2: La "démocratie en devenir": l'ère giolittienne</u> <u>(1900-1914).....</u> | |
| 44 | |
| 1 - Un développement tardif, rapide mais inégal: économie et société (1900-1914)..... | 45 |
| A - Le "décollage" industriel..... | 46 |
| B - Une société en rapide transformation..... | 49 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 2 - Idéologie et politique: à la recherche d'un nouveau consensus.. | 56 |
| A - Le système giolittien..... | 57 |
| B - L'entrée dans le 20e siècle: courants idéologiques et politique..... | 61 |
| C - La dislocation du giolittisme (1911-1914)..... | 68 |
| Conclusion | 70 |
| Notes | 75 |
| | |
| Partie II: <u>La crise du régime libéral et l'avènement du fascisme en Italie (1914-1922)</u> | |
| Introduction..... | 79 |
| <u>Chapitre 1: Le choc de la guerre (1914-1918)</u> | 81 |
| 1 - Un scrutin faussé, les élections de 1913..... | 82 |
| 2 - Une guerre à tout prix?..... | 87 |
| 3 - Le coût de la guerre..... | 92 |
| Notes | 99 |
| | |
| <u>Chapitre 2: Le "biennio rosso" (les "années rouges" (1919-1920)).....</u> | 102 |
| 1 - Entre l'inquiétude et l'espoir: le "diciannovismo" (l'esprit 1919) | 104 |
| A - Le thème mobilisateur de la droite: la "victoire mutilée".. | 106 |
| B - Difficultés économiques, tensions sociales, espoirs politiques | 111 |
| 2 - L'épuisement du système parlementaire et l'échec du projet maximaliste..... | 130 |
| A - Les élections de 1919 | 132 |
| B - Nitti et Giolitti: l'épuisement de la "solution libérale".. | 134 |
| C - Grandeur et décadence du PSI | 139 |
| Conclusion | 142 |
| Notes | 143 |
| | |
| <u>Chapitre 3: Les "années noires" l'avènement du fascisme (1920-1922)...</u> | 148 |
| 1 - La nature et la croissance du mouvement fasciste | 150 |
| 2 - L'échec de Giolitti: les électins de 1921 | 155 |
| 3 - Le déclin du socialisme et des "Popolari" | 159 |
| 4 - La crise du fascisme et sa résolution | 163 |
| 5 - L'agonie du régime | 165 |
| 6 - La prise du pouvoir | 167 |
| Conclusion | 173 |
| Notes | 179 |
| | |
| <u>Conclusion</u> | 180 |
| <u>Bibliographie</u> | 186 |

Introduction

"Ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés". Comme dans la fable de La Fontaine, telle était la situation des pays européens, vainqueurs comme vaincus, à la fin de la Première Guerre. En effet, la crise qui surgit au terme de ce conflit fut d'une grande sévérité: trois empires emportés - quatre même, si l'on tient compte de l'Empire ottoman -; une crise économique, sociale et politique qui donna lieu, en Russie, à une révolution totale et, en Italie, au remplacement de la démocratie par une forme d'Etat d'exception, le fascisme.¹ C'est ce dernier événement qui sera le sujet de notre étude, laquelle tentera de répondre à la question suivante: pourquoi, alors que les autres démocraties de l'Europe occidentale réussissaient à faire les ajustements nécessaires pour survivre aux tensions de l'après-guerre - et étaient parvenues, vers 1923-24, à restabiliser l'"ordre bourgeois"² dans le cadre de la démocratie parlementaire - pourquoi donc l'Italie n'y arriva-t-elle pas?

Il existe deux interprétations du fascisme italien: celle du fascisme - parenthèse et celle du fascisme-révéléteur. La première fait du fascisme - du totalitarisme, en général - un phénomène nouveau et unique et met l'accent sur son caractère irrationnel et surtout conjoncturel; la deuxième privilégie l'aspect structurel de ce "qui serait un fait inhérent au développement historique de l'Italie... déjà présent en puissance avant qu'il ne se manifeste dans les années vingt."³ Sans négliger l'importance de la conjoncture - la crise générale de l'après-guerre - nous sommes "révélationniste",

c'est-à-dire que nous croyons que c'est dans la faiblesse de la démocratie en Italie que se trouve le facteur déterminant de l'incapacité du régime libéral à survivre aux tensions qui l'assaillaient en 1919, 1920

Cette fragilité nous semble avoir une double origine: le manque de légitimité découlant des circonstances qui entourèrent la création du nouvel état: concrètement, les mauvaises relations entre ce dernier et le Vatican et la question du "Mezzogiorno", du Sud. Deuxièmement, l'arriération économique et sociale de la formation historique italienne qui, jusqu'en 1913, tiendra à l'écart de la société politique la majeure partie des paysans et ouvriers.

En sus, trois circonstances aggravantes se grefferont aux facteurs d'ordre structurel pour saper les bases d'un régime déjà fragile et ouvrir la voie à une solution autoritaire. En premier lieu, la façon autocratique dont la classe dirigeante entraîna la nation dans la guerre; puis, au sortir du conflit, plutôt que d'opérer les réformes sociales et institutionnelles fondamentales qui s'imposaient, la décision précipitée et opportuniste de changer le mode de scrutin, réforme louable en principe, mais malvenue dans les circonstances; enfin, la présence d'un projet menaçant pour l'ordre établi, celui du socialisme-révolutionnaire, le "bolchevisme", trop faible pour prendre le pouvoir, mais assez fort - et surtout assez "bruyant" - pour servir d'épouvantail à la bourgeoisie et la convaincre d'envisager une solution autoritaire.

L'Italie constituait le "maillon faible" des démocraties occidentales;⁴ elle était cependant suffisamment avancée sur la voie du développement capitaliste et de la démocratie libérale pour rendre irréalisable une révolution totale de type soviétique, et peu probable un régime autoritaire traditionnel.⁵ De là l'apparition dans ce pays d'un projet politique⁶, qui renvoyait dos à dos le libéralisme et le socialisme, et se proposait comme "troisième voie", seule capable de restaurer l'intégrité de la nation et de la remettre sur les rails du progrès économique et de la dignité perdue. Le fascisme se développe donc comme une réponse au vide de pouvoir créé par l'effondrement du libéralisme traditionnel et par l'incapacité du socialisme et de la démocratie chrétienne à prendre la relève. Mais quel est le contenu de cette réponse?

Question complexe car, comme l'a si bien dit Tasca, "définir le fascisme, c'est d'abord en faire l'histoire".⁷ La difficulté vient du fait qu'à cause de sa forte composante nationaliste, cette idéologie qui, sur le plan intérieur, est l'adversaire irréductible de toute particularité, se révèle en même temps, de toutes les idéologies, la plus fortement enracinée dans les circonstances particulières de chaque pays où il survient. Il existe néanmoins un fascisme générique, dont nous devons, dès maintenant, relever les principaux traits.

D'abord, tout autant que par son contenu, il se distingue par son style et ses formes d'action.⁸ Toutes les idéologies ont d'abord été "anti" pour se démarquer des autres visions du monde; dans le cas du fascisme qui est relativement tard venu et trouve la majeure partie du

terrain politique occupé, ce caractère négatif est encore plus marqué. Voici une liste partielle des "antis" du fascisme: anti-parlementaire, anti-libéral, anti-démocratique, anti-socialiste, anti-prolétarien, anti-clérical (du moins à ses débuts en Italie), anti-bourgeois, partiellement anti-capitaliste; anti-rationaliste, anti-matérialiste (sur le plan philosophique); et surtout anti-internationaliste.⁹ Dans sa recherche d'une clientèle, il va passer par deux phases: une première, populiste, où il cherche à se rallier les masses; devant l'échec de cette tactique, il opère un virage vers la petite bourgeoisie et s'alliera éventuellement avec les secteurs conservateurs, bourgeois et capitalistes. C'est pourquoi il peut être qualifié de "parti de révolutionnaires lié aux classes moyennes de la ville et/ou de la campagne"¹⁰ La nécessité de lutter pour se faire "une place au soleil", peut également expliquer en partie sa propension à l'usage systématique de la violence.

Bien que l'exposé systématique de la doctrine ne se fasse en Italie qu'à partir de 1929, six ans après l'arrivée au pouvoir de Mussolini, ce dernier en révèle déjà l'essence en 1922 en déclarant: "Nous avons créé notre mythe: notre mythe, c'est la nation"¹¹ Le fascisme est donc d'abord et avant tout un ultra-nationalisme: il défend une conception organique de la société, où les individus se valorisent - dans la mesure de leurs talents, car le fascisme pose l'inégalité en principe - en se subordonnant à un ensemble supérieur.¹² Il est l'ennemi de toute particularité, sauf nationale (ou raciale, dans le cas du nazisme) au profit du principe de totalité.¹³ Il ne met pas en question la base du capitalisme, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de

production, mais veut discipliner les luttes de classes qui en sont l'aboutissement. Pour y arriver, il reprend une ancienne idée, le corporatisme et tente de l'adapter aux réalités d'une société en voie d'industrialisation: dans la corporation, les "producteurs, capitalistes et prolétaires, constituant un tout organique, se dilueront comme classes sociales".¹⁴

Le fascisme peut aussi être considéré comme une "révolte générationnelle": les jeunes reviennent de la guerre - ou ils terminent leur adolescence dans les premières années qui la suivent - et sont révoltés par le chaos politique et social qui les confronte, ils en considèrent responsables les vieilles élites, tant social-démocrate que libérale. Le mouvement des "fasceaux" leur offre "un nouveau style politique, de nouveaux symboles, une nouvelle rhétorique, de nouvelles formes d'action qui répondent à leurs aspirations. Il ne faut pas oublier qu'il contient une "forte composante romantique", avec sa récupération des luttes nationales du 19e siècle, ainsi que de l'anarchisme. Après tout, les premières "chemises" ne furent-elles pas les "Chemises rouges" de Garibaldi?¹⁵

Ceci dit, notre étude n'a pas pour objectif d'approfondir la nature de l'idéologie fasciste, mais bien plutôt d'examiner les causes structurelles et le déroulement de la crise qui en ont engendré la croissance et le succès. Elle comprendra deux parties: la première recherchera les origines de la faiblesse du régime libéral en Italie de 1860 à 1900 et de 1900 à 1915. La seconde se penchera sur la crise elle-même qu'elle décomposera en trois moments: la crise de

l'intervention et la guerre (1915-1919); les "années rouges"
(l'agitation sociale, la crise du libéralisme et du socialisme),
1919-1920; finalement, les "années noires" (le reflux de la vague
révolutionnaire, la paralysie du parlementarisme, la montée et la
victoire du fascisme), 1921-1922.

Essayons donc, non dans des concepts abstraits, mais par l'analyse
de la situation historique et sociale concrète¹⁶ de l'Italie, de
saisir l'essence de ce phénomène.

NOTES

Introduction

- 1- L'Etat d'exception est une forme autoritaire d'Etat libéral, où la démocratie parlementaire est abandonnée, alors que les rapports de production capitalistes subsistent on pourrait même dire afin que ces derniers subsistent. Cf. Nicos Poulantzas, Fascisme et dictature, Seuil/Maspero, Paris, 1974, pp.6-7
- 2- C'est le sujet de l'étude de Charles S. Maier, Recasting Bourgeois Europe, Princeton University Press, 1974. Soulignons ici qu'en 1924, personne ne pouvait prévoir ce qui advint en Allemagne en 1933.
- 3- Riccardo Lucchini, Sociologie du fascisme, Editions Universitaires, Fribourg, 1973, pp. 14-15; Paul Corner, Liberalism, Pre-Fascism, Fascism, in David Forgacs, ed., "Rethinking Italian Fascism", Lawrence and Wishart, London, 1986, p.12
- 4- Poulantzas, op. cit., p. 22.
- 5- Néanmoins, jusqu'à l'invitation faite à Mussolini par le Roi, à la fin d'octobre 1922, de former un gouvernement, une solution de type "démocratie limitée ou dirigée", qui aurait permis de désarmer et d'absorber le fascisme - de le "transformer" -, apparaissait la plus acceptable à une bonne partie des cercles dirigeants. C'est d'ailleurs celle que craignait le plus le future "Duce".
- 6- Le fascisme n'a pas été un phénomène uniquement italien ou allemand: il est apparu dans d'autres pays d'Europe et même en dehors de ce continent. Quant à ses origines, Zeev Sternhell, dans La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme (Seuil, Paris, 1978), les situe dans le "boulangisme". D'autres auteurs les font remonter beaucoup plus loin, tels Marx et Engels qui, dans le Manifeste du Partie Communiste (1848) (Le Livre de Poche, LGF, Paris, 1973, pp 39-41), le décrivent comme "socialisme petit-bourgeois", ou encore, le Professeur Dimitri Kitsikis, particulièrement dans Le mouvement communiste en Grèce (in "Etudes internationales", vol. VI, no. 3, septembre 1975, Québec, pp 334-338) qui, à côté d'un fascisme dur, l'hittérisme, distingue un fascisme plus populiste, un "socialisme national" des pays peu industrialisés, dont Rousseau serait le père intellectuel. Ceci dit, le fascisme ne devient un phénomène politique important qu'avec son accession au pouvoir en Italie, à la fin de 1922, et en Allemagne, en 1933.
- 7- Angelo Tasca, Naissance du fascisme, Gallimard, Paris, 1967 (1938), p. 371.
- 8- Juan J. Linz, Some Notes Toward a Comparative Study of Fascisme in Sociological-Historical Perspective, in Walter Laqueur, ed., "Fascism: A Reader's Guide", University of California, Berkeley, 1976, p. 12

- 9- Ibid., pp. 5 et 15-16
- 10- Ibid., p. 7
- 11- Roger Bourderon, Le fascisme, idéologie et pratiques, Editions sociales, Paris, 1979, pp. 40 et 45
- 12- Ibid., p. 74
- 13- Mihaly Vajda, Fascism as a Mass Movement, Allison and Busby, London, 1976, pp. 16-17
- 14- Bourderon, op.cit., pp. 18-19
- 15- Stanley G. Payne, Fascism. Comparison and Definition, The University of Wisconsin, Madison, 1980, p. 42; Linz, op.cit., pp. 34-38
- 16- Poulantzas, op.cit., p. 7; Linz, op.cit., p. 9

Partie I: Un terrain ingrat, une plante fragile: la démocratie en Italie
(1860-1915)

Introduction

"Un tailleur qui doit fabriquer un costume pour un bossu, est obligé de faire un costume bossu",¹ écrivait dans ses mémoires Giovanni Giolitti, député pendant 46 ans et maître de la vie politique en Italie un quart de siècle durant. Si lui, le plus habile "tailleur" que ce pays ait connu ne parvint jamais tout-à-fait à ajuster le "costume", c'est qu'il y avait quelque chose de vraiment bossu dans la formation sociale italienne. Et encore, le politicien piémontais présida-t-il à l'"adolescence" de la démocratie en Italie, de 1900 à 1915; qu'est-ce à dire pour ceux qui eurent à guider ses premiers pas et à assurer sa survie entre 1860-1900? Peut-être aurait-il mieux valu, plutôt que de s'acharner à rafistoler le costume - qui, de toute façon commencera à craquer de toutes ses coutures en 1915 - faire appel à un chirurgien pour tenter, par une série d'opérations, de redresser "le corps de l'Italie"?

C'est cette métaphore giolittienne qui nous guidera dans l'examen de la naissance et de l'évolution de la formation sociale italienne et de son régime politique, avec comme objectif de vérifier la valeur de notre hypothèse: à savoir que soixante ans après la création de l'Etat italien, à cause de défauts structurels, la démocratie en Italie demeurait fragile et vulnérable.

Mais il nous faut d'abord donner une définition - qui ne saurait jamais être complète - de la démocratie, entendue comme système d'organisation politique de l'Etat et non pas comme concept philosophico-politique. Ce sera évidemment un "optimum", une espèce de modèle nous permettant de jauger le degré de "démocratisation" atteint par l'exemple que nous avons choisi. La démocratie se caractérise par

"la liberté juridique de formuler et de préconiser des changements politiques avec les droits concomitants de liberté d'association, liberté d'expression et droits humains fondamentaux; la concurrence libre et non violente entre les chefs politiques, avec une validation périodique de leur prétention à gouverner; l'inclusion de toutes les fonctions politiques dans le processus démocratique; la garantie de participation de tous les membres de la communauté politique quelles que soient leurs préférences partisans".

En pratique, cela signifie la liberté de créer des partis politiques, la tenue d'élections libres et honnêtes à intervalles réguliers, et la responsabilité du pouvoir exécutif devant les représentants des citoyens. De nos jours, nous considérons que la société politique doit inclure tous les adultes, mais ceci est l'aboutissement d'un long processus d'élargissement du corps électoral par la levée graduelle des exigences autrefois rattachées à la qualité d'électeur: propriété, taxation, instruction, sexe, etc. Or, la démocratie libérale, comme tout autre régime, ne saurait être considérée sans tenir compte du contexte historique.

Elle ne saurait non plus l'être en faisant abstraction du rapport dialectique qui unit le politique à l'économique, celui-ci étant, en dernière instance (à l'intérieur d'une période historique) déterminant.³ L'infrastructure posera donc certaines contraintes aux

acteurs politiques, et les gestes de ces derniers pourront avoir d'importantes répercussions sur le développement de la structure. Ainsi, la démocratie libérale a peu de chance de se développer et de se maintenir là où l'infrastructure est particulièrement déficiente, où sévissent des écarts considérables entre les classes ou les régions, où prévaut une dépendance à l'égard de l'étranger, où enfin les minorités dominantes sont insécures et portées à se tourner vers des formules autoritaires pour conserver leur pouvoir. De surcroît, certains facteurs d'ordre historico-culturel favorisent ou entravent la démocratie: l'ancienneté du régime, le degré d'appui réel dont il jouit auprès des masses et des élites, l'existence en son sein de minorités prêtes à le renverser, sa capacité à répondre aux besoins fondamentaux du pays, etc.

Dans les deux prochains chapitres, nous verrons comment la nature de la formation sociale italienne, la faiblesse et le caractère inégal de son développement infrastructurel ont conditionné son développement politique, donnant au régime un caractère moins libéral, rendant l'Etat plus interventionniste, et la classe dirigeante plus dépendante de moyens "politiques", pour assurer sa prépondérance.

Chapitre 1: "Faire les Italiens"¹: la difficile enfance de la
démocratie en Italie (1860-1900)

Résultat de la fusion de sept états des plus disparates, le nouveau Royaume d'Italie va se trouver confronté, dès sa naissance, à de graves problèmes: d'abord le défi de l'Eglise catholique qui ne le reconnaît pas; puis l'épineuse question du Mezzogiorno; enfin, le sous-développement économique et culturel de l'ensemble de la péninsule, mais surtout de l'ancien Royaume de Naples. L'objet de ce chapitre consistera en l'étude de ces trois questions et de leurs manifestations idéologiques et politiques de 1860 à 1887, ainsi qu'en l'analyse de la crise des institutions qui secoua les fondements du régime durant la dernière décennie du siècle.

1 - L'unification de l'Italie: le bourgeois, l'évêque et le hobereau

A - La méprise: les mythes de fondation

La facilité et la rapidité avec lesquelles apparut ce nouveau pays de 21 millions d'habitants (le sixième en Europe au point de vue démographique) devaient semer de fausses certitudes: primo, la légende d'un "exploit" presque miraculeux, signe d'un destin manifeste; secundo, la croyance que l'Italie était riche, et que seule l'incompétence des anciennes administrations était responsable de l'arriération de certaines régions.² A vrai dire, l'unification de l'Italie s'était faite à partir du Royaume du Piémont (au nord-ouest, monarchie

constitutionnelle de cinq millions d'habitants, capitale Turin), grâce à l'habileté diplomatique de son premier ministre, Cavour, et à la conjoncture internationale beaucoup plus qu'au demi-siècle de conspirations ourdies par Mazzini.³ Durant tout le processus, de 1848 à 1870, les pertes humaines se chiffèrent au maximum à 6,000 morts et 20,000 blessés. La neutralité bienveillante de l'Angleterre et l'aide de la France permirent l'annexion du Nord et du Centre en 1859-1860, et l'accord de l'Allemagne assura la "rédemption" de Venise aux dépens de l'Autriche en 1866 et, au grand dam du Pape, celle de Rome, en 1870.⁴

Différente fut la conquête du Royaume des Deux-Siciles par Garibaldi et ses "Mille", à l'automne de 1860: bien que la résistance des troupes bourbones fût pratiquement insignifiante, l'expédition du "héros des deux mondes" se teinta néanmoins de couleurs plus épiques. Presque immédiatement toutes ces annexions furent sanctionnées par des plébiscites; tenus "à chaud", dans l'euphorie du moment, ils ne sauraient indiquer le degré réel d'adhésion de leurs habitants au nouveau maître, ni avoir la valeur d'une véritable consultation sur les institutions appelées à remplacer celles des anciennes administrations.⁵ Ce qui se produisit fut en réalité une "piémontisation" de la péninsule: la constitution du royaume du Nord (le "Statuto", datant de 1848) fut imposée partout, Victor Emmanuel II devint le premier roi d'Italie (tout en conservant son nom, ce qui est révélateur); Rome fut déclarée capitale du nouvel état, mais en attendant sa libération, Turin devint capitale provisoire; une administration très centralisée, sur le modèle français fut installée. Nous reviendrons sur l'organisation politique et administrative, mais pour le moment, penchons-nous sur un problème qui

devait empoisonner la vie politique de l'Italie, jusqu'en 1929, mais spécialement durant les quarante premières années de son existence, c'est-à-dire la "Question romaine".

B - Les exilés de l'intérieur: le Vatican et le nouvel état

L'annexion par le Royaume du Piémont en 1860 de la moitié des Etats pontificaux, et les expéditions que monta Garibaldi en 1863 et 1867, entretinrent l'animosité entre le nouvel état et le Pape. Quand, en 1870, Rome, par suite du retrait des troupes françaises, tombe aux mains de l'armée italienne, "avec le minimum [de combat] indispensable pour que les Italiens pussent se vanter d'avoir conquis leur capitale et Pie IX affirmer qu'il cède à la violence,"⁶ le pape se déclare prisonnier et, pendant plus de 58 ans, aucun de ses successeurs ne mettra les pieds hors du Vatican.⁷ Déjà, en 1857, Don Margotti, un prêtre-journaliste piémontais avait lancé aux catholiques la consigne d'abstentionnisme, "ni élus, ni électeurs" et le Pape n'hésitera pas à se servir de ses pouvoirs spirituels pour combattre à la fois l'Etat italien et le libéralisme du 19e siècle: le "Syllabus des erreurs" de 1864, et la proclamation de l'infailibilité papale en 1870, mirent les catholiques devant le choix "ou libéral ou catholique... car être partisan du catholicisme libéral était dans les mots de Pie IX "embrasser à la fois Dieu et le Diable."⁸

Entre 1860 et 1870, l'Eglise recherche l'aide de tous les ennemis internes et externes de l'Italie, et le Pape va même jusqu'à excommunier le Roi, ses ministres et tous ceux qui avaient participé à la législation sécularisatrice. Plusieurs tentatives furent effectuées par les

législateurs pour régulariser la situation, mais la lutte acharnée du Vatican contre l'Etat les fit échouer et aggrava l'intransigeance des anti-cléricaux. Finalement, en 1871, fut votée la "Loi des garanties" qui aurait dû calmer les esprits, mais l'Eglise continua sa campagne interne et externe contre l'Etat; ainsi, à cause des pressions du Vatican, pendant 34 ans, aucun chef d'Etat catholique ne visita la capitale italienne.⁹ Ce commentaire de l'Archevêque de Paris est éloquent: "Rome", dit-il, "est devenue la vulgaire capitale d'un état moderne".¹⁰ Les catholiques furent également encouragés à s'organiser en marge de la société politique, dans l'Action catholique, qui tint son premier congrès à Venise en 1874.¹¹

Ainsi, le conflit entre l'Eglise et l'Etat, força les catholiques à demeurer des "émigrés de l'intérieur". Même si les conséquences électorales en furent mineures - le corps électoral ne dépassa jamais 10% de la population avant 1913, et les catholiques votaient probablement autant que les autres -, cette situation empêcha jusqu'en 1919 la formation d'un parti démocrate - chrétien ou, mieux encore, l'intégration des catholiques aux principaux courants politiques de l'époque. Elle constitua assurément un obstacle majeur à l'élargissement et à la consolidation du régime démocratique dans un pays où, après tout, même si la pratique religieuse était et demeure beaucoup plus faible qu'on ne le croit généralement, la presque totalité de la population est "culturellement" catholique. Une de ces "bosses" sur la formation sociale italienne dont parlait Giolitti...

C - Le choc de deux mondes: les Piémontais et le Mezzogiorno

"La révolution nationale n'a pas signifié la liberté et la prospérité pour le paysan du Sud; bien que 'déclaré citoyen par la loi, il demeure un serf opprimé".¹²

Il ne fallut que quelques mois aux masses miséreuses du Sud pour s'apercevoir qu'en fin de compte, ils n'avaient que troqué un maître à "l'accent napolitain pour un nouveau à l'accent turinois"¹³ Garibaldi, devenu dictateur de Sicile, après un début de législation jacobine, n'avait pas hésité à réprimer féroceement les paysans qui, croyant la révolution arrivée, s'étaient lancés sur les terres des féodaux.¹⁴

Ce que rencontrèrent les Piémontais, descendus pour prendre possession des territoires nouvellement conquis, les horrifia: ils réalisèrent que, selon les mots du père du marxisme italien, Antonio Labriola, pendant des siècles l'Italie était restée divisée en deux mondes: au Nord "le romano-germanique, au Sud le byzantino-islamique".¹⁵ Les bourgeois du Nord firent ainsi connaissance avec le fameux "bloc agraire" méridional: "d'un côté les propriétaires terriens et les "signori" avec leurs agents et protégés, les avocats et marchands, les bureaucrates et petits intellectuels des villes; de l'autre, les paysans misérables et illettrés, et la révolte jamais très loin sous la surface".¹⁶

La faiblesse relative du gouvernement de Turin et le désir de l'aristocratie foncière du Sud de maintenir ses privilèges, donna ainsi naissance au "bloc historique" qui dominera l'Italie jusqu'à la guerre: l'alliance de la bourgeoisie du Nord avec les propriétaires terriens du

Sud assura, comme l'a montré Gramsci, la prépondérance politique décisive de la première et les assises économiques de son pouvoir, en échange du maintien de la domination des seconds sur le monde agricole. Les conséquences économiques et politiques de ce pacte seront déterminantes pour l'avenir de l'Italie: l'absence d'une réforme agraire empêcha la création d'une classe de petits paysans, consacrant la spécialisation du Sud dans l'agriculture extensive et élargissant le fossé avec le Nord qui s'industrialisait; la mise à l'écart des masses méridionales de la société politique fit obstacle à la création de partis véritablement nationaux et assura, pendant des générations, l'hégémonie parlementaire d'une minorité.¹⁷

Non seulement n'y eut-il pas de réforme agraire, mais le démembrement de la propriété féodale, commencé au début du siècle et poursuivi par l'expropriation et la vente des biens ecclésiastiques, se fit au profit d'une nouvelle bourgeoisie terrienne qui s'empara des anciennes "terres domaniales", sur lesquelles la communauté paysanne avaient des droits acquis depuis des temps immémoriaux.¹⁸ Ces exactions ainsi que l'efficacité fiscale de la nouvelle administration, ajoutées à l'agitation des agents du Vatican et des nostalgiques du pouvoir bourbon, provoquèrent le premier grand soulèvement du Sud. La guerre dite du "brigandage", engagea entre 1860 et 1866 plus de 100,000 soldats et infligea davantage de pertes humaines que toutes les luttes du Risorgimento.¹⁹ Ainsi, dès ces premières années, se fixera l'attitude des masses rurales envers l'Etat italien: habituellement un ennemi; parfois, un dispensateur de faveurs particulières pour qui a l'oreille du "patron".²⁰

2 - Economie et société: les dures réalités du sous-développement

En matière de développement, parmi les pays de l'Europe occidentale, l'Italie occupait l'avant-dernier rang du peloton suivie uniquement par la péninsule ibérique. En 1861, de ses vingt et un millions d'habitants, 8 millions étaient des paysans, 3 millions des ouvriers ou des artisans;²¹ la plupart vivaient dans la misère, le sous-développement culturel et la dépendance politique. Environ 17% des enfants fréquentaient l'école primaire et pré-secondaire, 0,06% atteignaient le lycée et seulement un tiers de ces derniers parvenaient à l'université.²² Dans la deuxième moitié des années 80, le revenu per capita dans les régions les plus avancées du Nord, se situait à moins de la moitié du revenu per capita de l'ensemble de la France.²³ Le procès d'industrialisation en Italie a été tardif et s'est fait au détriment de l'agriculture. Quelles furent les causes de ce retard? Contrairement au mythe pré-unitaire d'une Italie véritable "jardin naturel",²⁴ le pays souffrait d'une carence en ressources naturelles, spécialement le charbon et le minerai de fer. La faiblesse de la bourgeoisie italienne la força à s'appuyer sur l'Etat et à recourir au capital étranger; la mauvaise conjoncture internationale fit avorter une première tentative d'industrialisation; enfin, l'inégalité entre le Nord et le Sud, aggravée par la nature du bloc politique, contribua à maintenir les rapports de production féodaux dans les campagnes.

Les effets politiques du sous-développement économique seront entre

autres: la monopolisation du pouvoir par une classe, la bourgeoisie libérale, qui s'appuie sur l'Etat pour son développement économique; l'exclusion de la vie politique de la très grande majorité de la population; le mécontentement endémique des masses qui portera la classe dominante à recourir fréquemment à la répression; enfin, la dépendance envers l'étranger. La stagnation économique des années 60-90, s'accompagna de la prédominance d'expressions idéologiques de type surtout pré-industriel: cléricanisme et anti-cléricanisme, anarchisme; ce n'est que dans la dernière décennie du siècle que se développa le socialisme de type marxiste, ainsi que deux idéologies qui fourniront au fascisme ses principaux thèmes: le syndicalisme révolutionnaire - souvent confondu à tort avec l'anarchisme - et le nationalisme de type impérialiste.

A - Une économie arriérée

Un pays dont les trois quarts de la population étaient employés dans l'agriculture, mais dont moins de la moitié de la superficie était à peine cultivable et en grande partie inutilisée à cause d'un manque d'irrigation; une large part des exploitations trop petites pour faire vivre leurs habitants; les grandes et moyennes propriétés n'assurant guère plus que la subsistance, et les latifundia négligés et mal exploités par des propriétaires souvent absents; l'état arriéré des techniques; le manque de capital et la fiscalité régressive; les épidémies; la compétition étrangère accrue ainsi que le déclin des prix agricoles (spécialement après 1884): telles furent les conditions qui

contribuèrent à maintenir l'agriculture italienne dans la stagnation jusqu'à la fin du siècle.²⁵

Au moment du Risorgimento, le nouvel état avait hérité d'une structure agraire à triple face: une agriculture septentrionale progressiste; la "bonne" de l'Italie centrale; enfin l'extensive à faible capitalisation du Mezzogiorno.²⁶ La généralisation du régime douanier libéral à l'ensemble de la péninsule provoqua durant les vingt premières années un doublement des exportations; l'accroissement des profits ou de la rente foncière assura dans le Nord et le Centre le triomphe définitif de l'agriculture capitaliste mais sans amélioration de la condition paysanne; en revanche, elle renforça le latifondisme dans le Sud.²⁷

L'absence totale de charbon et la mauvaise localisation des dépôts de minerai de fer, rendirent plus coûteuse la mise en place de l'infrastructure industrielle, qui dut être financée par la fiscalité et la surexploitation des masses paysannes, face à la rareté et à la dispersion des capitaux, en grande partie consacrés à la spéculation.²⁸

A partir de 1880, le trait marquant de l'économie italienne c'est le gouffre qui se creuse progressivement entre le Nord et le Sud.²⁹ En 1860-1861, le Mezzogiorno tirait déjà de l'arrière: l'agriculture extensive, surtout la céréaliculture constituait le secteur dominant, avec toutes les conséquences que cela entraîne, bien au-delà de la stricte économie:

"... l'agriculture extensive constitue le centre du problème, se posant comme la convergence de plusieurs éléments négatifs...: la décadence de l'ancienne classe foncière aristocratique... la rapacité des fermiers intermédiaires, l'isolement des campagnes, la pression, démographique, la pauvreté du marché de consommation locale..."³⁰

Alors que l'accroissement de la production agricole des vingt années suivant l'unification suscita dans le Nord l'avènement de l'industrie, dans les zones pauvres du Midi, elle en consacra l'éloignement.³¹

Soulignons enfin que si le manque de ressources explique en partie le retard économique de l'Italie, d'autres facteurs d'ordre politique y ont contribué: la guerre douanière avec la France entre 1887 et 1900; les dépenses publiques souvent motivées surtout par la recherche du prestige national ou le patronage électoraliste; un manque de contrôle des institutions financières et l'absence d'une banque centrale d'émission, ce qui encouragea la spéculation avec son cortège de faillites et de scandales; un développement factice et hâtif de l'industrie lourde, navale et sidérurgique, largement contrôlées par l'étranger et désastreuses pour le Sud;³²

B - Des masses exploitées.

Durant les deux premières décennies de son indépendance, la classe dirigeante, au prix de la compression des salaires et de la consommation des masses, avait donné à l'Italie "son armée, ses chemins de fer, son administration judiciaire et postale, son budget et un embryon d'industrie".³³ D'aucuns prétendent que ces résultats n'auraient pas

été possibles aussi rapidement, si la propriété foncière avait été morcelée par une réforme agraire.³⁴ C'est possible; mais le prix à payer fut la marginalisation du Sud, et l'hostilité des masses qui se manifesta "dans les jacqueries paysannes, par les révoltes urbaines, par les émeutes, etc."³⁵

Quant à la condition des ouvriers - qui sont souvent en même temps des paysans -, elle nous est connue par des travaux d'économistes, comme Pasquale Villari, et particulièrement par l'enquête parlementaire sur l'industrie menée par Vittorio Elena:

"L'ensemble révèle la précarité du sort des ouvriers: la journée de travail n'est jamais inférieure à 12 heures, les salaires demeurent d'autant plus bas que la concurrence des femmes et des enfants qui se contentent de gages modestes (le tiers ou le quart de ceux d'un homme) pèse lourdement sur le marché du travail, et la plupart des ouvriers ne peuvent subsister qu'en se nourrissant de produits qu'ils cultivent eux-mêmes sur leur propre champs."³⁸

Ce ne fut que vers la fin du siècle, avec la montée du socialisme en tant que force politique que l'Etat a commencé à se doter d'une timide législation sociale.³⁷

La misère des paysans et des ouvriers déclencha un mouvement d'émigration comparable à une véritable saignée: entre 1876 et 1900, ils furent plus de 5,3 millions à quitter leur pays, la plupart pour ne plus jamais y revenir: un demi million de plus que l'accroissement naturel de la population durant ces mêmes années.³⁸ Cette hémorragie et le mauvais traitement souvent réservé aux émigrants Italiens en France et aux Etats-Unis, joua un rôle non négligeable dans le développement du nationalisme et de l'impérialisme italien.³⁹

Et surtout, à l'exemple de leurs frères des pays voisins, les prolétaires commencèrent à résister et à s'organiser contre l'exploitation. Les grèves se multiplièrent durant les années soixante, et les sociétés fraternelles se transformèrent en "Ligues de résistance", les proto-syndicats des années 70 et 80.⁴⁰ Une fédération des travailleurs, affiliée à la Première Internationale, fut fondée en août 1872; de tendance anarchiste (bakouniniste), elle comptait 30,000 membres en 1874, surtout dans les régions pauvres de l'Italie: Toscane, Romagne, Naples, Sicile. Défunte à la fin des années 80, elle aura peu fait au point de vue organisationnel, mais elle fournira des idées et des dirigeants aux futurs syndicalisme et socialisme révolutionnaires, surtout en Italie centrale. A partir des années 80, avec l'industrialisation, l'axe du mouvement ouvrier se déplaça au nord, vers le triangle industriel Gênes-Turin-Milan.⁴¹

Au début des années 80, le "Partito Operaio Italiano" (POI) et son bras syndical, les "Fils du travail", ont jeté les bases des "Chambres du Travail" (structure horizontale, regroupant tous les travailleurs d'une région) et des Fédérations syndicales (structures verticale, de métier). Les premières, fondées en 1891, comptaient 40 000 membres en 1894. Cette double structure se maintiendra jusqu'à la guerre et coïncidera, en gros avec les deux tendances à l'intérieur du socialisme: les "Chambres" alimenteront le courant "syndicaliste révolutionnaire" et l'aile gauche du Parti Socialiste; les Fédérations fourniront le gros de ses troupes au réformisme. Les travailleurs agricoles, les "braccianti", seront dotés de leur "ligues de résistance", dont certaines, celles de la vallée du

Pò... et surtout de l'Emilie, auront une tendance marquée à l'action directe. Enfin, fruit de toute cette fermentation socio-politique, le 14 août 1892, fut fondé le "Partito dei Lavoratori Italiani" (Parti des travailleurs italiens) qui, en 1895, devint le Parti Socialiste Italien (PSI).⁴² Ce qui nous amène à la politique.

3 - La démocratie limitée; l'obsession unitaire.

A - Centralisation et "oligarchie constitutionnelle".⁴³

Les quinze premières années suivant le Risorgimento, l'Italie fut gouvernée par la droite de la minorité bourgeoise, c'est-à-dire les monarchistes libéraux, héritiers de Cavour, alors que les républicains mazziniens et garibaldiens constituaient l'opposition de gauche. Avec un corps électoral de 2% de la population, dont la moitié s'abstenait de voter, peut-on vraiment parler de démocratie? Consciente de sa situation précaire, la classe dirigeante du nouvel état opta pour la centralisation administrative: le pays fut divisé en provinces (équivalentes du département français), de grandeur à peu près uniforme, dirigées par un préfet nommé et contrôlé par le ministre de l'intérieur; ces dernières furent divisées en communes d'inégale grandeur, dont le maire ("sindaco") est nommé par le ministre de l'Intérieur jusqu'en 1888, les plus grosses commençant à l'élire en cette année et la totalité d'entre elles obtenant ce pouvoir en 1898. Tout effort de décentralisation vers les régions se butera à la crainte de voir miner la fragilité du royaume.⁴⁴ La constitution du Piémont, le "statuto", qui réservait au Roi des pouvoirs considérables, ira en se libéralisant dans le sens de la responsabilité ministrielle; cependant, jusqu'au régime fasciste, le monarque et son

Conseil conserveront l'entière conduite de la politique étrangère et de la défense (nous verrons les conséquences funestes de cet anachronisme dans la genèse de la crise des années 1915-1923). Aucun parti politique dans le sens moderne du terme, avec un organisation centrale, n'existera en Italie avant la formation du Parti socialiste entre 1892 et 1895.⁴⁵

B - Le "transformisme".

L'arrivée au pouvoir de la gauche en 1876 débouchera, en 1882, sur l'élargissement de la société politique par le vote d'une nouvelle loi électorale qui fera passer le nombre d'électeurs de 2 à 7% de la population adulte.⁴⁶ La distinction entre "droite" et "gauche" va commencer à s'estomper; la monarchie cessera d'être un enjeu électoral, et l'anticléricalisme, bien que toujours présent, perdra de son intensité. Radicaux, républicains et socialistes, sous l'inspiration de Garibaldi - qui siègera quelques mois comme député en 1880, deux ans avant sa mort - commenceront à former une extrême-gauche qui se structurera avec la fondation des partis radical et socialiste durant les années 90.

Sous la conduite de Depretis, dirigeant de la gauche historique qui dominera la chambre entre 1876 et 1887, les divisions entre gauche et droite historiques s'estomperont au profit d'une unification, d'une "transformation" des partis; ce "transformismo",

"consiste à assurer au gouvernement une majorité compacte en négociant au préalable avec les dirigeants les plus représentatifs de l'opposition, leur insertion dans l'équipe gouvernementale. En même temps, on cherche à s'assurer l'appui du "marais", véritables permanents de la vie parlementaire, présents d'une législature à l'autre.

par le jeu des clientèles, voire par la corruption."⁴⁷

Ce clientélisme - qui n'est pas sans analogie avec les pratiques politiques actuelles de plusieurs pays du Tiers Monde - assure aux leaders de la classe dominante une "dictature de fait", un monopole du pouvoir derrière une façade d'instabilité ministérielle. De là ces carrières politiques qui n'en finissent plus: Crispi, environ 50 ans, Giolitti, 46 ans, Turati, près de 40 ans.

Reflet d'une base politique étroite, le système en accentue le manque de représentativité, en empêchant les forces montantes de la nation - paysans, ouvriers, petite-bourgeoisie progressiste, catholiques - d'être vraiment présentes au niveau du pouvoir. S'en suivent une démoralisation des éléments progressistes de la société, un écoeurément et un cynisme face au parlementarisme, une tendance à rechercher la solution des problèmes dans le "coup de force" de chefs charismatiques et providentiels. Ainsi le jeune Croce, future philosophe et maître à penser du libéralisme, déclarait-il à propos des années 86-92:

"Quant à la politique de mon pays, elle était devant moi comme un spectacle auquel j'entendais bien ne pas participer activement; je m'y engageai même le moins possible par le sentiment et le jugement."⁴⁸

C - La "plus petite des grandes puissances":⁴⁹ la politique étrangère de l'Italie (1860-1896)

La position stratégique de l'Italie - véritable pont entre l'Europe et l'Afrique et carrefour entre la Méditerranée orientale et occidentale - ; le rôle important de la diplomatie dans son unification; les réminiscences de la grandeur de Rome et des cités - républiques (Gênes,

Venise), contrastant avec la faiblesse de l'Italie post-risorgimentaire, à la remorque de ses puissants voisins; tous ces facteurs ont contribué à faire de la politique étrangère italienne ce mélange d'illusions et d'humiliations qui deviendra souvent l'abcès de fixation de toutes les frustrations nationales.

Il est intéressant de constater que c'est dans l'image que se fait de l'Italie la gauche républicaine, que se trouve en germe le futur impérialisme italien. Mazzini et ses successeurs puisaient dans le passé romain une idée de mission pour l'Italie qui, "ayant atteint ses véritables frontières naturelles, serait capable de s'arrondir avec des domaines coloniaux et, une fois installée à Tunis [l'ancienne Carthage], dominerait la Méditerranée comme l'avaient fait jadis les aigles de Rome".⁵⁰ Par contre, la droite cavourienne possédait de l'Italie une vision plus "territoriale et circonscrite", même si les frontières pouvaient en être discutées et négociées.

Durant les dix premières années d'existence du nouvel état, la préoccupation majeure de ses dirigeants fut de parachever l'unité de l'Italie en récupérant Rome, Venise et les Territoires du Nord-Est (le Trentin et l'Istrie); ce qui fut fait pour les deux premières, non par les armes italiennes, mais grâce aux victoires de l'Allemagne sur l'Autriche en 1866 et sur la France en 1870. Quant aux deux derniers, ils resteront "terre irredente", terres non libérées, sous contrôle autrichien jusqu'en 1919. Bien qu'elle demeurât une épine au flanc de l'Italie, la question de l'irrédentisme sera éclipsée pendant une cinquantaine d'années par la menace posée à l'Etat italien par les

intrigues du Vatican auprès des pays catholiques comme l'Autriche, et particulièrement la France.

Dans ses efforts d'affirmation et d'expansion, l'Italie se trouvait "corsetée" par ses deux puissants voisins: au nord et à l'est par l'Autriche, au sud et en Afrique, par la France. La solution sera de s'appuyer sur l'Allemagne. En se joignant, en 1882, à ce pays et à l'Autriche dans la triple Alliance ou Triplice, elle faisait d'une pierre "trois coups": se protéger de la France; neutraliser l'Autriche en devenant son alliée; renforcer par un traité les liens de plus en plus étroits - industriels, financiers, intellectuels - l'unissant au Reich, devenu depuis 1871 la première puissance de l'Europe.⁵¹

Durant les années 80, l'Italie va emboîter le pas aux autres puissances européennes, en devenant impérialiste. Cependant, cette doctrine prendra en ce pays une nature ambiguë, en raison de sa double origine. D'un côté, elle s'appuyait sur les arguments classiques du colonialisme européen; besoin de matières premières et de marchés, poids international accru, "mission civilisatrice" de l'homme blanc; de l'autre, sur des motifs spécifiquement italiens: destin méditerranéen de l'Italie, besoin de nouveaux territoires comme déversoir des masses paysannes du Sud (problème qu'on cherche à résoudre par la colonisation, plutôt que par une réforme agraire).⁵² Donc un impérialisme à double face: celle d'un pays européen, développé; celle d'un pays sous-développé. Ce "colonialisme du Midi", impérialisme "della povera gente", dont la figure dominante sera Francesco Crispi, trouvera ses partisans autant à l'extrême-gauche qu'à droite, entre autres chez des

syndicalistes révolutionnaires comme Alceste de Ambris, qui avait milité parmi les immigrants Italiens en Amérique et qui, plus tard, en 1919, sera le rédacteur du premier programme fasciste.

Les aventures coloniales - et militaires - sont souvent un moyen pour les dirigeants d'une formation sociale en proie à de graves problèmes qui la divisent, de tenter de faire ou de refaire un consensus national. L'Italie de la fin du siècle n'avait pas les moyens matériels de rivaliser avec la France - et encore moins avec l'Angleterre - pour des territoires dont les meilleurs étaient de toute façon déjà occupés.⁵³ C'est ainsi que lorsque en 1896, Crispi, à la recherche d'un succès extérieur pour détourner l'attention des scandales et des troubles sociaux qui risquaient de lui faire perdre le pouvoir, lança une expédition militaire à la conquête de l'Ethiopie, l'armée italienne subit une terrible défaite. Le "désastre d'Adoua", s'il suscita un retour temporaire au réalisme pour la majorité de la classe politique italienne, constitua aussi, par le traumatisme qu'il produisit dans la jeune génération d'intellectuels, l'acte de naissance du nationalisme italien, principale composante du futur fascisme.⁵⁴

4 - Le tournant dangereux: entre la démocratisation et la répression (1887-1900)

Les années 80 avaient vu l'apparition des premières grandes entreprises industrielles - acier, navires, locomotives - nées avec l'aide de l'Etat,⁵⁵ alors que la condition des paysans s'aggravait à

cause de la grande dépression agraire. C'est l'époque des premiers balbutiements du socialisme - le Parti ouvrier italien - ; c'est aussi celle du développement de l'Action catholique et d'un premier élargissement du scrutin en 1882 (de 2% à 7,5%). Face à la montée des luttes sociales, les dirigeants italiens se trouveront placés devant l'alternative suivante: ou intégrer les nouvelles forces dans le jeu politique, ou s'efforcer de les réprimer. Deux hommes politiques vont en incarner les deux termes: Crispi, l'"homme fort", et Giolitti, le conciliateur.

A - De Crispi à Crispi: la tentative nationale-populiste (1887-1897)

La longue carrière de Francesco Crispi (1848-1900) reflète à peu près toutes les contradictions et les frustrations de la nation italienne: décentralisateur et jacobin, adversaire et praticien du transformisme, moralisateur et corrompu, méridional et artisan - en tant que secrétaire de Garibaldi et dictateur de Sicile en 1861; et en 1894-1895, en tant que premier ministre - de la plus brutale répression contre les révoltes paysannes; grand admirateur en paroles du parlementarisme britannique et partisan, au fond, de la suppression du Parlement; anticlérical, il tenta un rapprochement avec le Vatican, une alliance de l'Etat avec l'Eglise, pour écraser la "subversion"; etc.⁵⁶ Crispi personnifiait et, à la fois, prétendait résoudre les tares de l'Etat italien: manque de ressources, retard économique, et les deux épines au flanc héritées de l'unification, le Sud et la Question romaine.

L'obsession unitaire de ce méridional n'a pas d'autre origine.

D'une énergie exceptionnelle et propulsé par son désir de faire de l'Italie une puissance digne de son passé glorieux - la nation devient ici un "mythe", comme dans le fascisme - il s'est lancé dans un projet destiné à en finir avec l'"Italietta" des transformistes, sous-développée et bafouée par tous. Pour accomplir ce "grand dessein", trois moyens: faire de l'Italie une puissance coloniale; en ouvrant en Afrique un espace pour accueillir le trop plein des paysans du Sud, mettre un terme à l'humiliation de l'émigration en soulageant la "faim de terre" (sans la réforme agraire qui s'imposerait mais qui est exclue pour préserver l'alliance avec les agrariens); développer l'industrie lourde et la puissance militaire de l'Italie. Il subit un échec sur les trois plans et, comme il n'avait pas, à l'instar de Mussolini en 1921, un mouvement armé pour se maintenir au pouvoir, son projet sera écarté - mais non pas oublié - pendant une génération.

Crispi gouverna à deux reprises: de 1887 à 1891; de 1894 à 1896. Il est important de souligner ces dates, car c'est dans leur intervalle que fait son apparition, sous les apparences d'un retour au transformisme, une autre façon de gouverner, un autre dessein national, qui exprime politiquement les modifications de la structure économique-sociale de l'Italie de la fin du siècle. Mais avant d'y arriver, il s'impose de considérer brièvement la mise en oeuvre des éléments du projet crispin et les raisons de son échec, car elles illustrent clairement la faiblesse structurelle de l'Etat italien.

Comme l'élément central en était l'expansion coloniale, et que la France s'avérait le principal obstacle à la présence italienne en

Afrique, Crispi se lança dans une guerre tarifaire avec ce pays, laquelle fut désastreuse, réduisant des trois quarts les exportations de la péninsule vers son voisin du nord-ouest, perte que ne purent compenser les avantages d'un plus grand rapprochement avec l'Allemagne. Ce fut le Sud qui en souffrit le plus, ce qui donna lieu en Sicile à une explosion sociale que nous verrons plus loin. Sa politique de grandeur exigeait également le renforcement de l'appareil militaire et donc un encouragement au développement de l'industrie lourde par un tarif protectionniste; or, les deux signifiaient une aggravation de la crise agricole, et un accroissement du fardeau fiscal déjà écrasant pour la masse.⁵⁷ Ce qu'on peut apercevoir derrière tout cela, c'est une tentative autoritaire d'accumulation capitaliste accélérée, prématurée dans l'état de développement économique de l'Italie de cette époque. L'aggravation de la situation économique et les méthodes autoritaires de Crispi amenèrent sa première chute en 1891 et, pendant deux ans, l'ébauche d'une transformation du bloc au pouvoir.

Après un bref retour de la droite traditionnelle, qui s'avéra incapable de résoudre la crise, le Roi, repoussant les avances de l'"homme fort" Crispi, fit appel à une figure relativement peu connue, Giovanni Giolitti. Avec lui, c'est plus qu'un nouveau premier ministre, mais une nouvelle formule politique qui arrive au pouvoir. Ce Piémontais de classe moyenne, monarchiste de gauche, après une carrière de vingt ans dans la fonction publique qui l'avait mené aux plus hautes charges de l'Etat, fut élu en 1882, à l'âge de 40 ans, député de Dronero dans le Piémont, et le demeura jusqu'à sa mort en 1928. Ministre des finances sous Crispi de mai 1889 à décembre 1890, il avait démissionné sur une

question d'équilibre budgétaire, bien content d'abandonner à temps un "bateau qui prenait l'eau".⁵⁸

Durant ses quelques dix-huit mois à la présidence du Conseil, il eut le temps de révéler trois aspects de son "système": l'habileté de "faire les élections", par sa maîtrise des préfets en tant que ministre de l'Intérieur - poste qu'il cumula chaque fois qu'il fut premier-ministre; sa détermination à n'intervenir dans les conflits sociaux que si ces derniers devenaient une vraie menace au régime; enfin, l'art des démissions tactiques, qui lui permettaient de laisser passer l'orage et de revenir en force au bout de quelques mois. Il va donc aller se chercher une solide majorité aux élections de novembre 1892; et il refusera d'employer les grands moyens - malgré la clameur des élites locales et les pressions du Roi, de l'armée et des cercles conservateurs - contre les "Fasci siciliani", un mouvement de révolte des paysans et mineurs de Sicile, poussés à bout par la crise économique et la fiscalité discriminatoire.⁵⁹

Ce qui s'esquisse durant ces années, c'est le projet giolittien d'alliance entre le prolétariat industriel naissant du Nord et la moyenne bourgeoisie, permettant à cette dernière de se dégager de l'étreinte des agrariens du Sud. Comme le réalignement politique de la fin du siècle sera provoqué en grande partie par l'accentuation des luttes sociales et la montée du socialisme, il s'impose de caractériser ce mouvement durant cette décennie.

Il se partageait en deux tendances qui s'opposeront à l'intérieur du

PSI jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Un socialisme "scientifique" qui, sous l'influence du positivisme et des succès électoraux du PSD allemand et du PSI lui-même, va glisser graduellement vers le réformisme; un socialisme plus radical, inspiré par les réflexions de Marx sur la Commune de Paris dans La guerre civile en France, adepte de l'action directe et opposé à toute collaboration avec l'Etat bourgeois, il s'exprime dans le "syndicalisme" et, plus tard, le "maximalisme". Ce courant "vitaliste" sera très présent dans l'agitation sociale des années 90;⁶⁰ les anarchistes, toujours actifs, lui fourniront des thèmes et des cadres durant une génération. C'est évidemment le réformisme que Giolitti cherchera à "transformer" et à intégrer dans son bloc démocratique.

B - La démocratie en danger (1894-1900)

Le retour de Crispi, en décembre 93, marqua le début d'une période de répression/conciliation qui reflétait la difficulté de trouver une façon de gouverner capable de gérer les contradictions d'une société civile en ébullition; et, plus que tout, c'était l'indice d'une crise de la coalition dominante. On assista d'abord à une véritable dictature légale, sous prétexte de mater l'agitation des "fasci", que l'"homme fort" interprétait comme un vaste complot - incluant les francs-maçons et les catholiques et financé par la France - ayant pour objectif la sécession de "sa" Sicile.⁶¹ La répression ne se limita pas à la loi martiale dans la grande île; elle s'étendit à de graves limitations à la liberté d'expression et de manifestation, à l'enlèvement du droit de vote d'un tiers du corps électoral, à la dissolution de milliers

d'associations, dont le Parti socialiste, et à l'internement de centaines de dirigeants. Mais, plus grave encore, Crispi manoeuvra pour éviter d'avoir à répondre de ses gestes devant la Chambre et, sous le thème "la monarchie ou l'anarchie", il réussit à se faire plébisciter au cours d'élections convoquées de façon douteuse.⁶² Si le désastre d'Adoua, marquant l'échec de ses ambitions coloniales, n'avait pas mis fin à sa carrière politique, qui sait où il se serait arrêté?

Les deux années qui suivirent virent un retour à un gouvernement plus "libéral" et un effort pour jeter un pont sur le fossé grandissant entre la société civile et l'Etat. Cet essai demeura infructueux puisque, pour qu'il réussisse, il aurait fallu une révision fondamentale du régime fiscal, rendue impossible par l'opposition farouche de la Couronne et de l'Armée à toute réduction des dépenses militaires. Car, si le désastre d'Adoua avait modéré les ambitions coloniales italiennes, il avait aussi révélé la faiblesse militaire du pays et donné des arguments aux partisans de la modernisation et du renforcement des forces armées.⁶³

La reprise économique mondiale qui avait débuté en 1896, eut pour effet dans les premières années d'exacerber les tensions sociales. La classe dirigeante se sentit de plus en plus menacée par la multiplication des grèves visant à réduire l'écart grandissant entre les prix et les salaires, par la montée du Parti socialiste et la prolifération des attentats anarchistes. Une série d'émeutes de la faim, commencée en Sicile au début du printemps, et qui culmina par une insurrection de trois jours, en mai à Milan (les "fatti di maggio"), déclencha à nouveau

la répression, une véritable "terreur blanche".⁶⁴

Mais la coalition qui avait commencé à se dessiner contre le projet autoritaire de Crispi se consolida et sut résister à ce nouvel assaut: durant toute l'année 99, une lutte à finir se livra entre les forces de la réaction et, non seulement la gauche parlementaire, mais une partie grandissante de l'opinion libérale et démocratique, la presse, les universités et les intellectuels, même les chambres de commerce.⁶⁵

Quant la droite tenta de répéter en 1900 ce qu'avait réussi Crispi en 1895, c'est-à-dire faire plébisciter son projet autoritaire par des élections, bien qu'elle ait conservé une majorité de sièges, à cause du bloc des députés sudistes,⁶⁶ elle sortit minoritaire aux voix - et dans le Nord, très largement. - L'animateur de cette nouvelle alliance entre les libéraux progressistes et la gauche avait été Giolitti: quant il rentra en Chambre à la tête de ses 116 députés de "gauche constitutionnelle" alliés aux 96 députés de l'extrême-gauche, même s'il ne devint premier ministre qu'en 1903, ce fut le début du "giolittissimo".⁶⁷

Conclusion.

Les quarante premières années de l'Etat italien avaient été marquées par l'"obsession unitaire" de la minorité dirigeante; consciente de la fragilité de ses assises politiques, cette dernière considérait "chaque geste du gouvernement comme un épisode dans une guerre défensive permanente sur deux fronts: sur la droite, contre l'Eglise et ses alliés de l'étranger; sur la gauche, contre le républicanisme et les forces de la révolution sociale".⁶⁸ Le régime issu du Risorgimento était-il démocratique? Durant les vingt premières années, avec un électeur sur cinquante habitants, il est légitime d'en douter; nous devrions plutôt le qualifier de "régime libéral tendanciellement démocratique, ou de démocratie embryonnaire". Considérons l'évolution du suffrage en Angleterre à la même époque: en 1867, un électeur pour douze habitants; en 1884, un pour sept;⁶⁹ en Italie, un pour quatorze à partir de 1881, s'élargissant graduellement à un pour 10 jusqu'à la réforme électorale de 1911. Ce qui correspondait, en gros, au décalage économique et social entre ces deux pays.

La crise de la fin du siècle aurait pu donner naissance à deux partis, fruits de la scission de la classe dominante: un parti conservateur, et un parti libéral progressiste. Ce qui rendit impossible cette évolution - qui aurait permis l'expression politique de ces deux tendances - fut malheureusement, encore une fois, la nécessité pour la bourgeoisie de maintenir son fameux pacte avec les agrariens du Sud, lequel lui assurait une majorité permanente en Chambre, donc l'hégémonie. En fait, jusqu'à la guerre, il est justifié de mettre en doute

l'existence de la démocratie dans l'Italie rurale au Sud de Rome, "à cause des limites que les pressions administratives, sociales et économiques imposaient aux libertés civiles, au point de rendre suspect le comptage des votes."⁷⁰

Les années 90, avait confronté la classe dirigeante à une société civile en mutation, et à deux forces de mieux en mieux structurées sur les plans idéologique et organisationnel, les socialistes et les catholiques "sociaux", et donc à l'alternative suivante: ou les exclure et les réprimer - avec le risque de les voir s'organiser en marge et contre l'Etat; ou les reconnaître et les intégrer - ce qui impliquait de relâcher l'emprise du pouvoir sur la société civile, avec le risque d'être débordé par certains conflits. Le même défi se posait à l'inverse aux socialistes et aux catholiques: pour les premiers, entrer dans le jeu (réformisme) ou maintenir une attitude de rejet total du régime (révolutionnarisme); pour les seconds, accepter le parlementarisme (démocratie chrétienne), ou maintenir la vieille opposition de l'Eglise à l'Etat (intégrisme). Pour les catholiques, la question de la position du Vatican était cruciale, alors que le problème de l'orthodoxie, bien que présent dans le IIe Internationale, ne se posera sérieusement - et avec quelles conséquences néfastes! - qu'après la Révolutions russe.

Soulignons un dernier facteur de fragilité pour l'Etat italien: la difficile position du pays en matière de politique étrangère. La présence de deux voisins hostiles, la France et l'Autriche; la dépendance vis-à-vis l'Allemagne; le sentiment de frustration et le désir de faire

partie du "club des grands" avec de faibles moyens; tout cela va susciter la croissance d'un sentiment et d'un mouvement nationaliste exacerbé qui sera un des principaux courants antidémocratiques et fournira éventuellement au fascisme une grande partie de sa doctrine et de ses cadres.

Ce sont tous ces défis que la classe politique italienne avait à relever au tournant du siècle. Or, il se trouvera un homme d'Etat, Giovanni Giolitti, l'animateur et le plus remarquable artisan du libéralisme réformateur, pour s'attaquer à la tâche de faire avancer son pays sur la voie de la démocratisation.

NOTES

Partie I Un terrain ingrat, une plante fragile: la démocratie en Italie (1860-1915)

Introduction -

1. Christopher Seton-Watson, Italy from Liberalism to Fascism: 1870-1925, Methuen, London, 1964, p. 254. Toutes les citations traduites l'ont été par nous.
2. Juan J. Linz, Crisis, Breakdown and Reequilibration, tome 1 de Juan J. Linz and Alfred Stepan, eds., "The Breakdown of Democratic Regimes", John Hopkins University, Baltimore, 1984, p. 5.
3. Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier, Pour une sociologie politique, Seuil, Paris, 1974, tome 1, p. 131.

Chapitre 1 - "Faire les Italiens"¹ la difficile enfance de la démocratie en Italie (1860-1900)

1. Epigramme très connu de Massimo d'Azeglio, homme d'Etat piémontais: "Maintenant que l'Italie est faite, il faut faire les Italiens", in Seton-Watson, op.cit., p. 13.
2. Sergio Romano, Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours, Seuil, Paris, 1977, p. 23.
3. Ibid., p. 14
4. Seton-Watson, op.cit., pp. 3, 6 et 7
5. Ibid., p. 13
6. Romano, op.cit., p. 53
7. Seton-Watson, op.cit., p. 53
8. Ibid., p. 11
9. Ibid., p. 53
10. Ibid., p. 54
11. Ibid., pp. 59-60

12. Franchetti et Sonnino dans leur enquête de 1873-1875 sur les conditions sociales et administratives du Mezzogiorno, cit. in Ibid., p. 29.
13. Lampedusa, Le Guépard, Points/romans, Seuil, Paris, 1959, p. 24
14. Romano, op.cit., p. 21
15. Ibid., p. 31
16. Seton-Watson, op.cit., p. 25
17. Poulantzas, op.cit., p. 33
18. Romano, op.cit., p. 62
19. Seton-Watson, op.cit., p. 26
20. Roberto Vivarelli, Il fallimento del liberalismo, Il Mulino, Bologne, 1981, p. 11.
21. Romano, op.cit., p. 23
22. Ibid., p. 32
23. Alexander Gerschenkron, Economic Backwardness in Historical Perspective, Harvard, Cambridge, 1962, p. 72.
24. F.L. Carsten, The Rise of Fascism, University of California, Berkeley, 1967, p. 17; Salvatore Saladino, Italy from Unification to 1919, Harlan Davidson, Illinois, 1970, p. 55.
25. Saladino, op.cit., pp 41 et 55
26. Antonio Benenati, Le développement inégal en Italie, Economica, Paris, 1981, pp 15-19.
27. Ibid., p. 22
28. Carsten, op.cit., p. 17
29. Gerschenkron, op.cit., p. 30
30. Benenati, op.cit., p. 20
31. Ibid., pp 22-23
32. Ibid., p. 141
33. Romano, op.cit., pp 65-67

34. Particulièrement R. Romeo, Risorgimento e capitalismo, Laterza, Bari, 1959.
35. Romano, op.cit., p. 67
36. Pierre Milza, Serge Bernstein, L'Italie contemporaine: des nationalistes aux Européens, Armand Colin, Paris, 1973, p. 104. Dorénavant, Milza et Bernstein I.
37. Ibidem
38. Saladino, op.cit., p. 59
39. J.L. Miège, L'impérialisme italien de 1870 à nos jours, SEDES, Paris, 1968, p. 44
40. Nunzio Pernicone, The Italian Labour Movement, in Edward R. Tannenbaum, Emiliana P. Noether, eds., "Modern Italy: A Topical History since 1861", New York, University Press, 1974, p. 198.
41. Ibid., pp. 199-200; Milza et Bernstein I, p. 105.
42. Pernicone, op.cit., p. 201
43. L'expression "oligarchie constitutionnelle", est de Richard A. Webster, The Cross and the Fasces, Stanford University Press, California, 1960, p. XI.
44. Seton Watson, op.cit., p. 14 à 17
45. Ibid., p. 14
46. Ibid., pp 51-52
47. Milza et Bernstein I, p. 65; Alexander de Grand, Italian Fascism. Its Origins and Development, University of Nebraska, Lincoln, 1982, pp 4-5. Désormais, De Grand II.
48. Benedetto Croce, Contribution à ma propre critique, Nagel, Paris, 1949, p. 38.
49. Miège, op.cit., p. 41
50. Romano, op.cit., p. 82
51. Milza et Bernstein I, p. 117
52. Miège, op.cit., pp 40-45
53. Milza et Bernstein I, p. 122
54. Miège, op.cit., p. 63
55. Romano, op.cit., p. 89

56. Ibid., pp. 86-87
57. Ibid., p. 89
58. Seton-Watson, op.cit., p. 153
59. Ibid., pp 160-161
60. Ibid., pp 158-160
61. Saladino, op.cit., p. 80
62. Ibid., pp 81-82
63. Ibid., pp 84-85
64. Ibidem
65. Seton-Watson, op.cit., p. 194
66. Le résultat des élections indique bien la distorsion qui existait entre Nord et Sud: Nord, droite: 106 sur 226; Centre, 46 sur 81; Sud, 144 sur 201; ibid. p. 195
67. De Grand II, p. 5
68. Seton-Watson, op.cit., p. 14
69. Philippe Bénéton, Introduction à la politique moderne, Hachette/Pluriel, Paris, 1987, p. 179.
70. Linz, op.cit., p. 6

Chapitre 2: La "démocratie en devenir": l'ère giolittienne (1900-1914)

La première décennie du 20^e siècle en fut une de développement économique - la période de "décollage" proprement dite allant de 1897 à 1907 -, de stabilité politique et de relative paix sociale pour l'Italie. La guerre de Libye en 1911 marqua un tournant et servit de catalyseur à diverses tensions qui s'accumulaient au sein de la société italienne, dont quelques-unes étaient communes à l'Europe: montée des antagonismes de classe, conséquence du passage du capitalisme de laissez-faire au capitalisme monopolistique; crise du libéralisme et du socialisme orthodoxe, qui se manifestait par les extrémismes de gauche (syndicalisme et socialisme révolutionnaire) et de droite (nationalisme imperialiste qui s'inscrivait dans l'aggravation des conflits entre les puissances européennes et la montée du militarisme); enfin, persistance du lancinant problème du Sud, qui continuait à fausser le système parlementaire et à priver la démocratie italienne d'assises solides.

Au-dessus et au centre de ce terrain accidenté, le "tailleur" par excellence, le champion du "déséquilibre dynamique", Giovanni Giolitti qui, à l'exception de trois brefs intermèdes totalisant 219 jours, assumait la présidence du Conseil de 1903 à 1914.¹ Son système: un "super-transformisme" qui, à partir d'une majorité électorale assurée par un bloc de députés du Sud, qui devaient leur élection à la machine électorale et au patronage qu'il contrôlait, consistait à attirer vers le centre, par diverses concessions, les éléments les plus modérés parmi les catholiques et les socialistes.

Nous examinerons en premier lieu les transformations rapides de l'économie, la poussée d'industrialisation avec ses effets sur la structure sociale. Puis, nous en verrons les répercussions sur les principaux courants idéologiques: crise du libéralisme et du socialisme; montée du radicalisme (socialisme et "syndicalisme" révolutionnaires, nationalisme impérialiste). Troisièmement, notre attention se portera sur le système politique, d'abord et avant tout le "giolittismo". Enfin, nous apercevrons, durant les années 1911-1914, les prémisses d'une crise générale qui, bien que d'envergure européenne, se teintait de couleurs spéciales en Italie, à cause des faiblesses structurelles spécifiques à cette formation sociale.

1. Un développement tardif, rapide mais inégal: économie et société
(1900-1914)

C'est le changement de la structure économique de la société, c'est la formation du prolétariat dans le sein de la grande industrie et de l'Etat moderne, c'est l'apparition du prolétariat sur la scène politique, ce sont ces choses [processus sociaux] nouvelles en somme qui ont engendré le besoin d'idées nouvelles."²

C'est dans cette perspective matérialiste dialectique, reprise de Marx par Antonio Labriola (le premier maître à penser du socialisme italien), et non d'un point de vue économiciste, qu'avant de passer à l'idéologie et à la politique, nous examinerons le développement économique et social de l'Italie durant cette période. Nous espérons parvenir ainsi à montrer comment le développement tardif et inégal de l'infrastructure aura des effets importants sur la superstructure idéologique et politique, et comment cette dernière agira en retour sur

le rythme et la forme de l'évolution économique et sociale de l'Italie. Peut-être pourrions-nous mieux déceler ainsi les facteurs qui ont le plus contribué à la faillite de libéralisme et à l'avènement du fascisme?

A - Le "décollage" industriel.

Alors qu'une bonne partie de son infrastructure est en place vers 1880, la crise internationale bloque le démarrage de l'industrialisation en Italie jusqu'à la relance mondiale de 1896-1897.³ Ainsi, à cause de la conjoncture, l'économie italienne ne peut profiter des effets d'entraînement d'un investissement - le réseau ferroviaire -, qui avait lourdement taxé les maigres ressources financières de l'Etat. Néanmoins, il fournit de l'emploi à des dizaines de milliers de paysans dans la construction, ainsi qu'à d'autres travailleurs dans les métiers mécaniques ou comme agents ferroviaires. A la fin du siècle, plus de 100 000 agents étaient engagés dans le réseau.⁴ En plus de "prolétarianiser" des légions de paysans, cette entreprise fournira des bataillons au mouvement ouvrier organisé, dont ils constitueront un élément très actif.

Néanmoins, c'est entre 1897 et 1907 que s'effectue le "grand bond en avant". Quelques statistiques suffiront pour en démontrer l'ampleur: quintuplement du secteur électrique dont 85% est consommé par l'industrie; croissance de 228% de l'industrie mécanique et de 190% de l'alimentaire.⁵ D'ailleurs la conception giolittienne des rapports

sociaux, qui entretient le "déséquilibre dynamique", est parfaitement adaptée aux nécessités de la croissance:

"... la libéralisation des pratiques du ministère de l'Intérieur [laissant libre cours aux conflits de travail tant qu'ils ne menacent pas l'ordre établi, favorise] le développement des grèves qui entraînaient des hausses significatives dans la rétribution du travail, [permet] à la nouvelle industrie nationale de se consolider, et mieux de s'élargir, par le truchement du marché interne."⁶

Bel exemple de l'action du politique sur l'économie!

Cependant, certains défauts structurels de l'économie italienne faisaient qu'elle demeurait très vulnérable aux fluctuations de la conjoncture internationale: manque de matières premières, manque de capitaux, système bancaire mal structuré, etc..⁷ tous facteurs de dépendance vis-à-vis de puissants voisins et source de frustration nationale dont nous verrons plus avant les effets politique. Et surtout, le fossé s'élargissait entre le Nord et le Sud, aggravant la "fracture interne du Royaume."⁸

Deux autres faiblesses s'ajoutaient à ce tableau: la concentration et la fusion du capital bancaire et industriel, privilégiant l'industrie lourde, favorisée par les subventions et la politique tarifaire de l'Etat; une politique de protection des produits agricoles, tels le blé et la betterave à sucre, et des produits industriels du Nord, qui bloquait l'ouverture de marchés pour l'agriculture du Sud (vin, fruits et huile végétale), politique qui accentuait les disparités sociales et sacrifiait l'équilibre économique au maintien du "bloc historique" au pouvoir.¹⁰

Si l'on veut juger du degré de "modernisation" d'une société, un des indices fondamentaux est la distribution des postes dans l'économie; or, si à la veille du conflit de 14-18, les deux cinquièmes de la population européenne étaient toujours engagés dans l'agriculture, en Italie, en 1911, il s'agissait de 55% (29 en Allemagne).¹¹ Et bien que la production agricole ait crû en moyenne de 1,66% par année, c'était moins de la moitié du progrès enregistré dans l'industrie.¹² En plus, l'amélioration en termes de productivité était insuffisante et surtout très diversement répartie: alors que le rendement dans le Nord, surtout dans la vallée du Pô, s'approchait du taux de l'Allemagne et de l'Angleterre, celui du Sud n'atteignait que la moitié de celui du Nord - de l'Italie - et généralement pas le quart de celui du Nord et de l'Ouest européens.¹³

Ce sont les conséquences sociales - et à plus long terme politiques - de cette situation qui importaient: en plus des relations carrément féodales qui persistaient dans le Midi, se posait le problème démographique et, s'y rattachant en partie, celui des paysans sans terre ou minifondiaires (possédant moins d'un hectare). Ainsi, malgré l'émigration massive - plus de 8 000 000 d'Italiens s'expatrient entre 1901 et 1914, la moitié de façon permanente¹⁴ -, en 1912, le nombre de journaliers ("braccianti") sans contrats (environ quatre millions), demeurait supérieur à celui des paysans qui cultivaient leur propre terre (environs 3,4 millions).¹⁵ Ces chiffres expliquent l'âpreté de la lutte sociale dans les campagnes qui jouera un rôle fondamental dans

l'apparition, en 1920, du "fascisme agraire" qui, comme nous le verrons, marque le véritable début de la montée au pouvoir du fascisme tout court.

B - Une société en rapide transformation.

Les phénomènes sociaux qui ont accompagné l'industrialisation en Italie, avec un certain décalage, s'apparentaient fortement à ceux des autres sociétés occidentales: croissance du prolétariat industriel, urbanisation, apparition de nouveaux modes de consommation et d'une culture de masse, développement et consolidation de la grande bourgeoisie. Cependant, la société italienne possédait certains traits spécifiques: de très grandes différences entre le Nord et le Sud; une grande bourgeoisie encore faible mais en progrès et dont les intérêts entraient en contradiction avec ceux des agrariens; une moyenne bourgeoisie qui, pour maintenir son hégémonie, se tournait graduellement vers l'aristocratie ouvrière social-démocrate et les paysans chrétien-démocrates; une petite bourgeoisie pléthorique qui fournissait des cadres et des effectifs à tous les partis, mais surtout à l'extrême-droite nationaliste et à l'extrême-gauche syndicaliste et maximaliste; un prolétariat jeune et très divisé - à cause du caractère très inégal du développement en Italie, allant d'une industrie lourde en avance, à une petite industrie toujours en grande partie artisanale, - division qui se prolonge sur le plan idéologique au niveau syndical et politique; une paysannerie où prédomine le prolétariat agricole, elle aussi fragmentée sur le plan idéologique et presque sans voix au niveau politique. Enfin,

reflétant et accentuant le sous-développement économique du pays, un retard culturel qui pèsera lourd dans la faiblesse de la démocratie et qui sera un des facteurs de l'incapacité du régime à surmonter la crise de l'après-guerre. Comme la faiblesse de la bourgeoisie italienne jouera un rôle fondamental dans la crise du libéralisme et l'avènement du fascisme, examinons de suite les principales caractéristiques de cette classe.

1 - La bourgeoisie

Durant cette période, le mouvement de fusion entre l'aristocratie et la grande bourgeoisie, déjà enclenché, a tendance à s'accélérer. Et malgré que la noblesse demeurât prépondérante dans l'armée, l'Eglise et certains ministères (les Affaires étrangères, surtout) - ce qui amène un éminent historien à parler de 'persistance de l'Ancien régime'¹⁶ -, c'était bien la noblesse qui s'intégrait à la bourgeoisie. Il est important de le souligner car une des thèses sur le fascisme, considère ce dernier comme une contre-révolution des "féodaux", ce que nous récusons. Beaucoup des grands propriétaires du Sud investissaient dans les entreprises industrielles et financières du Nord, alors que nombre de grands bourgeois acquéraient, surtout dans le Nord et le Centre, des grands domaines qu'ils exploitaient de façon plus moderne que les latifondiaires du Midi.¹⁷ Ce sera d'ailleurs sur ces terres que la lutte entre le prolétariat agricole et les propriétaires sera la plus acharnée dans les années 1919-1922.

Même si les différentes fractions de la bourgeoisie profitaient de l'industrialisation du début du siècle, la grande industrie et la haute finance en bénéficieront le plus. Car, si la bourgeoisie italienne était faible dans son ensemble, "la forte concentration qui [caractérisait] l'économie italienne du stade du décollage industriel [s'accompagnait] de la constitution rapide de grosses fortunes et de la naissance de dynasties d'hommes d'affaires"...¹⁸ Les Agnelli, Pirelli, Olivetti, Perrone, sont des noms que nous retrouverons durant la crise de l'après-guerre, au moment où les contradictions iront s'aggravant entre grand et moyen capital, alimentant la crise d'hégémonie.¹⁹

Déjà, à l'époque qui nous concerne ici, le procès d'industrialisation créait une diversification et des oppositions entre les différentes fractions de cette classe: entre agrariens du Sud et industriels du Nord, entre industrie lourde et industrie de consommation, entre capital bancaire et industriel...²⁰ Néanmoins, elle commençait à s'organiser pour faire échec aux organisations ouvrières et paysannes et se faire entendre de l'Etat: en 1906, fondation de la "Ligue industrielle de Turin"; en 1910, réunion des différentes fédérations d'employeurs du Nord dans la "Confindustria"; durant les mêmes années, la création d'associations de propriétaires terriens pour relever le défi des ligues paysannes, socialistes et catholiques.²¹ Mais la bourgeoisie italienne restait fragile, au point où certains socialistes vont tenter de justifier le colonialisme par l'argument suivant: "Il ne peut y avoir de progrès dans le prolétariat, là où la bourgeoisie est incapable de progresser" - déclarait Antonio

Labriola, - le 21 février 1887, dans un discours qui fit scandale.²²

2 - La petite bourgeoisie.

En ce qui concerne la petite bourgeoisie ou classe moyenne, elle se divisait en deux, l'ancienne et la nouvelle. Cette dernière dont le sort - et l'essor - la liait à la révolution industrielle, était en général favorable au régime et formait la "clientèle de base des partis de centre gauche: gauche constitutionnelle..., Radicaux, Républicains, aile réformiste de la social-démocratie,"²³ démocratie chrétienne (Action catholique), etc. A côté de ces gagnants, une grande partie de l'ancienne classe moyenne se retrouvait parmi les perdants de la révolution industrielle:

"...petits rentiers dont les ressources restent fixes alors que les prix augmentent rapidement, petits agriculteurs du Midi qui font les frais des guerres douanières déclenchées par les industriels du Nord artisans concurrencés par la grande industrie, patriciat des petites villes situées en dehors des grands circuits économiques, etc."²⁴

Ces petits-bourgeois "déclassés" manifestaient, avec une partie du prolétariat, une opposition commune au capitalisme et à la démocratie parlementaire, unissant nationalistes, syndicalistes et anarchistes dans ce curieux mélange "ni gauche, ni droite" qui sera la base du "premier fascisme".²⁵

En période de crise, la petite bourgeoisie peut jouer un rôle crucial: normalement un des piliers du régime, selon la conjoncture, ses fractions ancienne et nouvelle basculent du côté de la

bourgeoisie ou de la classe ouvrière. Cependant, dans des conditions spéciales, elle peut se dresser dans son ensemble contre l'ordre existant et entrer "sur la scène politique de façon relativement autonome, et avec un poids politique spécifique".²⁶

Et finalement, plus que pour toute autre classe, l'idéologie joue pour celle-ci un rôle décisif, en tant qu'unificatrice de ses diverses fractions à cause de leur instabilité. Et parce que les membres de cette classe sont relativement isolés et plus vulnérables aux illusions, "la petite bourgeoisie se nourrit littéralement de l'idéologie qui la cimente".²⁷ S'il nous est permis d'anticiper légèrement, soulignons que Mussolini, fils d'une institutrice et d'un paysan-forgeron, faisait partie - ainsi que de nombreux militants et dirigeant de l'extrême-gauche - de la fraction "perdante" de la petite bourgeoisie.

3 - Le prolétariat.

La première conséquence de l'expansion industrielle, fut la croissance des villes, surtout dans le triangle industriel du Nord, Milan-Turin-Gênes et, concurremment, la montée du prolétariat. En 1911, plus de 31% de la population vivait dans des communes de plus de 20 000 habitants: "...accroissement naturel, certes, mais aussi et surtout, immigration: des montagnes aux vallées, de la campagne à la ville, du sud au nord."²⁸ Cette même année, le monde ouvrier constituait 28% de la population active; mais la proportion était beaucoup plus élevée dans le "triangle"; "En Lombardie [Milan]... 44%... en Ligurie, [Gênes] plus de

40%, en Piémont [Turin], 31%".²⁹ Néanmoins, à la veille de la guerre, l'Italie demeure un pays majoritairement agricole, avec 55% de la population - le double des ouvriers - liés à la terre.

Même si ce prolétariat s'organisait, il se répartissait entre diverses centrales, avec chacune leur idéologie, et deux structures, les fédérations (regroupant les ouvriers d'un même secteur industriel) et les Chambres - "bourses" en France - du travail (Camere del Lavoro), qui rassemblaient tous les travailleurs d'une même région. Les premières, de tendance réformiste, appuyaient le PSI: les secondes, d'orientation "syndicaliste", privilégiaient l'"action directe", surtout la grève générale, et refusaient toute concession au parlementarisme.

La grande poussée de syndicalisation et de militantisme couvrit les années 1901-1907; par la suite, il se produisit un certain reflux, et la fragmentation idéologique s'accrut à l'intérieur du mouvement. La fondation, en 1906, de la "Confederazione generale del Lavoro" (la Confédération générale du Travail) et la présence à sa tête d'un réformiste, Rigola, jusqu'en 1918, favorisa grandement l'alliance tacite entre le prolétariat organisé et Giolitti. En 1914, la CGL regroupait environ 40% des travailleurs; à côté, se trouvait la "Unione Sindacale Italiana", fondée en 1912 par les "syndicalistes" qui avaient claqué la porte de la CGL; ajoutons-y les syndicats catholiques, concentrés aux trois quarts dans le Nord et formés aux deux-tiers de petits agriculteurs et de travailleurs agricoles.³⁰

Ainsi, à la veille de la guerre, un mouvement ouvrier qui regroupait à peine 10% des travailleurs, se trouvait-il divisé entre trois centrales.³¹ Et malgré les hausses de salaires obtenues par les grèves du début du siècle, le niveau de vie du travailleur italien demeurait un tiers de celui de son homologue britannique, et 40% du français.³² Et, grave problème, la jonction ne s'était toujours pas faite entre le paysan du Sud et l'ouvrier du Nord. Cependant, compte tenu de la faiblesse de la bourgeoisie et du soutien massif de la CGL au PSI, le syndicalisme se révélait une force avec laquelle le pouvoir devait compter.

Le sous-développement économique qui persistait en Italie en 1914 entraînait des conséquences sociales et culturelles qui ne seront pas sans influencer sur le régime politique, sur sa plus ou moins grande stabilité. Or, dans un pays où le suffrage universel masculin ne fut introduit qu'à la veille de la guerre, à cause des restrictions basées surtout sur la scolarité, les faits suivants prenaient leur importance: il y avait en 1901, 48,5% d'analphabètes - 17,7% dans le Piémont, 78,7% en Calabre -; et malgré deux réformes, en 1914, 38% de la population demeurait illettrée. Et pour ce qui devait être la voie royale de la promotion sociale, le lycée pour les professions traditionnelles et les écoles techniques pour les besoins de l'industrie, la situation était critique: en 1910, 1% des adolescents italiens de 11 à 19 ans fréquentaient les premiers, et 2% les seconds.³³

Une masse d'analphabètes exclus de la société politique et une

petite bourgeoisie peu et souvent mal formée n'auguraient rien de bon pour un régime, la démocratie libérale, qui exige plus que tout autre une internalisation des valeurs qui le sous-tendent et la capacité de poser des choix politiques.

2 - Idéologie et politique: à la recherche d'un nouveau consensus.

"Le procès de fascisation et l'avènement du fascisme correspondent à une situation d'approfondissement et d'exacerbation des contradictions internes parmi les classes et fractions de classes dominantes..."³⁴

Le fascisme se proposera comme solution politique à ces contradictions.³⁵ Ces dernières ne se limitaient pas au niveau économique, mais alimentaient une crise de l'idéologie dominante, c'est-à-dire l'effritement du véritable "ciment" de toute formation sociale.³⁶

La crise générale qui secoua l'Europe au lendemain de la guerre germait déjà dans la véritable mutation du capitalisme qui avait débuté au tournant du siècle; néanmoins, contrairement à ce que la plupart des marxistes et une certaine partie de la bourgeoisie croyaient, cette crise aurait pu être surmontée, et le fut dans la plupart des pays, sans effondrement du capitalisme et sans sabotage de son expression politique par excellence, la démocratie libérale.³⁷ La deuxième révolution industrielle, en renforçant la bourgeoisie industrielle et la classe ouvrière à son emploi, en mettant face à face deux forces organisées, accentuait la gravité des conflits, mais incitait du même coup les protagonistes à rechercher une formule de compromis pour empêcher que l'affrontement n'aboutisse

à la destruction du système. Mais pour que l'alliance s'établisse et se maintienne, il fallait que chacun y trouve son compte, c'est-à-dire que d'un côté, la bourgeoisie continue à accumuler du capital, et de l'autre, que les ouvriers retirent une partie des gains, suffisante pour consommer une fraction grandissante de la production - ce qui est également une condition de la poursuite de la croissance -. Aussi longtemps que cette dernière se poursuivra, la contestation du système se limitera aux minorités "perdantes" et les idéologies qu'elles secrètent ne sauront constituer un danger sérieux pour le régime.

La forme politique que prendra en Italie ce nouveau compromis sera le "giolittismo"; c'est donc par rapport à lui que nous examinerons l'évolution des idéologies et des formations politiques durant ces années. Il nous faudra d'abord approfondir le système de Giolitti, avant d'examiner les deux grandes idéologies, libéralisme et socialisme et leurs avatars, le nationalisme et le syndicalisme révolutionnaire; de même pour le catholicisme, à cause de l'importance qu'il revêt au pays du Vatican.

A - Le système giolittien.

L'homme qui préside aux destinées de l'Italie entre 1901 et 1914, est un empiriste, un pragmatique qui abhorre les luttes idéologiques et les doctrinaires. Dans sa recherche d'une majorité pour mettre en oeuvre son projet de modernisation de l'Italie, il va viser par des concessions et l'attrait du pouvoir, à attirer au centre les

éléments les plus modérés du socialisme et du catholicisme. Sa stratégie consiste à éroder, par le flot du progrès économique et social, les deux falaises du conservatisme et du marxisme, pour élargir le lit de la démocratie. Ce lent travail de sape nécessite un certain flou idéologique, car une trop grande définition sur le plan doctrinal rendrait impossible le maintien d'une coalition basée sur le compromis; c'est pourquoi, même si Giolitti est inscrit au groupe de "la gauche constitutionnelle", il ne s'attachera pas à créer un véritable parti.³⁸

Ce "néo-transformisme" était pratiquement inattaquable en période de prospérité, tant qu'il y avait des bénéfices à partager; de là le sentiment de frustration de ses adversaires, et la véritable haine qu'ils lui vouaient. Par contre, en temps de crise, puisque le nombre des bénéficiaires de son système diminuait, ce dernier acquérait aux yeux d'une portion grandissante de laissés-pour-compte l'allure d'un égoïsme de classe. Tant le prolétariat organisé que la bourgeoisie apparaissaient alors comme deux groupes privilégiés qui se disputaient pour s'accaparer la plus grosse part de la richesse nationale, au dépens des autres classes.

C'est la faiblesse de la bourgeoisie italienne et son désir de se libérer de l'alliance avec l'aristocratie terrienne, qui explique que Giolitti ait non seulement tenté de se concilier les travailleurs, mais qu'il ait même encouragé le développement du mouvement ouvrier organisé et généralement pris sa part dans les conflits de travail. Selon Gramsci, "dans aucun pays, la création et le développement des syndicats et des coopératives n'a été autant

assisté [par l'Etat] qu'en Italie".³⁹ Ainsi, lors des grands mouvements de grève entre 1901 et 1908, "...Giolitti garde son sans-froid. Il se contente de faire respecter la loi... et il s'interdit toute répression généralisée contre les leaders du mouvements ouvrier."⁴⁰ Egalement, à partir de 1901 "[il] fait voter toute une série de lois sur les accidents de travail, sur le travail des femmes et des enfants... le repos hebdomadaire, le contrat de travail, le travail de nuit, etc."⁴¹

Surtout entre 1901 et 1906, mais aussi par la suite, Giolitti ne cessa de rechercher l'appui des socialistes modérés; pour consolider le soutien parlementaire qu'il en obtenait, il va multiplier les avances auprès de leurs dirigeants pour les convaincre d'entrer dans ses gouvernements. En 1903, Turati, le chef du PSI, fut fortement alléché par l'offre d'un ministère, mais il dut y renoncer devant la menace de scission de la gauche du Parti (les "maximalistes")⁴² Malgré ce refus, la collaboration qu'il en obtint durant son "long ministère" (1906-1909), et la victoire éclatante des réformistes au congrès de Milan en 1910 le convainquirent que pour la majorité des travailleurs, l'idée révolutionnaire avait fait son temps et que "Karl Marx [avait] été remisé au grenier, "in soffita"⁴³

Son attitude fut sensiblement la même envers les catholiques: convaincu que le refus de l'Etat par ces derniers allait s'amenuisant, il va éviter de donner des armes aux intégristes, en laissant mourir au feuilleton un projet de loi sur le divorce et en faisant savoir aux éléments modérés et réformateurs, qu'en retour de leur bonne volonté, des

concessions pourraient être faites en matière de reconnaissance et d'appui aux écoles privées et aux syndicats catholiques.⁴⁴ Ces concessions, plus la crainte de la bourgeoisie catholique devant l'ampleur du mouvement de grèves du début du siècle, convaincront le Vatican d'adoucir, à partir de 1904, son opposition à la participation des catholiques au scrutin. De plus, le Pape permettra aux clérico-modérés de former une alliance électorale avec Giolitti (le "pacte Gentiloni", du nom d'un comte qui avait l'oreille du Saint-Siège), assurant le maintien de ce dernier au pouvoir et l'entrée en Chambre de quelques députés catholiques. Giolitti visait à ce moment-là un double objectif: élargir son bloc centriste avec des représentants de la bourgeoisie agricole et des paysans du Nord; contrebalancer l'influence grandissante de l'aile révolutionnaire du mouvement socialiste.⁴⁵

La même modération guidait le président du Conseil dans le domaine de la politique étrangère: il cherchait à équilibrer l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche, La Triple, par un rapprochement graduel avec la France et la Russie; et, bien que convaincu - comme tous les dirigeants et la majorité de la population de l'Europe à ce moment - de la nécessité du colonialisme, il saura résister, jusqu'en 1912, aux pressions des nationalistes pour lancer l'Italie à fond dans la conquête de nouvelles colonies.⁴⁶ Nous reviendrons sur cette question en examinant la montée du nationalisme et la crise du giolittisme qui se déclencha à partir de la deuxième décennie du siècle. Pour le moment, regardons l'évolution des divers courants idéologiques, à commencer par le libéralisme.

B - L'entrée dans le 20e siècle: courants idéologiques et politique

La deuxième révolution industrielle, par les bouleversements économiques et sociaux qu'elle engendrait, va également amener une remise en question des vieilles certitudes sur les plans idéologique et culturel. Notre intention n'est pas ici d'examiner les fondements philosophiques de cette crise des valeurs, qui commence dans les années quatre-vingts et se prolonge bien avant dans le siècle, mais d'en examiner les répercussions politiques en Italie.

1. La crise du libéralisme

A partir de la dernière décennie du 19e siècle, le libéralisme traditionnel devient de plus en plus, en Italie, un conservatisme anti-démocratique. La réaction au positivisme qui, en renouvelant la pensée libérale, aurait pu jeter un pont entre libéralisme et démocratie parlementaire, ou bien identifiera cette dernière à un plat matérialisme, ou bien arrivera trop tard pour lui inspirer un souffle nouveau. La tentative du philosophe et historien Croce de réhabiliter, par un retour à l'idéalisme, les fondements éthiques du libéralisme et d'en faire la base d'une "véritable religion de la liberté", ne prendra son essor que durant la période du fascisme, comme antithèse au totalitarisme.⁴⁷ Les essais de synthèse du libéralisme et de la démocratie entreprises par les économistes et historiens Luigi Einaudi, Gaetano Salvemini et Francesco S. Nitti - ces deux derniers essayant de mettre leurs théories en pratique sur le plan politique - ne connurent

pas plus de succès sur le plan immédiat.⁴⁸

Sur ces entrefaites, en opposition au réformisme libéral, une réaction conservatrice, inspirée du darwinisme social, devait donner naissance à la théorie des "élites" de Mosca, Pareto et Michels et, sous leur influence et celle de Sorel, se propager même au mouvement socialiste dans ses versions syndicaliste et maximaliste. En réalité, la véritable rénovation du libéralisme se trouvait en germe dans la convergence des courants réformateurs de la "gauche constitutionnelle", des radicaux, des catholiques progressistes ainsi que des socialistes réformistes.⁴⁹

La raison fondamentale pour laquelle le giolittisme n'arriva pas à se transposer sur le plan idéologique, tiendrait sans doute au fait que "ce prototype de capitalisme interventionniste moderne, s'appuyant sur la social-démocratie et sa clientèle de masse", était prématuré en Italie à cause de l'absence des préconditions nécessaires à cette structure de pouvoir: "la capitalisation complète de l'économie, une abondance de biens de consommation, et une classe ouvrière nombreuse et possédant un bon pouvoir d'achat."⁵⁰ C'est ainsi que l'insatisfaction produite à la fois chez la bourgeoisie - par les limites imposées au processus d'accumulation par le mouvement ouvrier - et, en même temps, dans une partie du prolétariat et de la paysannerie - par l'absence de réformes fondamentales de la fiscalité et de la propriété terrienne -, va alimenter les radicalismes de droite et de gauche.

2. La crise du marxisme

Le problème qui se posait au marxisme italien était - bien qu'avec plus d'acuité, à cause du développement faible et inégal des forces productives dans ce pays - le même que celui auquel devait faire face le socialisme dans le reste de l'Europe. Avec l'industrialisation, le prolétariat se scindait en une partie dont le sort s'améliorait et qui avait tendance à s'intégrer au système - les réformistes - et une autre dont la condition stagnait, ou même empirait, et qui rejetait violemment la démocratie libérale - les socialistes et "syndicalistes" révolutionnaires.⁵¹

Sur le plan théorique, le processus de révision du marxisme avait été entrepris, même avant que Bernstein ne le fasse, dans les toutes dernières années du siècle par Merlino et Graziadei. Le premier fondait, en 1899, la Rivista critica del socialismo, qui deviendra le principal organe du réformisme italien. Ces deux penseurs partageaient en gros la position de Bernstein, mettant en cause la "loi" marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit et la paupérisation inévitable du prolétariat. Ils soutenaient que le capitalisme s'était montré capable d'améliorer le sort des travailleurs et que, par conséquent, la transition de celui-ci au socialisme ne s'effectuerait pas nécessairement par un renversement rapide du système, mais aussi bien à travers sa transformation graduelle par des réformes législatives.⁵² En fait, le réformisme était pratiqué en Italie depuis déjà une dizaine d'années par Filippo Turati et ses camarades députés avant qu'ils n'éprouvent le besoin, face aux attaques

des "révolutionnaires", de se justifier théoriquement au congrès du Parti en 1906.⁵³

Durant les mêmes années, une réaction se développait contre l'"embourgeoisement" du marxisme: prenant la forme d'un retour au Marx révolutionnaire, celui des réflexions sur la Commune de 1871, cette tendance allait donner naissance au syndicalisme révolutionnaire et se manifester au congrès de 1900 par l'adoption de deux programmes, l'un, reflétant les objectifs réformistes, à court terme (minimalisme), l'autre, le projet révolutionnaire, repoussé dans un avenir indéfini (maximalisme).⁵⁴ Le syndicalisme révolutionnaire, qui devait coexister à l'intérieur du PSI jusqu'à la veille de la guerre pour ensuite - non sans laisser de traces dans le maximalisme - dériver graduellement vers le nationalisme et le fascisme, n'est pas à confondre avec l'anarchisme. Dans les mots d'un de ses dirigeants en France, "au contraire de [ce dernier, il] a fondé sa conception [du monde] sur le travail, sur le respect du travail, sur son émancipation et son organisation".⁵⁵ Il est antiparti, antianarchiste, antimaçonnique, antiparlementaire et antigouvernemental. Il n'a cure des combinaisons politiques et considère les grèves partielles, qui apportent des gains matériels aux travailleurs, comme un facteur d'affaiblissement de leur capacité révolutionnaire. La libération du prolétariat se fera par un grand geste révolutionnaire, la grève générale. L'action directe et violente, non les luttes parlementaires, assurera l'émancipation des travailleurs de la dictature du capital.⁵⁶

Les positions théoriques de cette tendance s'exprimeront, à

partir de 1902, dans l'hebdomadaire "L'Avanguardia Socialista", fondé par Arturo Labriola, un des rares syndicaliste à passer au réformisme après la guerre. Mussolini, alors une étoile montante du socialisme révolutionnaire, contribuera à sa rédaction entre 1904 et 1909. Tant par ses cadres et sa clientèle que dans sa vision du monde, le "syndicalisme" a beaucoup de points communs avec le fascisme: chefs issus des rangs de la petite bourgeoisie déclassée, tendance à la violence et à l'action pour l'action, etc.⁵⁷ Plusieurs des futurs dirigeants du parti de Mussolini seront d'ailleurs originaires de ce courant.

A partir de 1900, tous les congrès du Parti socialiste sont marqués par la lutte entre réformistes et révolutionnaires, entre "minimalistes" et "maximalistes". Il est important de noter que la victoire de l'une ou l'autre tendance épouse la conjoncture économique, le réformisme triomphant en temps de prospérité, et le maximalisme en temps de crise. Au congrès de 1912, une autre contradiction apparaît dans le socialisme italien, le colonialisme: paradoxalement, la guerre de Libye sera appuyée à la fois par les ultra-réformistes Bononomi et Bissolati - par sympathie pour Giolitti - et par une partie des syndicalistes qui, sous l'influence de Sorel et de l'école "des élites", évoluent vers une espèce de national-socialisme. Les premiers seront expulsés et formeront le Parti socialiste réformiste, première scission dans le PSI; les seconds se retireront et diviseront le mouvement syndical en créant leur propre centrale, l'"Unione Italiana del Lavoro" (Union italienne du travail).⁵⁸ Ces lézardes dans l'édifice socialiste furent le début d'un processus d'éclatement qui jouera dans l'après-guerre un rôle primordial dans la défaite de la gauche et la

victoire du fascisme.

3. La montée du nationalisme

Dans cette même première décennie du siècle, un autre mouvement anti-libéral et antidémocratique va surgir du sentiment d'humiliation de l'Italie, provoqué par son retard économique et son statut inférieur sur le plan international; c'est le nationalisme. Il comptait trois tendances qui vont se rejoindre lors de la fondation de l'"Association nationaliste italienne" (ANI), en 1910. Une tendance matérialiste, darwinienne, qui concevait l'Italie comme une "nation prolétaire", engagée dans une lutte contre les nations riches pour se faire "une place au soleil" (on aperçoit ici le principe central du fascisme, la sublimation de la lutte des classes dans la lutte de la nation). La seconde, plus spiritualiste, reprenait l'idée mazzinienne de la "mission civilisatrice" de l'Italie; elle partageait avec le jeune Croce, le mépris de la démocratie parlementaire qu'elle décrivait comme "un confus mélange de bons sentiments, d'idées vides, de formules débilantes et d'aspiration bestiales."⁵⁹ Enfin, les "futuristes" qui

"Groupés autour du poète Marinetti, qui publie en 1909 dans le quotidien français Le Figaro, le manifeste agressif de la nouvelle école, [ils faisaient] l'apologie de la guerre... célébrant l'amour du danger, de la vitesse, [des machines], de la violence... de la patrie régénérée et [proclamaient leur] "haine pour l'ancienne culture..."⁶⁰

En 1911, est fondé l'hebdomadaire l'Idea Nazionale - qui devient quotidien en 1914 - et les nationalistes lancent une campagne

forcenée en faveur d'une intervention en Libye. A partir du congrès de 1912, leur propagande adopte un ton autoritaire. Les idéaux d'égalité et de démocratie, les droits de l'homme et l'internationalisme sont rejetés comme étant des absurdités sentimentales; l'Etat devient tout, l'individu rien."⁶¹ Financés par des milieux d'affaires, surtout ceux de l'industrie lourde, ils n'arrêteront pas d'exercer une pression constante sur le gouvernement, dans le sens du militarisme.⁶² Nous verrons que leur action portera fruit dans la décision du Roi de faire intervenir l'Italie dans la guerre de 14-18, et s'ils lui amenèrent peu d'effectifs, ils fournirent au fascisme une grande partie de sa doctrine.

4. Le catholicisme et la politique

L'Eglise, en grande partie à cause de la montée du socialisme et du syndicalisme avait commencé, par une série de déclarations dont la plus célèbre est l'encyclique Rerum Novarum (15 mai, 1891), à se prononcer sur la "question sociale". Sur le plan pratique, surtout dans le Nord, elle avait mis sur pieds un ensemble d'associations, de coopératives et de syndicats. Ainsi, un courant démocrate-chrétien était à l'oeuvre dans la communauté catholique; il aboutira à un premier congrès à Bologne en 1903. La radicalisation sociale du début du siècle commençait à influencer ces milieux, et un rapprochement se dessinait avec le néo-libéralisme de Giolitti.

Mais la querelle du "modernisme" va bloquer l'évolution normale vers la formation d'un parti démocrate chrétien, ce qui aurait permis une intégration graduelle des catholiques au régime libéral. Le

modernisme était en somme un courant de pensée "dont le but était d'adapter la doctrine catholique aux données de la science.. [il]apparaît comme une imprégnation de la pensée catholique par... le positivisme scientifique"⁶³ Le successeur de Léon XIII, Pie X, un archi-conservateur, va soutenir une croisade contre ce courant rénovateur, reprendre en main l'Action catholique et tuer dans l'oeuf le projet de parti démocrate chrétien, dont il risquait de perdre le contrôle. Pour barrer la route aux socialistes, il va encourager plutôt les alliances électorales avec les "libéraux", ce qui permettra, à partir des élections de 1904, l'entrée à la Chambre de quelques représentants "sûrs" de la bourgeoisie catholique, agricole et financière, du Nord. Le retard dans la création d'un véritable parti catholique sera également un facteur de faiblesse du régime libéral.

C - La dislocation du giolittisme (1911-1914)

En 1912, le système giolittien semblait à son apogée; en réalité, des forces étaient à l'oeuvre qui allaient le miner graduellement. D'abord, le début d'une crise économique va relancer l'agitation sociale et renforcer l'aile maximaliste du PSI, laquelle obtient la majorité en 1912; Mussolini devient alors chef de l'aile révolutionnaire du socialisme et rédacteur-en-chef de l'Avanti. Contribua également à la radicalisation du mouvement socialiste et à l'éloignement de son aile réformiste de l'alliance parlementaire avec Giolitti, la décision de ce dernier, sous la pression des nationalistes, d'envahir la Libye.⁶⁴ Ce geste fut sans doute une concession à la droite pour obtenir le vote de sa loi de réforme électorale, (instaurant le suffrage quasi-universel,

elle fit passer le nombre d'électeurs de 3,3 à plus de 8,5 millions (24% de la population). L'entente électorale conclue avec les catholiques en 1913 ("pacte Gentiloni"), va lui aliéner également le soutien des radicaux et républicains, lequel n'était pas compensé par l'appui incertain des catholiques, à cause de la "pomme de discorde" entre l'Eglise et l'Etat que continuait d'être la "question romaine".

Lorsque, en mars 1914, Giolitti se heurta à l'opposition conjuguée de la gauche et de la droite à son projet d'augmenter les impôts pour combler le déficit provoqué par la guerre de Libye, il n'attendit pas d'être mis en minorité, mais opéra une de ces démissions tactiques dont il était coutumier.⁶⁵ Il eut été l'homme le plus surpris du monde si on lui avait prédit à ce moment-là qu'il ne reviendrait au pouvoir que plus de six ans après, et dans une Italie en pleine crise, au sortir d'une guerre mondiale.

Conclusion

Du Risorgimento jusqu'à 1887, l'Italie fut gouvernée par la moyenne bourgeoisie du Nord, une classe de propriétaires et de professionnels, en alliance avec l'aristocratie terrienne du Sud. Le scrutin demeurait très limité, le capitalisme embryonnaire, le fossé important entre le Nord et le Sud sur tous les plans. En plus, un désaccord profond régnait entre l'Eglise et l'Etat, situation qui tenait à l'écart de la vie politique une partie de la bourgeoisie et sapait la légitimité du régime. La dernière décennie du siècle vit l'apparition sur la scène d'une nouvelle force sociale, la classe ouvrière du Nord. Après un moment d'hésitation entre une approche autoritaire et une ouverture démocratique, la bourgeoisie, tout en conservant son alliance avec les agrariens, se trouva un nouveau partenaire dans le mouvement ouvrier organisé et son expression politique, le groupe parlementaire réformiste du Parti socialiste: ce fut là l'essence du système giolittien.

Pendant une décennie, le pouvoir sera exercé par une coalition qui correspondait à la nature contradictoire de cette formation sociale: d'un côté, une majorité assurée par l'élection automatique d'un bloc de députés inconditionnels du Sud. Obtenue par le patronage et la manipulation du scrutin elle ne représentait que les intérêts des propriétaires fonciers et des élites locales, laissant sans voix la masse paysanne misérable, partagée entre l'apathie et la révolte. De l'autre, une alliance de la bourgeoisie progressiste du Nord et du prolétariat industriel, formule prématurée par rapport au niveau de développement de l'Italie, pays à prédominance agricole où, malgré une

poussée d'industrialisation, le capitalisme n'était dominant que dans une région restreinte; formule néanmoins tolérée par le grand capital naissant, pour lui permettre de s'extirper graduellement de son pacte avec l'aristocratie terrienne du Midi.

Cependant, le compromis avec le mouvement ouvrier organisé va devenir peu à peu un obstacle à l'accumulation capitaliste. Les industriels du Nord (Giolitti) chercheront à le contrebalancer par une ouverture vers les catholiques modérés, qui aurait permis l'entrée dans le bloc au pouvoir des agrariens des régions septentrionales et de la petite et moyenne paysannerie.

Reprenant le modèle idéal de démocratie que nous avons proposé dans l'introduction à la Partie I, nous avons dressé le tableau suivant pour évaluer le degré de "démocratisation" de l'Italie à la veille de la Première Guerre. Il est à noter que même l'Angleterre, la mère des démocraties, n'aurait pas satisfait à tous les critères énumérés dans la colonne de gauche.

Niveau de développement de la
démocratie en Italie vers 1914.

| <u>Démocratie mûre</u> | <u>Démocratie italienne</u> |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| A) <u>Economie</u> | |
| 1. Domination des rapports de production capitalistes | Persistance de relations de type pré-industriel, surtout, mais pas uniquement, dans le Sud |
| 2. Développement réparti à travers la majeure partie du pays | Ecarts régionaux considérables entre Nord, Centre et Sud |

- | | |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| 3. Ecartés modérés de niveau de vie entre les groupes sociaux | Ecartés très accentués, parfois énormes |
| 4. Relative indépendance économique sur le plan international | Vulnérabilité et dépendance face à l'étranger |

B) Société

- | | |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. Intégration sociale: communication intra et inter-classes | Fragmentation de toutes les classes, encore plus marquée dans les classes moyennes |
| 2. Système de valeurs généralement partagées | Conflit entre valeurs traditionnelles et "modernes" |
| 3. Homogénéité culturelle | Hétérogénéité culturelle; univers culturels étanches; grandes différences de scolarisation; isolement des intellectuels |

C) Politique

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. Légitimité assez forte; symboles nationaux reconnus | Légitimité faible; symboles nationaux faibles; rejet ou indifférence envers le régime de larges secteurs de la population |
| 2. Ancienneté du régime | Jeunesse du régime (à peine 50 ans) |
| 3. Classe dirigeante respectée et sûre de son pouvoir | Classe dirigeante faible et divisée, dénuée de véritables partis politiques: insécure et enclin à la répression. |
| 4. Intellectuels critiques mais pour la plupart loyaux envers le régime | Intellectuels presque tous opposés au régime |
| 5. Arbitrage des conflits au niveau politique | Conflits transformés fréquemment en luttes au niveau de "la rue" |

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6. Autonomie et relative neutralité des institutions | Fonctionnaires nommés par patronage, souvent plus loyaux envers des personnalités politiques qu'envers l'Etat |
| 7. Majorité des groupes sociaux représentés au niveau politique | Large secteurs (paysannerie du Sud, catholiques) non représentés |
| 8. Elections honnêtes | Elections systématiquement faussées dans le Sud |
| 9. Inclusion graduelle de la vaste majorité de la population dans la société politique | Inclusion très lente jusqu'en 1913, précipitée à partir de 1919 |
| 10. Responsabilité ministérielle complète | Politique étrangère et armée sous contrôle exclusif de la Couronne |
| 11. Sécurité des frontières et intégrité territoriale | Territoires de culture italienne sous contrôle étranger; relations tendues avec voisins. |

Ainsi, malgré qu'il eut permis un indéniable progrès, le système giolittien n'avait pas résolu les principaux problèmes de la société et de l'Etat italien. En dépit de quelques efforts de développement, la question du Mezzogiorno demeurait entière, bloquant la possibilité d'une véritable démocratisation du pays. Nonobstant un dégel graduel, les relations entre l'Eglise et l'Etat attendaient toujours leur normalisation, empêchant les catholiques d'entrer pleinement dans la société politique. Enfin, aux franges de la démocratie libérale, se développaient les forces antithétiques du nationalisme radical et de l'extrême-gauche.

Cela dit, lorsque survint la guerre, ayant connu sa première élection au suffrage quasi-universel en 1913, la démocratie italienne commençait, malgré tout, à sortir de l'adolescence. Sa croissance sera cependant brutalement interrompue durant la décennie tragique que nous examinerons dans les chapitres qui suivent.

NOTES

Chapitre 2 - La démocratie en devenir

1. Seton-Watson, op.cit., p. 244
2. Valentino Gerratana, Marxisme orthodoxe et marxisme ouvert chez Antonio Labriola, in "Histoire du marxisme contemporain", tome 3, Feltrinelli/UGE, Paris, 1977, p. 270.
3. Benenati, op.cit., pp 144-148
4. Ibid., p. 146
5. Ibid., pp 297-298
6. Ibid., p. 146
7. Shepard B. Clough, The Economic History of Modern Italy, Columbia University Press, New York, 1964, pp 170-171; Milza et Bernstein I, p. 169
8. Benenati, op.cit., p. 432; Milza et Bernstein I, pp 176-179.
9. Seton-Watson, op.cit., p. 288
10. Ibid., p. 290
11. G. Ranki, Structural Crisis in Agriculture in Postwar Years, in Charles L. Bertrand, ed., "Situations révolutionnaires en Europe, 1917-1922: Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie", Concordia et UQAM, Montréal, 1977, pp 105-106.
12. Saladino, op.cit., p. 113.
13. Ibid., p. 114
14. Romano, op.cit., p. 152
15. Saladino, op.cit., p. 114
16. Arno J. Mayer, The Persistence of the Old Regime, Pantheon Books, New York, 1981.
17. Milza et Bernstein I, p. 175
18. Ibid., p. 171
19. Poulantzas, op.cit., p. 133
20. Milza et Bernstein I, p. 171
21. De Grand II, p. 14

22. Gerratana, op.cit., p. 282
23. Milza et Bernstein I, pp 174-175; Romano, op.cit., p. 147.
24. Milza et Bernstein I, p. 175
25. Ibidem
26. Poulantzas, pp 270-272
27. Ibidem
28. Romano, op.cit., p. 147
29. Milza et Bernstein I, p. 170
30. Pernicone, op.cit., pp 202-207
31. Milza et Bernstein I, p. 176
32. Ibidem
33. Edward R. Tannenbaum, Education, in Tannenbaum et Noether, "op.cit.", pp 234-237.
34. Poulantzas, op.cit., p. 76
35. Vajda, op.cit., p. 51
36. Poulantzas, op.cit., pp 76 et 82-83
37. C'est ce que démontre Maier dans sa thèse Recasting Bourgeois Europe, citée plus haut.
38. Milza et Bernstein I, p. 150
39. Cité dans Vajda, op.cit., p. 63.
40. Milza et Bernstein I, pp 150 et 156; Saladino, op.cit., pp 99-103.
41. Milza et Bernstein I, p. 156; Saladino, op.cit., pp 108-109.
42. Milza et Bernstein I, p. 157
43. Ibid., p. 159; Seton-Watson, op.cit., pp 238-239
44. Milza et Bernstein I, p. 152; Romano, op.cit., p. 127
45. Milza et Bernstein I, pp 155-156
46. Ibid., p. 191

47. Ettore A. Albertoni, Histoire des doctrines politiques en Italie. PUF, Paris, 1981, pp 117-118.
48. Ibidem
49. Ibid., pp 116-117
50. Vajdã, op.cit., pp 63-64
51. A James Gregor, Italian Fascism and Development Dictatorship. Princeton University Press, 1979, pp 6-20.
52. Ibid., p. 20
53. Ibid., p. 21; Milza et Bernstein I, p. 157
54. Saladino, op.cit., p. 99
55. Pierre Monatte, La révolution prolétarienne, cité in Henri Dubief, Le syndicalisme révolutionnaire, Armand Colin, 1962, p. 36; Gregor, op.cit., p. 30
56. Dubief, op.cit., pp 38-39
57. Ibidem
58. Seton-Watson, op.cit., pp. 371 et 385
59. Milza et Bernstein I, p. 163
60. Ibidem; Michel Ostenc, Intellectuels italiens et fascisme (1915-1929), Payot, Paris, 1983, pp 9-116; Alexander De Grand, The Italian Nationalist Association and the Rise of Fascism in Italy. University of Nebraska, Lincoln, 1976, pp. 5-15.
61. Seton-Watson, op.cit..
62. Milza et Bernstein I, p. 164
63. Ibid., p. 152
64. Ibid., pp 161-162; Miège, op.cit., pp 90-95; Poulantzas, op.cit., p. 35.
65. Saladino, op.cit., pp 129-132.

Partie II. La crise du régime libéral et l'avènement du fascisme en
Italie (1914-1922)

Introduction.

La montée des tensions internationales et la guerre coïncidèrent en Italie avec les mutations occasionnées par la deuxième révolution industrielle. A cause du retard de la péninsule par rapport aux autres pays et de certaines faiblesses structurelles, ce conflit va précipiter le pays dans une crise générale à laquelle le régime ne pourra résister.

Examinons d'abord la société italienne au début de la deuxième décennie du siècle. Nous nous trouvons devant une société dualiste, mal intégrée, fragmentée et anémique, non seulement sur le plan socio-culturel, mais aussi politique. En ce qui concerne cette dimension, les lacunes suivantes doivent être signalées: la faible légitimité du régime; l'insuffisance des canaux de communications (associations, partis) entre la société civile et la société politique (sphère privée et sphère publique); la présence d'oppositions "déloyales", nationalistes, "syndicalistes", maximalistes, se manifestant par une violence de caractère diffus, subversive plutôt que révolutionnaire. Une grande distance sépare l'ensemble de la société des intellectuels et ces derniers professent une attitude généralement hostile au régime; les classes moyennes sont mal adaptées aux changements sociaux, de plus en plus insatisfaites de leur sort et enclines à rejeter violemment un système qui les marginalise. Enfin, la

classe dirigeante est divisée, incertaine devant l'avenir et dépourvue d'un projet capable de rallier une majorité de la population.¹

La position de l'Italie sur le plan international s'avère également une source de division. Ce pays, qu'on pourrait presque qualifier de l'"entre-deux" (entre le féodalisme et le capitalisme, entre la France et l'Allemagne, entre le Nord et le Sud, etc) se trouve naturellement impliqué dans la lutte inter-impérialiste qui atteint son paroxysme dans la région des Balkans et la Méditerranée orientale, où s'accélère la course des grandes puissances pour se partager les lambeaux de l'Empire ottoman en pleine décomposition. Cette dernière fournit la clé de la guerre de Lybie en 1912, et la question balkanique dresse l'Italie contre son partenaire de la Triplice, l'Autriche; car à la juste revendication des "terre irrédente", se greffent les ambitions italiennes sur la côte adriatique, alimentées par le mythe, créé par certains intellectuels, de la soi-disant "âme italienne" de la Dalmatie.²

Tels étaient les processus à l'oeuvre dans cette formation sociale, lorsque survint la guerre qui devait catalyser toutes les tensions déjà présentes dans la péninsule, et les transformer en une crise de régime. Celle-ci va se dérouler en trois temps: le débat sur l'intervention et la guerre, qui opèrent une coupe en diagonale dans la société italienne, et marquent le début de la crise d'hégémonie; les "années rouges", 1919-1920 (la mobilisation "à gauche" et son épuisement, l'approfondissement de la crise d'hégémonie et l'échec de la solution libérale); les "années noires", 1921-22 (la déflation, le vide de

pouvoir, la mobilisation "à droite", la constitution d'un nouveau pouvoir). Les élections de 1919 et 1921, seront analysées attentivement comme moments - charnières du processus. Mais pour l'heure, examinons les effets déstabilisants de la guerre sur la société italienne.

Chapitre 1 - Le choc de la guerre (1914-1918).

Le débat sur la nécessité pour l'Italie d'intervenir dans la guerre, la façon non-démocratique dont il fut tranché et les bouleversements produits par le conflit lui-même, vont achever de discréditer la classe dirigeante. Divisée contre elle-même, elle commencera à perdre son hégémonie politique. Mais que signifie ce concept? Il comprend deux éléments dans des proportions variables: la direction et la domination. La première s'exerce au niveau de la société civile par les appareils idéologiques (écoles, médias, organismes culturels et professionnels); la seconde ressort à la société politique proprement dite (police, tribunaux, armée). Dans une formation sociale relativement homogène, où est accepté un ensemble de valeurs fondamentales, l'hégémonie s'exercera surtout à base de direction; si, par contre, comme en Italie, règne une grande hétérogénéité socio-culturelle que la société politique n'arrive pas à intégrer, la tendance pour la classe dirigeante à se replier sur la composante "domination" sera toujours très forte, parfois irrésistible.¹ C'est ce qui explique l'alternance en Italie de la méthode consensuelle, démocratique, avec la méthode autoritaire, l'"Etat fort".

Quand la classe dominante, confrontée à des changements trop rapides des structures, n'arrive pas à ajuster son idéologie et à élargir ses alliances pour obtenir sinon l'adhésion enthousiaste, du moins la consentement d'une majorité de la population, à son droit de gouverner, cette classe verra son hégémonie menacée. Et, "si les

dirigeants de l'industrie, ceux des syndicats ouvriers, ceux des partis politiques se considèrent comme ennemis les uns des autres... la société ne comporte [plus] une classe dirigeante".²

La fragmentation idéologique commencée avant la guerre va s'accroître durant cette dernière. Au cours de ce chapitre, nous verrons la classe dirigeante, incapable de trouver en son sein un minimum de consensus face à la participation au conflit, se laisser dicter sa politique par une minorité agissante, prouvant ainsi à l'ensemble de la population son incapacité à gouverner.

1 - Un scrutin faussé, les élections de 1913.

L'élargissement du scrutin et la déception qui devait surgir de l'intervention en Libye - une fois retombée la fièvre nationaliste et calculés les "coûts et profits" - laissaient prévoir une poussée de la gauche aux élections de 1913. C'est ce qui se produisit en termes de voix - elle en obtint les deux cinquièmes -, mais la machine électorale de Giolitti dans le Sud et le report des voix catholiques sur les candidats "libéraux", obtenu grâce au "Pacte Gentiloni", ramenèrent ce résultat à 30% des sièges: une hausse d'un tiers de ces derniers, malgré tout! Les catholiques, qui obtenaient autour de trente-trois représentants - cette incertitude dans les chiffres provient du fait que, selon le Vatican, il ne devait y avoir que des "catholiques députés" et non des "députés catholiques" - avaient contribué à l'élection de 228 députés de la majorité.³ Les "libéraux" tombèrent de 382 à 310; les socialistes officiels montèrent de 25 à 52 (en plus, 8

syndicalistes et 19 candidats du PSR de Bissolati furent élus); les radicaux grossirent leur députation de 45 à 73 et six Nationalistes firent leur entrée à la Chambre.⁴

Giolitti réussit encore une fois à obtenir sa majorité, mais en contribuant à accentuer le discrédit croissant du parlementarisme. Les démocrates furent vivement déçus: dans le Sud, rien n'avait changé sinon que la corruption électorale avait atteint de nouveaux sommets; au Nord, Giolitti s'était servi des catholiques "modérés" pour étouffer les aspirations démocratiques.⁵ A droite, la poussée de la gauche ranimait la fraction autoritaire que l'habileté giolittienne avait réduit à une poignée de députés dirigés par Sonnino.

Le soutien du Parti radical, indispensable à Giolitti pour compenser les réserves des socialistes, s'effrita sous l'effet de la réaction de la base du parti, fortement imbue de franc-maçonnerie, pour qui le "Pacte Gentiloni" avait été un monstrueux "connubio" camouflé entre la "malavita" (la mafia) et la sacristie.⁶ A son congrès du début février, une résolution fut votée enjoignant les députés de cette formation de retirer leur appui à un gouvernement coupable d'association avec le Vatican.⁷ Quand, en mars, bien que pouvant encore réunir une légère majorité, Giolitti décida de passer la main, Federzoni, au nom des nationalistes, prédit la mort du Parti libéral et appela au regroupement de tous les "nationaux" pour créer un grand parti conservateur dans le but de combattre la subversion socialiste et de "défendre les institutions politiques italiennes" [sic]⁸ Dans son esprit, ce qu'il s'agissait de défendre c'était l'Etat, la Nation, et

non le Parlement. Le véritable sens de ces paroles ne deviendrait que trop clair cinq ou six ans plus tard.

Démissionnaire sans avoir été mis en minorité, Giolitti ne permit pas à son successeur d'être appuyé par sa propre majorité, mais il le désigna lui-même à l'approbation du Roi. On comprend facilement qu'il voulait ainsi s'assurer de revenir dès que l'orage serait passé. Cependant, cette façon détournée de garder un pied dans la porte en réglant une crise parlementaire en-dehors du Parlement, constituait un dangereux précédent, bien fait pour saper encore davantage la crédibilité du régime. Le nouveau président du Conseil, Salandra, un "libéral" de la vieille école, c'est-à-dire un solide conservateur, considéra que le "gouvernement parlementaire avait dégénéré sous Depretis et Giolitti" et, "croyant que le libéralisme et la démocratie étaient des termes antithétiques, il se mit à la tâche de créer un parti à l'image de la vieille Droite... pur de toute influence cléricale et socialiste".⁹ Ce qui ne l'empêcha pas d'accepter avec plaisir l'appui des "modérés" catholiques dirigés par Meda. En fait aucun gouvernement depuis 1870 n'avait joui de relations aussi cordiales avec les catholiques.¹⁰

La crise parlementaire s'achevait donc par un virage prononcé à droite; la crise sociale qui devait éclater bientôt, en faisant surgir le spectre de la révolution aux yeux de la bourgeoisie, accentuerait encore ce mouvement. Au début de juin, une semaine d'insurrection, connue par la suite comme la "Semaine rouge", démontra comment l'anarchie demeurait près de la surface en Italie, et avec quelle

facilité les autorités locales pouvaient être débordées par la violence. En même temps, ces événements révélèrent jusqu'à quel point l'aile réformiste du PSI, majoritaire en Chambre et dans les syndicats, n'avait plus le contrôle de l'extrême-gauche maximaliste, syndicaliste et anarchiste.¹¹ Mussolini, au Congrès d'Ancône tenu en avril, avait obtenu l'expulsion des francs-maçons, rompant ainsi un des derniers liens entre les socialistes et l'ancienne extrême-gauche (radicaux, républicains). De plus, il avait fait confirmer l'adhésion du parti au principe d'une lutte des classes sans merci et fait étendre l'interdiction de coopérer avec les partis bourgeois jusqu'au niveau municipal. Ce même Mussolini, qui avait déclaré "La démocratie ne pourra jamais être assez combattue", fut l'un de ceux qui jettera le plus d'huile sur le feu durant la "Semaine rouge".¹² Dans les colonnes de l'"Avanti", il exaltait la révolte et se réjouissait de la répression qui devrait hâter le renversement de l'ordre bourgeois.¹³ Les éléments hostiles au régime dans le PSI avaient désormais la main-haute sur le mouvement socialiste.

Effrayés par quelques excès anti-cléricaux commis en Romagne et dans Les Marches, les notables catholiques se rangèrent du côté de l'ordre. Le traumatisme que leur inspirèrent l'incendie de quelques églises et l'humiliation publique de religieux pèsent lourd dans leur décision, en avril-mai 1915, d'appuyer Salandra pour l'intervention dans la guerre.¹⁴ Plus inquiétante encore pour la démocratie fut l'apparition de groupes de "volontaires pour la défense de l'ordre", signe que les classes possédantes commençaient à douter de la capacité de l'Etat à les protéger et songeaient à se faire leur propre loi.¹⁵

Aux élections municipales de la semaine suivante, pendant que l'extrême-gauche obtenaient de substantielles victoires - Mussolini obtint un siège au conseil socialiste de Milan -, les "cléricaux modérés" remportaient Turin et Gênes, alors qu'une coalition nationaliste-conservatrice-catholique enlevait Rome à la gauche.¹⁶

Ainsi donc, à la veille du débat qui allait s'engager sur la participation à la guerre, la société italienne était déjà polarisée et le centre démocratique allait se rétrécissant par rapport aux extrémismes de droite et de gauche. La démocratie parlementaire semblait de moins en moins capable de contenir les conflits et d'empêcher qu'ils ne dégèrent en affrontements directs entre les groupes sociaux. Et,

"L'isolement où se trouvait la bourgeoisie et la menace en provenance du secteur prolétarien la fit s'ouvrir en direction... des classes moyennes qui, elles, à cause de leur hétérogénéité (classes moyennes anciennes et... nouvelles), étaient à la recherche d'une identité sociale."¹⁷

Ces secteurs moyens, cette petite bourgeoisie en manque d'un statut, nous aurons l'occasion d'examiner plus avant sa composition et sa mentalité durant les mois qui viennent et au cours de l'après-guerre lorsqu'elle trouvera une occasion unique de combler le vide de pouvoir créé par l'échec des forces démocratiques et du socialisme révolutionnaire à solutionner la crise générale du régime. Auparavant, revenons à la crise d'hégémonie qui se précisait avec le débat sur l'attitude à prendre en face de la guerre, débat qui fera rage pendant neuf mois, de septembre 1914 à juin 1915, et laissera la classe dirigeante italienne irrémédiablement divisée.

2 - Une guerre à tout prix?

La déclaration de neutralité émise par le gouvernement italien au début d'août ne signifiait pas que l'Italie s'engageât à demeurer neutre indéfiniment, mais simplement qu'elle n'était pas tenue par la Triplice à intervenir du côté des puissances centrales. Cette position devenait inévitable du moment où l'Angleterre déclarait la guerre à l'Allemagne, car l'alliance de l'Italie avec le Reich - dont l'objectif véritable consistait à neutraliser l'Autriche dans la région de l'Adriatique et la France en Méditerranée - n'avait de sens que si la péninsule entretenait des relations cordiales avec l'Angleterre qui garantissait la sécurité de ses routes maritimes et de ses ports.¹⁸ De telle sorte qu'à l'exception des nationalistes, qui plaidèrent au début pour l'intervention du côté de l'Allemagne, pour ensuite demander la guerre dans le camp de l'Entente - car ils étaient les apôtres d'une guerre à tout prix - , le débat se fit entre les partisans de l'implication dans le camp occidental, et ceux de la neutralité.

Si la question est examinée du point de vue des classes sociales, on constate que l'immense majorité de la population était hostile à la guerre: le mouvement ouvrier dans son ensemble, à l'exception d'une petite minorité d'anarchistes et de syndicalistes; les masses paysannes, par hostilité naturelle à la guerre; la bourgeoisie sauf le secteur de l'industrie lourde. En somme, le sentiment interventionniste n'était prédominant que dans la petite bourgeoisie, démocrate ou nationaliste. Par contre, il était véhiculé par une bonne partie de la presse et des

cercles intellectuels. Envisageons maintenant la question sur le plan des mouvements, associations et partis.

Entre juillet et décembre, les forces interventionnistes se limitaient aux trois groupes suivants: les démocrates, les "syndicalistes" et les socialistes dissidents de Mussolini, les nationalistes.¹⁹ Les premiers (républicains, radicaux socialistes ultra-réformistes (le PSR de Bissolati), entretenaient les motivations suivantes: "D'une part, ils [étaient] favorables à l'irrédentisme anti-autrichien: par fidélité aux luttes du Risorgimento et, d'autre part, ils [voyaient] dans l'intervention le moyen de soutenir la France démocratique et anti-cléricale, contre les empires centraux et réactionnaires".²⁰ Quant aux gauchistes, "[ils étaient] persuadés que la guerre tombera[it] sur les structures de l'Etat bourgeois, comme la foudre sur les branches sèches d'un vieil arbre, et ils souhai[taient] que le prolétariat apprenne à se battre".²¹ Enfin, pour les nationalistes "il [fallait] faire la guerre pour faire la nation "à chaud", pour renforcer sa trempe, pour lui donner l'espace qui lui [revenait], pour racheter le phénomène humiliant de l'immigration".²²

Pour les interventionnistes, particulièrement de droite, tous les arguments étaient bons pour justifier l'entrée dans la guerre: le régionalisme, la Question du Midi, la corruption parlementaire, l'irrédentisme, la Question romaine, les problèmes économiques et sociaux et l'émigration: en somme, "la guerre serait le baume qui guérirait toutes les plaies".²³ Les intellectuels qui se rangeaient en majorité dans ce camp, "au nom d'un idéal civique et patriotique

supérieur, prétend[aient] imposer la guerre à des institutions légales jugées corrompues et bassement matérialistes".²⁴ Dans les pages de différentes revues, surtout "Lacerba" de Florence, un Papini, entre autres, se déchainait contre le parlementarisme et la neutralité, dont Giolitti était l'épigone. Dans le journal de Mussolini, "Il Popolo d'Italia", il qualifiait l'homme d'Etat piémontais de "roi, par la volonté des bulletins de vote, de la canaille politique et affairiste de l'Italie".²⁵

Car "c'[était] parmi les libéraux modérés, dont Giolitti rest[ait] le chef de file que se regroup[ait] le gros des forces [politiques] neutralistes".²⁶ S'y ajoutaient le Parti socialiste officiel, la grande centrale ouvrière CGL et la majeure partie des militants catholiques, à l'exception d'un petit groupe de démocrates-chrétiens.²⁷ Les libéraux réformateurs ne manquaient pas d'arguments: les liens économiques, scientifiques, culturels avec l'Allemagne; la faiblesse militaire de l'Italie;²⁸ et leur conviction "qu'en se maintenant neutre et en s'appuyant sur Berlin, l'Italie [pouvait] obtenir de l'Autriche de substantiels avantages".²⁹ Du côté des catholiques, la France anti-cléricale et franc-maçonne apparaissait comme un danger, et même si l'Autriche-Hongrie n'était pas aimée, c'était une puissance catholique que le nouveau pape Benoit XV - profondément marqué par la "Semaine rouge" alors qu'il était archevêque de Bologne - aurait aimé voir maintenue comme un rempart contre le libéralisme et la révolution sociale.³⁰ Enfin, les socialistes purent maintenir une position constante de neutralisme n'ayant pas eu, comme en

France et en Allemagne, à choisir entre l'internationalisme prolétarien et la défense de la patrie puisque l'Italie n'était pas attaquée.³¹

Et pourtant, malgré la supériorité des forces neutralistes*, les partisans de l'intervention devaient l'emporter. C'est qu'elles eurent, à partir de janvier 1915, un allié de taille: le gouvernement, ou plutôt les partisans de l'Etat autoritaire, à commencer par le président du Conseil, Salandra. Qu'est-ce qui explique ce revirement? La réponse à cette question pourrait sans doute jeter la lumière sur ce qui se passa après la guerre, car le scénario est très ressemblant: la classe politique se trouve confrontée à un grave problème; au début, elle penche majoritairement du côté de la modération mais, sous la pression de minorités radicales, elle devient hésitante et peu à peu elle se rallie à leur point de vue. Dans ce cas-ci, la décision fut l'oeuvre d'une poignée de dirigeants de la droite classique et son adoption finale le fruit d'une manoeuvre anti-démocratique: tenir Giolitti et les libéraux progressistes dans l'ignorance de la signature par le Roi du "Traité de Londres", en réalité une "convention", engageant l'Etat italien, contre certaines promesses, à participer aux hostilités du côté de l'Entente (26 avril, 1915); prolonger de trois semaines le congé pascal de la Chambre, pour éviter le débat et placer les députés devant le fait accompli.³²

Les vagues engagements de Londres au sujet du Trentin, de Trieste et d'une sphère d'influence pour l'Italie en Méditerranée orientale ne peuvent justifier par elles-mêmes qu'ait été plongé dans la guerre un pays qui lui était majoritairement hostile; de toute façon, Giolitti se

* voir explication à la page 98

faisait fort d'obtenir tout autant des puissances centrales, pour prix de la neutralité italienne.³³ Le facteur économique, bien que non négligeable, ne saurait, lui non plus, être retenu comme déterminant, puisqu'après quelques semaines difficiles, la neutralité "commença à devenir payante"³⁴ Non, la raison fondamentale pour laquelle Salandra et une partie de la bourgeoisie incluant les clérico-modérés (les notables catholiques) ont opté pour la guerre, doit être recherchée dans la politique intérieure italienne, spécifiquement dans la lutte entre les partisans de l'autoritarisme, et ceux de la démocratie, car ce n'est pas l'interventionnisme démocratique qui influença le gouvernement, mais ce dernier qui s'en servit à ses propres fins. La Droite vit dans ce conflit la chance d'écarter Giolitti du pouvoir et, en même temps, l'occasion de retarder le moment où le suffrage universel se traduirait par la juste représentation au Parlement des classes populaires, sonnait le glas d'une bonne partie de la vieille élite politique.³⁵

En somme, l'aile droite du Parti libéral était convaincue "qu'une guerre brève et victorieuse facilitera[it], moyennant l'instauration d'une plus grande discipline dans le pays, une évolution de l'Etat dans un sens autoritaire, semblable à celui de 1898, laissera[it] un moment de répit aux forces conservatrices... et éloignera[it] les menaces «subversives»"³⁶

Pendant qu'il tenait la Chambre dans l'ignorance de son engagement auprès de l'Entente, le gouvernement tolérait les excès des activistes, "voire favori[sait] en sous-main leurs initiatives... Autrement dit pour briser la résistance des parlementaires, le gouvernement [feignait] de

subit les pressions de la rue"³⁷ Conscient que le "traité de Londres", s'il était mis aux voix, serait probablement rejeté, Salandra et le Roi accomplirent un véritable coup de force: pour éviter un vote de confiance, le président du Conseil démissionna, et le Roi le reconfirma dans ses fonctions, plaçant la majorité neutraliste devant l'alternative de se résigner ou, en affrontant le Roi, de déclencher une crise de régime. Giolitti et ses partisans durent céder, consacrant l'humiliation du parlementarisme. C'est de la campagne de mépris pour la démocratie et ses institutions, de ces fameux "radieux jours de mai", comme les qualifièrent les interventionnistes, que date le début de la crise du régime libéral qui mènera au fascisme.³⁸

3 - Le coût de la guerre

Les pertes de l'Italie durant la Grande guerre, bien que loin d'être négligeables sur les plans humain et matériel³⁹, furent beaucoup plus lourdes en termes socio-culturels et politiques. La division de la classe dirigeante face à cette question, la façon anti-démocratique dont le débat fut tranché, tout cela fit que l'Italie s'impliqua dans ce conflit sous les pires auspices et que, même s'il n'y eut pas débandade comme en Russie, l'opposition intérieure ne céda jamais. De plus, les coûts furent énormes en comparaison des gains minuscules qu'en tira ce pays. Ces quatre années donnèrent également lieu à d'immenses transformations économiques, sociales et culturelles qu'un régime politique en pleine déliquescence n'arrivera pas à absorber. Examinons d'abord l'opposition à la guerre.

Elle se manifesta chez beaucoup de catholiques, certains libéraux (les giolittiens), et surtout dans le PSI. Au début, les réformistes, sous la direction de Turati, étaient même disposés à appuyer certains des objectifs de la guerre, mais la majorité s'accordait avec la consigne du secrétaire-général Lazzari: "Ni soutien, ni sabotage."⁴⁰ Mais plus la guerre se prolongeait, plus les modérés devenaient minoritaires. A la conférence socialiste internationale de Kienthal, en avril 1916, la délégation italienne - la seule vraiment représentative des grandes organisations ouvrières de son pays⁴¹ - appuya la proposition de Lénine de dissoudre la Deuxième internationale, qui s'était "vendue aux Alliés", pour la remplacer par une Troisième, vraiment révolutionnaire, qui oeuvrerait pour la cessation immédiate de la guerre, "sans annexions ni indemnités".⁴²

Au printemps et à l'été 1917, l'opposition de la gauche à la poursuite des hostilités grandit au diapason de l'agitation sociale et du sentiment révolutionnaire stimulé par la révolution russe de février. La guerre avait accéléré l'industrialisation (surtout dans la chimie, la sidérurgie, la construction mécanique) et, par suite, le développement d'une main d'oeuvre spécialisée et militante. Cette dernière, profitant de son importance pour la poursuite du conflit, avait su arracher à l'Etat certaines concessions, telles la reconnaissance des conseils d'usine dans l'industrie mécanique à Turin. En août 1917, cette nouvelle génération de chefs ouvriers allait déborder le P.S.I. et la C.G.L. et couronner plusieurs mois de manifestations contre l'inflation et le manque de vivres par une grève

générale qui paralysa l'industrie et les transports, dans la région de Turin, pendant quelques jours. Le gouvernement dépêcha l'armée, les affrontements se soldèrent par 50 morts et 800 blessés. Au-delà des statistiques, ce qu'il faut noter de ces événements, c'est qu'encore une fois la bourgeoisie avait aperçu le spectre de la révolution, et qu'elle avait réagi par la répression, exacerbant la polarisation sociale.⁴³

Du côté des catholiques et des libéraux de gauche, les positions étaient plus nuancées, mais l'adhésion à l'effort de guerre ne fut jamais majoritaire. Alors que les masses paysannes - pour des raisons sociales - et le Pape - pour des motifs diplomatiques - la crainte de la dissolution de l'Empire austro-hongrois - souhaitaient la fin rapide de cette "tuerie inutile",⁴⁴ les parlementaires clérico-modérés soutenaient les divers gouvernements de guerre et leur chef, Meda, siégeait au Conseil comme ministre des finances entre 1916 et 1919. Pendant ce temps, ils perdaient du terrain au sein de la base au profit des Démocrates chrétiens et de leur chef incontesté. Don Luigi Sturzo, devenu, sous Benoit XV, président de l'Action catholique.⁴⁵

Du côté "libéral", les démocrates interventionnistes qui, un an auparavant, avaient appuyé le coup de force de Salandra, lui retirèrent leur soutien en juin 1916, déçus de la durée du conflit, mais surtout du refus de la droite de les inviter au gouvernement. D'ailleurs, les restrictions aux institutions parlementaires, inévitables en temps de guerre, ne furent jamais adoucies en Italie, comme ce fut le cas dans les autres régimes libéraux, par la mise sur pieds d'instruments de contrôle démocratique (comités, commissions, etc.).⁴⁶ Quant à

Giolitti, en août 1917, après deux ans de silence, il fit sa première déclaration importante, insistant sur l'inégalité des sacrifices imposés par la guerre et sur les importantes réformes économiques et sociales qui devraient suivre la fin du conflit. En octobre, sous son impulsion, une "union parlementaire" fut créée "pour renforcer le contrôle du Parlement sur la conduite de la guerre"; elle devait compter jusqu'à 110 membres, incluant plusieurs députés catholiques et socialistes.⁴⁷ Ce regroupement, qui rappelait la coalition démocratique de 1898-1900, aurait pu servir, au retour de la paix, de prototype pour une alliance de centre-gauche; le poids de l'histoire devait en décider autrement.

La division entre les interventionnistes sur les objectifs de la guerre - la droite exigeait le contrôle de la côte adriatique et une partie de la Turquie; les démocrates limitaient leur visée aux terres irrédentes et appuyaient le principe des nationalités mis de l'avant par Wilson - renforçait les tendances autoritaires du gouvernement, et les appels des nationalistes à la répression contre les neutralistes, à la mise au pas de tous les 'ennemis de l'intérieur".

Les événements de Turin, le discours de Giolitti, et surtout les revers militaires, tout cela commençait à engendrer le mythe de la "victoire mutilée", de la conspiration internationaliste (socialistes, franc-maçons, catholiques et démocrates) pour, une fois de plus, humilier l'Italie, l'empêcher de prendre sa place au sein des "grands". Les thèmes des forces anti-démocratiques d'après-guerre, véhiculés par les mêmes éléments qui avaient opéré leur jonction pour la première fois

en 1910 (nationalistes, "syndicalistes", futuristes, intellectuels anti-libéraux), commençaient à se préciser et à former l'embryon du futur fascisme. L'énorme défaite de Caporetto, qui provoqua en quelques jours la perte de tout le territoire conquis sur l'Autriche-Hongrie en trente mois de durs combats, suscita une crise morale que l'Italie ne put surmonter que par un effort surhumain. En même temps qu'elle ramenait une certaine union nationale et mettait fin temporairement aux velléités dictatoriales de l'extrême-droite, elle resterait comme un stigmate, une autre blessure au "corps de la nation", de celles qui suppurent l'ultranationalisme.⁴⁸

Les transformations économiques, sociales et culturelles de ces quatre années furent considérables: la conscription devait jeter ensemble dans les tranchées des millions de paysans, ouvriers et petits bourgeois qui vivaient depuis toujours dans des mondes différents, parlant davantage des langues régionales ou des dialectes que le toscan, et leur donner conscience, pour la première fois, plus de cinquante ans après l'unification, de leur appartenance commune à une nation. Le désir de retrouver cette solidarité, sans doute magnifié par le chaos de l'après-guerre, contribuera pour beaucoup à l'attrait d'une idéologie, le fascisme, prétendant transcender les luttes sociales et politiques dans une totalité, la Nation.

Sur le plan économique, la guerre amena le quadruplement du coût de la vie, alors que les salaires ne se multiplièrent que par 2,5 fois.⁴⁹ Ce furent les classes moyennes, coincées entre les travailleurs syndiqués et les industriels qui, en fin de compte écopèrent le plus: à

l'exception de quelques spéculateurs qui s'enrichirent, ils virent fondre leurs rentes ou leurs émoluments de fonctionnaires sous l'effet de l'inflation. De sorte que les prétentions de la petite bourgeoisie, relayées et formulées par le fascisme, que la "nation" -i.e. eux-mêmes - était victime de l'égoïsme de classe de la bourgeoisie et du mouvement syndical, n'étaient-elles pas tout-à-fait dénuées de fondements.⁵⁰

Egalement, les nécessités de la mobilisation totale des énergies et des ressources plantèrent au coeur de la bourgeoisie une contradiction fondamentale: l'Etat devint plus interventionniste et même dirigiste, alors que continuait à prévaloir l'idéologie du laisser-faire en économie. Des phénomènes qui répondaient à des changements structurels déjà à l'oeuvre, tels que l'encouragement à l'investissement, la concertation tripartite Etat - patrons - travailleurs, les premiers balbutiements de planification économique, furent malheureusement considérés comme purement conjoncturels.⁵¹ Ce décalage entre théorie et pratique constituera un des principaux facteurs de la crise du libéralisme de l'après-guerre.

Les commandes de l'Etat, l'absence de compétition et l'encouragement à produire "quelque soit le prix", produisirent une croissance phénoménale - et artificielle - dans les secteurs des produits chimiques, des pneus, textiles, chaussures, etc., et plus que tout dans l'industrie sidérurgique et mécanique. La tendance à la concentration s'accéléra et on assista en même temps à une fusion entre capital industriel et bancaire et à une interpénétration de plus en plus

poussée entre intérêts privés et appareils étatiques qui rendront catastrophique le retour au libéralisme économique d'après 1918.⁵²

L'Italie sortait de la guerre avec le sentiment d'appartenir au camp des vaincus plutôt qu'à celui des vainqueurs. La façon dont elle y était entrée avait élargi la déchirure déjà profonde du tissu politique et social de la nation. Auparavant fragile, le régime parlementaire en émergeait chancelant; la classe dirigeante, consciente de son discrédit auprès des masses, une fois réprimée la révolte provoquée par Caporetto avait, durant la dernière année de la guerre, multiplié les promesses et suscité l'espoir dans la population. C'est au reniement de ces promesses et à la frustration de ces espoirs; à l'incapacité des "libéraux" et des socialistes à sortir le pays de l'impasse et, enfin, à la victoire d'un autre projet de société, le fascisme, que seront consacrés les deux derniers chapitres de cette étude.

* Le terme "neutraliste" est employé ici avec la signification de "partisan de la non-intervention dans la guerre de 1914". C'est d'ailleurs le sens que lui donnent la presque totalité des spécialistes de l'histoire italienne de cette période.

NOTES

Partie II

Introduction -

1. Lucchini, op.cit., pp 182-185
2. Seton-Watson, op.cit., p. 357

Chapitre 1 - La crise du régime libéral et l'avènement du fascisme
en Italie

1. D. Grisoni et R. Maggiori, Lire Gramsci, Editions universitaires, Paris, 1973, p. 180.
2. R. Aron, Classe sociale, classe politique, classe dirigeante, dans "Archives européennes de sociologie", Tome 1, no. 2, 1960, p. 268, cité in Lucchini, "op.cit.", p. 182.
3. Saladino, op.cit., pp 131-132
4. Seton-Watson, op.cit., p. 388
5. Ibid., p. 390
6. Ibidem
7. Saladino, op.cit., p. 150
8. A. Thayer, Italy and the Great War, University of Wisconsin, Madison, 1964, p. 226
9. Seton-Watson, op.cit., p. 392
10. Webster, op.cit., p. 41
11. Ibid. p. 42; Seton-Watson, op.cit., pp 394-395.
12. Ibidem
13. Milza et Bernstein I, p. 206
14. Webster, op.cit., p. 43
15. Seton-Watson, op.cit., p. 395
16. Ibidem

17. Lucchini, p. 94
18. Saladino, op.cit., pp 138-139
19. Romano, op.cit., pp 156-157
20. Milza et Bernstein I, pp 210-211
21. Romano, op.cit., p. 157
22. Ibidem
23. Thayer, op.cit., p. 271
24. Ostenc, op.cit., p. 29
25. Ibid., pp 45 et 49
26. Milza et Bernstein I, pp 209-210
27. Webster, op.cit., pp 45-46
28. Seton-Watson, op.cit., pp 424-425
29. Milza et Bernstein I, p. 210
30. Webster, op.cit., p. 44
31. Milza et Bernstein I, pp 209-210
32. Ibid., p. 211; Lyttelton, op.cit., pp 24-25
33. Romano, op.cit., p. 160; Webster, op.cit., p. 44
34. Romano, op.cit., p. 161
35. Ibi., p. 159; Webster, op.cit., p 44; Saladino, op.cit., p. 142
36. Milza et Bernstein I, p. 214
37. Ibid., pp 216-217
38. Saladino, op.cit., p. 148; Seton-Watson, op.cit., p. 449
39. En termes d'effectifs militaires, 16 morts pour 1 000 habitants (34 pour la France, 30 pour l'Allemagne); cf. Jean-Jacques Becker, La première guerre mondiale, MA éditions, Paris, 1985, p. 158
40. Saladino, op.cit., p. 150
41. Becker, op.cit., p. 212
42. Seton-Watson, op.cit., p. 469

43. Ibid., pp 470-471
44. Ibid., p. 472- Webster, op.cit., p. 51
45. Ibid., p. 52
46. Saladino, op.cit., pp 153-154
47. Ibid., p. 158; Seton-Watson, op.cit., p. 472
48. Milza et Bernstein I, p. 224; pour la réaction des intellectuels interventionnistes, cf. la critique du roman de Malaparte, La révolte des saints maudits, in Ostenc, "op.cit."; pp 69-75.
49. Milza et Bernstein I, p. 219; Saladino, op.cit., p. 158
50. Problèmes politiques. Discussion, in Bertrand, "op.cit.", p. 135.
51. Becker, op.cit., pp 47-48
52. Milza et Bernstein I, p. 221-223.

Chapitre 2 - Le "biennio rosso" (les "années rouges"): 1919-1920

La démocratie parlementaire est née de la nécessité d'une "division du travail" entre la société civile, la société politique et les institutions. C'est justement le rôle du parlement de médiatiser les tensions économiques et sociales, de leur donner une expression politique, de les neutraliser ou de les résoudre. Quand la société politique est incapable d'accomplir sa tâche, les affrontements se livrent au niveau de la "rue" et peuvent mener à un changement radical de régime, à une révolution. Plus souvent, la sphère institutionnelle (armée, police, tribunaux), se politise et, à la limite, c'est le coup d'Etat qui vient trancher l'impasse.¹ En Italie, ce fut une combinaison des deux extrêmes qui advint, c'est-à-dire un coup d'Etat "légal". Mais n'anticipons pas.

Tous les pays qui avaient participé à la Première guerre, vainqueurs ou vaincus, eurent à faire face à une grave crise économique et sociale à la fin du conflit. Cependant, en France et en Angleterre, la démocratie s'avéra assez solide pour absorber les tensions et opérer les ajustements nécessaires à sa survie. Par contre, en Italie, il y eut convergence et aggravation mutuelle de deux crises, l'une sociale, l'autre politique.

Durant les années 1919-1920, on assista à une mobilisation sociale sans précédent, consécutive aux changements structurels considérables effectués entre 1915 et 1919; s'ensuivit une surcharge du système politique qui avait été mis entre parenthèses durant la

guerre par une semi-dictature. La classe dirigeante, déjà fragile avant 1914, fracturée par l'enjeu de la guerre, n'arriva jamais à trouver en elle-même la formule qui aurait pu la ressouder. Giolitti, pendant une quinzaine d'années, avait exercé une espèce de dictature légale fondée sur le patronage et le contrôle de l'appareil étatique. En attirant à lui, d'abord les dirigeants socialistes réformistes puis, à partir de 1912, les représentants du monde agricole du Nord, nonobstant la corruption et le cynisme, il avait donné des assises plus larges au régime.

Or, le plus gros prix à payer pour cette période de stabilité - qui avait favorisé le décollage économique - ce fut sur la bourgeoisie qu'il retomba. Cette dernière, son hégémonie garantie par le système giolittien, ne sentit jamais la nécessité de créer un, ou deux, véritables partis pour exprimer politiquement ses intérêts, pour les débattre et les faire prévaloir dans l'arène parlementaire. Ainsi, en 1919, Giolitti ayant été écarté pour son neutralisme, la classe qui dominait l'économie se retrouvait-elle sans véritable voix en Chambre - ou, plutôt, avec une variété de voix discordantes, ce qui revient au même - face à deux formations politiques puissantes, représentant chacune un groupe social fondamental: le Parti socialiste, parlant au nom d'une classe antagonique à la bourgeoisie, le prolétariat; le Parti populaire, porte-parole du monde agricole. Ce qui est frappant, c'est que ni l'un ni l'autre n'arrivera à devenir le noyau d'un nouveau bloc hégémonique.

Ce chapitre comprendra deux parties: la première, le "diciannovismo" (l'esprit 1919), examinera le climat économique, social et politique de l'Italie durant les premiers mois qui ont suivi le conflit. Nous constaterons en premier lieu l'échec des dirigeants italiens aux négociations de Versailles, événement très lourd de conséquences pour le régime; puis nous analyserons la dynamique des classes sociales, et le formidable mouvement populaire qui agita le pays durant cette année. Dans la deuxième partie, à partir de l'élection de novembre 1919, nous verrons l'effondrement de la classe dirigeante traditionnelle, et l'incapacité des forces démocratiques à former un nouveau "bloc"; enfin, nous essayerons de comprendre pourquoi la plus grande force politique du pays, le PSI, n'a pu servir d'agent ni pour une rénovation du régime existant ni pour son changement radical par une révolution.

I - Entre l'inquiétude et l'espoir: le 'diciannovismo' (l'esprit 1919).

Avec une certaine amertume et toujours polarisée entre partisans de la neutralité et interventionnistes, l'Italie sort des tranchées. En contrepoint à cette "psychologie de vaincus"² l'immense majorité de la population, paysans, ouvriers, petits bourgeois et même une partie de la bourgeoisie, partagent un grand désir de changement et sont convaincus que le vieil ordre des choses ne peut plus durer³. Ce "climat de déceptions et d'espérances mêlées, de vide du pouvoir et de sentiment que tout était possible"⁴, les contemporains l'ont appelé "diciannovismo". Pour redresser la situation après Caporetto, et dans l'espoir de se maintenir au pouvoir, la minorité responsable

de l'entrée en guerre avait multiplié les promesses souvent sans en mesurer les conséquences: formation d'une constituante pour moderniser le régime; réforme électorale; réforme agraire; règlement du problème des frontières et partage du butin à la table des vainqueurs; etc.⁵ Et, phénomène capital, la Révolution russe était là, comme un grand symbole d'espoir pour les masses, la preuve qu'on pouvait renverser un régime décadent.

Les tâches qui se présentaient au gouvernement auraient suffi pour taxer les capacités d'un régime politique aux assises plus solides. Il fallait mener à bien les négociations de paix; rénover le système politique; opérer la reconversion d'une économie axée sur la guerre pendant trois ans et demie; enfin, tenter de satisfaire les besoins matériels et spirituels de la population, refoulés pendant plus de quarante mois. Confronté à tout cela, un parlement élu il y avait six ans - une éternité quand une société vit l'accélération de l'histoire - , mis "en vacances" presque tout ce temps et qui ne représentait plus l'état réel des forces sociales du pays. Dans la plupart de ces domaines, la classe politique italienne ne sera pas à la hauteur.

A - Le thème mobilisateur de la droite: la "victoire mutilée"

Il semble étrange qu'ayant fait partie du camps des vainqueurs, l'Italie ait été aussi divisée sur la question des négociations de paix: en fait, ce problème continuait à mettre en évidence le clivage qu'avait produit dans la classe dirigeante le débat sur l'intervention. Sur ce qui aurait pu se régler assez facilement par un gouvernement uni, vont se casser successivement les dents les deux ailes de l'interventionnisme, de droite comme de centre-gauche. La question pourra ainsi pourrir pendant deux ans, empoisonner le climat politique et donner à l'opposition extraparlamentaire de droite un thème autour duquel elle aura le loisir de se rassembler et d'attirer les éléments insatisfaits et désorientés des classes moyennes. Il faudra l'apport d'une crise sociale pour que ce mouvement prenne son essor et puisse aspirer au pouvoir; néanmoins, c'est dans les négociations de Paris que les germes du fascisme, trouveront leur terreau. L'interventionnisme, même s'il était divisé au Parlement, fournissait à la droite un espace pour s'étendre, alors que le neutralisme, à cause de ses origines trop diverses, n'arrivait pas à servir de point de ralliement aux giolittiens, socialistes, réformistes et démocrates-chrétiens. Tout un contentieux historique et des contradictions de classes séparaient ceux qui auraient pu constituer une coalition démocratique de centre-gauche.

Les interventionnistes de droite étaient à la barre quand commencèrent les négociations, car les démocrates avaient été écartés. Ce furent donc les "ultras", le premier-ministre Orlando mais surtout

l'éternel Sonnino, son ministre des affaires étrangères, qui se rendirent à Versailles. Déjà, les réactionnaires, pour faire accepter leur coup de force de 1915 et la piètre performance de l'armée italienne, avaient commencé à préparer les esprits en exagérant la victoire de Vittoria Veneto qui, en réalité, n'était que "le coup de grâce à l'armée abandonnée [de l'Empire austro-hongrois] qui s'écroulait déjà"⁶ Alors que les démocrates auraient accepté la position de Wilson, basée sur le principe des nationalités, et oublié le "traité de Londres" pour se contenter des "terre irredente" et peut-être de l'internationalisation de Fiume, les délégués italiens s'obstinèrent à réclamer des régions slaves et grecques (la Dalmatie, les îles Dodecanèses, une partie de la Turquie)

Comme les questions touchant l'Italie ne furent abordées qu'au début d'avril, l'extrême-droite eut trois mois pour attiser les passions parmi la population, semant l'idée que les neutralistes, les "renonciateurs" (terme qu'ils employaient abusivement pour désigner les interventionnistes de gauche) et les puissances "ploutocratiques" se préparaient à dépouiller l'Italie de sa victoire. En attisant le ressentiment des anciens combattants envers les "embusqués" (les ouvriers spécialisés exemptés pour faire marcher l'industrie de guerre), ils fournirent au fascisme un de ses arguments majeurs contre les "bolchevistes"⁷

Wilson resta intraitable sur la Dalmatie et Fiume, commettant même le geste maladroit d'en appeler directement au peuple italien - dans le journal Il Tempo du 23 avril - par-dessus la tête de ses dirigeants.

Cette erreur tactique provoqua le retrait de la délégation italienne et une vague d'agitation chauvine, hors de toutes proportions avec les enjeux⁶ Le retour - en catastrophe - d'Orlando à Paris et un nouvel échec lui vaudront sa défaite en Chambre à la mi-juin.⁹

Derrière ces péripéties rocambolesques, se profile un événement politique aux conséquences très graves: la naissance du mythe de la "victoire mutilée":

"... l'image d'une Italie vaincue, malgré sa victoire, parce que sa victoire lui a été "volée" par les Alliés. Ce sentiment d'injustice et d'humiliation, voilà le grand filon que Mussolini exploitera... et qui constituera l'une des prémisses psychologiques - peut-être la plus importante - du succès fasciste".¹⁰

Cette question fournira un pôle d'aggrégation à toutes les forces anti-démocratiques, tant aux plus anciennes, les nationalistes et les "syndicalistes" qu'aux jeunes des classes moyennes qui éprouvèrent un violent ressentiment contre tous ceux qu'en Italie et à l'extérieur ils crurent responsables de cette débâcle"... les vieux politiciens [qui devraient] être expulsés du pouvoir, même au prix d'une révolution..."¹¹ Ainsi, l'Italie qui se retrouvait en 1919 avec des frontières plus sûres que jamais et enfin débarrassée de son ennemi héréditaire, l'Empire austro-hongrois,¹² à cause d'attentes irréalistes, semées par des gouvernements en mal de popularité se sentit-elle trahie par ses dirigeants et ses alliés.¹³

Orlando fut remplacé par Nitti, un économiste réputé, ex-giolittien (Giolitti se tenait en réserve pour l'automne). Interventionniste de gauche, il était partisan sur le plan intérieur,

de réformes modérées et d'une réconciliation nationale, surtout avec les giolittiens. Dans ce but, et pour empêcher l'effondrement économique de l'Italie, il consentait à faire de larges concessions sur la question de l'Adriatique. Il craignait en effet que l'intransigeance de l'Italie n'amènât l'Angleterre et les USA à cesser leur aide financière et leurs fournitures de charbon. Cette attitude "renonciatrice" en fit la cible "des Nationalistes, de Mussolini et des autres ennemis de la démocratie"¹⁴ Avec la complicité d'une partie de l'armée, ces derniers, avant que Nitti ne soit arrivé à s'entendre avec les Alliés, décidèrent de frapper un grand coup. A la mi-septembre, le poète et héros de guerre D'Annunzio - appelé par des officiers de la garnison italienne de Fiume -, à la tête de troupes régulières et avec la tolérance de la marine, "[fit] son entrée dans le port de l'Adriatique... et [prit] possession de la ville au nom du Royaume d'Italie".¹⁵

Le "Comandante" réussira, au mépris de l'autorité gouvernementale, à se maintenir dans son fief pendant quinze mois.¹⁶ Nitti temporisa, laissant la solution de la crise au parlement qui devait être élu en novembre. Cet incident, en apparence anecdotique, théâtral et en fin de compte dérisoire¹⁷, aura des résonances symboliques énormes et révélera l'ampleur de la crise politique et morale du pays. Il fera ressortir trois choses: la connivence de cadres importants de l'armée et de l'administration dans la subversion; l'incapacité du gouvernement à relever le défi; le profit que les ennemis de la démocratie - à commencer par Mussolini - pouvaient en tirer. Mais, plus que tout, l'entreprise fiumaine mit à

nu la perte d'autonomie du parlement et "un clivage potentiel dans le personnel institutionnel, spécialement dans l'armée: le nationalisme, la guerre victorieuse, la Couronne et l'expansion de l'Italie en Méditerranée... d'un côté; l'internationalisme, la subversion, la redistribution de la richesse et du travail et... la République de l'autre".¹⁸ Tels seront dorénavant les deux pôles de la vie politique italienne.

Fiume, malgré l'échec final de D'Annunzio - qui servait bien Mussolini, puisqu'il faisait disparaître son seul rival à la direction du fascisme - enseigna de précieuses leçons au futur "Duce": "... la faiblesse de l'Etat libéral et les complicités que l'on [pouvait] rencontrer auprès de ses responsables; l'attraction exercée sur les masses par une formule politique sachant lier le sentiment national et les préoccupations sociales; la nécessité d'avoir à sa disposition une organisation politique disciplinée [ce qui manquait au poète-commandant]"¹⁹ En outre, Fiume "fournira au fascisme le modèle de ses milices et de ses uniformes, le nom de ses escouades, ses cris de guerre et sa liturgie."²⁰

B - Difficultés économiques, tensions sociales, espoirs politiques.

Lorsque fut signée l'armistice, l'Italie comptait trois millions de soldats en armes et cinq cent mille prisonniers en Autriche. Lourde tâche que de réintégrer tout ce monde! Le gouvernement, pour amoindrir le choc, entreprit la démobilisation par étapes, laissant les provinces du nord-est sous gouvernement militaire (une première démission de son autorité). Ce furent les officiers, presque tous issus des classes moyennes, qui posèrent le plus gros problème de réinsertion: "Les ouvriers retournent à l'usine, les paysans gratteront leurs terres comme avant - à moins qu'on ne la leur donne comme promis - mais ces 160.000 officiers que l'on démobilise, en cette première année d'après-guerre, que vont-ils devenir? Retourner à leurs pupitres et à leurs plumes? Il n'en est plus question..."²¹ Durant l'été d'ailleurs, l'agitation nationaliste alimentera la rumeur d'un coup d'Etat militaire, qui aurait pu porter au pouvoir le duc d'Aoste, le cousin du roi, un militariste d'extrême-droite.²² Au fond, les cadres supérieurs de l'armée avaient intérêt à maintenir la tension sur les frontières pour retarder la démobilisation qui menaçait de licenciement un grand nombre des 1246 généraux (142 au début de la guerre). De ce moment commença un clivage de l'institution militaire, une partie de l'armée entrant en collusion avec les ultra-nationalistes et l'industrie de guerre, association qui se poursuivra lors de l'équipée de Fiume et plus tard dans la montée du fascisme.²³

Tous les pays européens connurent de graves problèmes de retour à la paix, mais l'Italie plus que les autres, à cause de son économie duale et mal structurée.²⁴ La guerre avait entraîné une mobilisation générale de la société civile, contrôlée et canalisée par la concentration presque totale du pouvoir entre les mains de l'exécutif; le retour à la paix voyait la continuation de cette mobilisation, mais dans le sens de demandes sectorielles qui, étant donné la faiblesse de la société politique, auront vite fait de déborder ses capacités de médiation.²⁵ La nécessité pour l'industrie de se réadapter à l'économie de marché avec la disparition des commandes de l'Etat fit que

"... tout le monde se tourn[a] vers l'Etat. Les industriels, pour obtenir le maintien de son aide, par le jeu des tarifs douaniers, des commandes publiques, des subventions et pour que soit levée la réglementation du temps de guerre concernant les salaires ouvriers. Les travailleurs, pour exiger l'accomplissement des promesses faites pendant la guerre et portant sur l'amélioration de leurs conditions de vie"²⁶

1 - Les classes sociales.

Pour bien comprendre la perte d'autonomie de la société politique, nous analyserons d'abord l'état de la société civile dans ses différentes composantes, et le caractère et l'étendue de sa mobilisation.

a) La bourgeoisie: "Anxiété sociale et défense politique."²⁷

Outre la division entre interventionnistes et neutralistes, on retrouvait dans le bloc au pouvoir toute une série de contradictions: ..."entre grand capital et grande propriété foncière que recouvr[ait] le problème du Mezzogiorno, c'est-à-dire, partiellement, la contradiction entre bourgeoisie du Nord et agrariens du Sud... Avec la crise postérieure à la Première Guerre mondiale, le fossé entre industrie et agriculture se creus[a] de façon catastrophique."²⁸ Contradiction entre grand et moyen capital, qui recoupait en partie la contradiction entre industrie lourde et industrie de biens de consommation.²⁹ Enfin, contradiction à l'intérieur du grand capital lui-même, entre capital industriel et capital bancaire.³⁰ Pour se défendre contre la concentration, le moyen capital et les agrariens vont même effectuer une alliance circonstancielle, dont les expressions politiques seront le Parti populaire, et les libéraux réformistes de Giolitti (à partir des élections de 1913).

En 1919, la bourgeoisie était sollicitée par trois modèles: le réformiste giolittien, basé sur la redistribution entre les classes - surtout entre la bourgeoisie et le prolétariat - des fruits de l'industrialisation; le conservatisme sonninien, qui aurait voulu rétablir les privilèges du "libéralisme" (l'ancienne bourgeoisie traditionnelle) de façon autoritaire; enfin, les nationalistes qui, allant au delà du libéralisme, voulaient submerger la lutte des classes dans l'"intérêt national" et préconisaient une société de production, dirigée de main de fer par une élite industrielle et

bureaucratique.³¹ Le modèle des "vieux libéraux" correspondait à l'Italie pré-industrielle; d'ailleurs, cette fraction de la classe dirigeante n'avait survécu que grâce à la guerre et elle se rapprochait graduellement du grand capital et du nationalisme. Ce dernier attirait également vers lui les "syndicalistes" impérialistes et productivistes. Enfin, le modèle libéral réformiste (giolittien) - qui était aussi celui des socialistes réformistes, des démocrates et sans doute des démocrates- chrétiens -, pour fonctionner efficacement aurait requis une économie en croissance, alors qu'en 1919, c'était les coûts, plutôt que les bénéfices qu'il fallait distribuer.³² D'ailleurs, cette tendance s'était scindée en neutralistes et interventionnistes, scission qui ne s'effaça pas à la fin de la guerre; tel que l'illustre le tableau suivant:

| <u>Gauche</u> | <u>Droite</u> |
|--------------------------------------|------------------------------|
| <u>Interventionnistes</u> | |
| Démocrates (Nitti) | Libéraux (Salandra, Sonnino, |
| Réformistes sociaux (Bissolati) | "Popolari" (Meda) |
| <u>Neutralistes</u> | |
| Socialistes (Turati) | Libéraux (Giolitti) |
| "Populaires" de gauche (Miglioli) | |

b) - La classe ouvrière

La guerre avait accéléré la croissance du prolétariat et, à la fin du conflit, on assista à une véritable croissance exponentielle du mouvement ouvrier: la CGL (socialiste) vit ses effectifs passer de 249 000 à 1 258 000 en octobre 1919, et à plus de 2 000 000 à l'automne 1920.³⁴ Prolétariat jeune et inexpérimenté, anarchisant, qui va souvent déborder les cadres syndicaux réformistes. Ce sont eux qui furent, la plupart du temps, responsables des attaques contre les anciens militaires en uniforme, retournant contre les socialistes certains éléments des classes moyennes qui, au départ, ne leur étaient pas forcément hostiles.³⁵ La Révolution bolchévique connut un retentissement énorme en Italie et suscita des mots d'ordre radicaux: "nationalisation de l'industrie", "direction collective de l'entreprise", "appropriation des moyens de production", etc.³⁶ Alors que le prolétariat plus expérimenté de la moyenne industrie (mécanique, automobile, etc.) suivra le mouvement de scission à gauche qui aboutira à la formation du Parti communiste italien (PCI), le "nouveau" prolétariat adhèrera surtout au "maximalisme".

Bien qu'ayant souffert peu de dommages matériels en comparaison de la France, l'Italie avait vu son économie, déjà mal structurée, considérablement déséquilibrée par la guerre: les importations s'étaient multipliées, les exportations avaient pratiquement cessé, la soupape de sûreté que constituaient l'émigration et les rentrées de devises qu'elle procurait s'était tarie; la terre, cultivée par les femmes et les vieillards - et sans engrais - était épuisée; le système

de transport délabré, etc. La répartition des ressources et des crédits entre les Alliés, avait permis à la péninsule de tenir le coup, mais les pressions en Angleterre et aux Etats-Unis pour l'enlèvement des contrôles et un retour à l'économie de marché créaient des problèmes particuliers pour une économie aussi fragile que celle de l'Italie.³⁷ De plus, les déficits et le gonflement de la masse monétaire allaient relancer le cycle de l'inflation.

La démobilisation accélérée jettera des masses d'hommes sur le marché du travail et exercera une pression à la baisse sur les salaires, alors que les prix montaient.³⁸ Cependant, les ouvriers syndiqués détenaient une arme que ne possédait pas la petite-bourgeoisie, c'est-à-dire le retrait de leur force de travail: au printemps 1919, déferla une vague de grèves locales et générales qui ne refluera qu'à la fin de l'automne 1920. Pour en illustrer l'ampleur, mentionnons qu'en 1919 "le pays connut 1663 grèves industrielles impliquant plus d'un million de travailleurs; 208 grèves dans l'agriculture, et un million de paysans".³⁹ Sans compter les innombrables arrêts de travail dans les transports et les services publics en général.

Ce vaste mouvement d'agitation sociale et la prise de contrôle de nombreuses communes par les socialistes, ainsi que la multiplication des slogans et discours enflammés, donnèrent sans doute l'impression, surtout aux classes moyennes, que la "bolchévisation" de l'Italie était en marche. En fait, la plupart des actions étaient anarchiques et spontanées, les organisations syndicales suivaient plus qu'elles ne

précédaient, et le Parti socialiste - divisé entre réformistes et maximalistes - se montrait incapable d'orienter et de canaliser le mouvement. La vague de grèves de 1919, fut une réaction de défense contre l'inflation, et les gains obtenus vont vite fondre dans la flambée des prix de 1920, 1921. Aussi, le jugement que portera, une douzaine d'années plus tard, Angelo Tasca, un dirigeant socialiste de l'époque, à l'effet que "en 1919, la classe ouvrière rest[ait] sans programme et sans chefs"⁴⁰, bien que devant être nuancé,⁴¹ demeure factuellement exact. Dans la section suivante, nous verrons pourquoi il en était ainsi.

c) - Le monde agricole

L'analyse des changements opérés dans ce secteur s'avère très importante pour la compréhension du progrès et de la victoire du fascisme en 1921-1922. La poussée inflationnaire des années de guerre avait favorisé l'acquisition de terres par d'anciens fermiers ou métayers: les emprunts étaient plus faciles, les récoltes rapportaient davantage, et la valeur des loyers s'était dévaluée. Le pourcentage des propriétaires passa de 18,3 à 32,4% entre 1911 et 1921.⁴² Entretemps, les "braccianti", toujours très nombreux, avaient diminué de 53,3 à 44,7%. Cette nouvelle strate de propriétaires ruraux va se heurter, tout autant que les grands propriétaires, aux "ligues" paysannes, les "rouges" (socialistes) avec 800 000 membres et les "blanches" (catholiques), plus d'un million. Au nord, dans l'Emilie et la vallée du Pô, "les employeurs ne pouvaient plus recruter leur main-d'oeuvre en s'adressant aux ouvriers

individuellement, mais devaient passer par... les ligues, [chargées] de réglementer le marché du travail, de fixer les salaires et d'assurer du travail à chacun".⁴⁴

Les contradictions entre les ligues rouges et blanches, les coopératives et les nouveaux propriétaires vont miner le mouvement paysan, et permettre le succès de la contre-offensive de la bourgeoisie terrienne, qui marque le véritable départ du fascisme. En effet, les ligues rouges, conformément au programme du Parti socialiste, prônaient la collectivisation des terres; en cela, elles différaient des "populaires" qui favorisaient l'accès à la propriété individuelle ou coopérative, position que partageaient la grande centrale réformiste, la CGL, et l'aile parlementaire du PSI. En somme, les objectifs maximalistes entraient en contradiction avec l'attachement du nouveau propriétaire à sa parcelle, et avec le désir du fermier ou métayer, même du "braccianti", d'acquérir son propre lopin.⁴⁵ Comme il n'y a pas de groupe social plus conservateur, plus intéressé à la "loi et l'ordre" que la classe moyenne des petits propriétaires terriens, en rétrospective, on ne peut se surprendre que plusieurs d'entre eux aient non seulement sympathisé avec le fascisme, mais aussi formé une partie de ses escouades armées.⁴⁶

Le "diciannovismo" s'étendit aussi à la campagne, dans plusieurs régions de l'Italie. Les promesses faites durant la dernière année de la guerre n'avaient pas été oubliées. L'Organisation des Anciens Combattants (ONC), fondée après Caporetto, par Nitti (maintenant premier ministre), s'activait dans le Sud à acheter des terres et à construire des maisons pour y établir des vétérans.⁴⁷ Il s'agissait d'un programme à long terme et de nombreux paysans, impatients devant la lenteur des résultats, commencèrent à occuper des terres. Le mouvement, parti du centre de l'Italie en juillet 1919, s'étendit au Midi, aux îles et à la basse-vallée du Pô, Comme en ville,

"...Il opère sans mot d'ordre défini, de manière chaotique et anarchique. Les chefs, quand il y en a, sont des leaders socialistes et syndicalistes, parfois des dirigeants catholiques et même des prêtres, qui cherchent plus à canaliser le mouvement qu'à en faire le point de départ d'une poussée révolutionnaire."⁴⁸

En dépit du caractère impressionnant de ces occupations, "au son des cloches et des fanfares... drapeau rouge en tête",⁴⁹ les résultats furent modestes: un peu plus de 200 000 hectares pour 5 millions de paysans sans terre! Par contre, l'extension des contrats agricoles à la fin de la guerre⁵⁰ et la légalisation de l'occupation de certaines terres (décret Visocchi, septembre 1919), allaient convaincre les propriétaires terriens qu'ils ne pouvaient plus compter sur l'Etat pour défendre leur propriété, et ainsi les pousser éventuellement "dans les bras du fascisme".⁵¹

D) - Les classes moyennes.

Nous abordons ici un sujet très complexe et primordial pour la compréhension du fascisme comme mouvement: en effet, c'est la petite bourgeoisie qui va en fournir les idéologues, les cadres et une bonne partie des membres. Effectivement, ses différentes fractions furent le plus touchées par les difficultés de l'après-guerre: "Appauvries, déclassées, menacées de prolétarianisation, elles réagiss[aient] de façon sommaire en accusant les dirigeants politiques de favoriser les ouvriers, bénéficiaires d'exemptions et de salaires décents, et les fermiers qui profi[taient] de l'inflation pour se libérer de leurs dettes et payer des loyers dérisoires".⁵² Les accrochages entre socialistes et officiers démobilisés, originaires presque entièrement de ces classes, contribuèrent également à attiser l'animosité entre cette catégorie sociale - surtout les jeunes diplômés en chômage - et les masses populaires.⁵³ Car la crise de l'intervention avait montré que sur le plan de la participation active et consentie, la guerre, en Italie, avait été surtout l'"affaire des classes moyennes".⁵⁴

Ce qui caractérisait ce secteur, c'était son hétérogénéité (classes moyennes anciennes et classes moyennes nouvelles), son manque d'organisation et sa "recherche d'une identité sociale".⁵⁵ La différenciation des classes moyennes en anciennes et nouvelles "est caractéristique de la phase de transformation de la société rurale en société industrielle"⁵⁶, laquelle se déroula en Italie durant les trois premières décennies du siècle. A ce stade, les bouleversements

très rapides de la structure sociale provoquent dans ces classes une instabilité politique culturelle et sociale.⁵⁷ Faisaient partie de l'ancienne petite bourgeoisie, "tous ceux qui tiraient leurs moyens de subsistance dans le cadre de formes pré-bourgeoises de production et de rente" (artisanat, commerce, propriété foncière).⁵⁸ Le giolittisme, qui favorisait le patronat industriel et le mouvement syndical au détriment de l'oligarchie traditionnelle, affectait directement ceux qui en dépendaient pour leur espace vital et leurs sources de subsistance. Se sentant menacés dans leur existence, ils se tourneront spontanément contre "les formes démocratiques de gouvernement, qu'[ils] identifie[nt] au nouveau mode de production, le capitalisme... La réaction de l'ancienne classe moyenne sera alors caractérisée par une attitude tant conservatrice qu'anarchique".⁵⁹ Tel que nous l'avons souligné dans notre identification du fascisme, le conservatisme social, lié au radicalisme politique, en est une des caractéristiques majeures.

L'industrialisation avait engendré une nouvelle couche moyenne de techniciens et de petits administrateurs qui, elle, sera plus encline à adhérer aux formes démocratiques de gouvernement. Cependant, en Italie, le caractère récent du développement industriel faisait que la différenciation entre ancienne et nouvelle classe moyenne n'était pas encore bien établie; de plus, le vaste écart économique entre le Nord et le Sud, augmentait encore l'hétérogénéité de ce secteur. Dans le Nord, une partie de l'ancienne classe moyenne avait été absorbée par l'industrie; dans les deux moitiés de l'Italie par l'administration publique. Pendant ce temps, dans le Sud, la politique fournissait à

une grande partie de ses membres un rôle d'intermédiaires dans le système de clientèles qui, né avec l'élargissement du scrutin, constituait un obstacle majeur au bon fonctionnement de la démocratie parlementaire.⁶⁰

La division la plus éclairante des classes moyennes italiennes nous apparaît celle de Luigi Salvatorelli: la classe moyenne humaniste (piccola borghesia umanista)" et la "classe moyenne technique (piccola borghesia tecnica)". Celle-ci bien intégrée au système capitaliste et politiquement stable,⁶¹ était cependant encore peu nombreuses en Italie. La classe moyenne humaniste, pléthorique, était "constituée par les employés d'Etat (bureaucrates) et par les professions libérales... menacée par les nouvelles structures socio-économiques, [elle] devient l'un des éléments essentiels qui ait [sic] favorisé le développement du fascisme."⁶²

A la différence de la classe ouvrière et de la bourgeoisie qui disposaient d'organisations professionnelles et politiques - dans le cas de la bourgeoisie, cependant, la faiblesse de ces dernières fut un élément important de sa crise d'hégémonie -, les classes moyennes "étaient dépourvues de tels moyens de transmission et de communication intergroupale."⁶³ Par contre, comme elles fournissaient la presque totalité des cadres moyens de l'appareil étatique et de l'armée, leur attitude en période de crise s'avérera critique.⁶⁴

Enfin, la forme d'enseignement qu'avait reçu la classe moyenne humaniste" - ce terme réfère ici non pas à une "attitude humaniste"

mais au type de scolarité qui lui a été dispensé - ne l'avait pas bien préparée aux transformations rapides de la société: "... une accumulation de notions génériques, abstraites, à apprendre de façon mécanique, sans stimulation du sens critique et sans contact avec le processus historique et la réalité actuelle [des années 20]."⁶⁵ Ce genre de formation favorisait "l'éclosion du dogmatisme parmi cette partie de la population et... la fuite dans le nationalisme".⁶⁶ Nous reviendrons sur cette question quand nous aborderons l'idéologie fasciste.

2) Le panorama politique

En octobre 1919, accusé par la droite d'être trop tolérant envers l'agitation sociale; n'ayant pu retenir du grand projet de la constituante que l'institution de la représentation proportionnelle; incapable de résoudre l'affaire de Fiume, Nitti dissout la Chambre et fixa de nouvelles élections pour le 16 novembre.⁶⁷ C'étaient les premières en six ans, et le panorama politique de l'Italie avait considérablement changé. Quatre éléments retiendront notre attention: la division persistante des libéraux; la grande force apparente du PSI, qui masquait les profondes dissensions qui le déchiraient; l'apparition sur la scène - de manière fulgurante - d'un parti de masse démocrate-chrétien, les "Popolari"; enfin, la présence d'une foule d'insatisfaits ne sachant trop où se brancher: anciens combattants, petits bourgeois frustrés, interventionnistes de gauche. Masse flottante, malléable à toutes les propagandes, celle des nationalistes, qui ont un programme bien défini, et celle d'un

ramassis de futuristes, dannunzianistes, syndicalistes, anarchistes... qui formaient les premiers éléments d'un fascisme naissant qui, pour l'heure, ne constituait en fait qu'un "faisceau de mécontents".

a) Les "libéraux"

Toujours scindés entre ex-interventionnistes et anciens neutralistes, sonniniens et giolittiens, leurs positions variaient selon les différentes personnalités locales. Une exception: le vieux leader Giolitti, retiré dans son fief depuis 1915, faisait sa rentrée au début d'octobre avec son discours - programme de Dronero qui aurait pu rallier une vaste coalition démocratique de centre-gauche. Sa demande d'une enquête sur les responsabilités de l'entrée en guerre et de la poursuite de cette dernière; son appui à la Société des Nations et sa promesse de couper les dépenses militaires suscitaient l'hostilité de la droite. Son engagement d'instaurer un impôt progressif sur les revenus et successions, un prélèvement exceptionnel sur le capital et les bénéfices, et la nominativité des titres pour éviter la fuite des capitaux, ne pouvait, non plus, lui attirer les faveurs du grand capital.⁶⁸ C'était, en somme, une alliance renouvelée avec le socialisme réformiste qu'il visait.

Giolitti, qui avait pratiquement créé l'appareil administratif de l'Etat italien et, en tant que ministre de l'intérieur, en avait nommé presque tous les préfets, avait néanmoins commencé à perdre un peu le contrôle du processus électoral aux élections de 1913. Les mesures prises par Nitti - instaurer la proportionnelle et le suffrage

vraiment universel et tenir des élections "propres" -, louables en théorie, signifiaient néanmoins que la vieille classe dirigeante courait à la défaite, c'est-à-dire à l'effondrement du système politique traditionnel. Un changement aussi radical augurait mal pour le régime.⁶⁹

b) Le Parti socialiste

Le Parti socialiste était indiscutablement la force politique dominante à la fin des hostilités. Depuis 1917, il avait un oeil fixé sur Moscou - ce qui engendra bien des illusions -, et l'occasion de faire la révolution qu'il avait laissé échapper après la défaite de Caporetto, il croyait pouvoir la retrouver dans l'agitation sociale de 1919-1920.⁷⁰ Il se trouvait cependant handicapé par son "inaptitude à coordonner ses ailes réformiste et révolutionnaire, par un manque d'appui dans le Sud et par son échec à unifier son organisation urbaine et rurale".⁷¹

Les maximalistes prirent la direction du parti en septembre 1918 et se fixèrent comme objectif la "dictature du prolétariat". Mais Serrati et son groupe connaissaient très peu les conditions de la Russie, et ils allaient très tôt se gargariser de rhétorique révolutionnaire au lieu d'offrir aux masses un programme réalisable.⁷² Turati, le leader réformiste, bien que persuadé que la nouvelle direction mènerait le parti à sa perte, se laissa convaincre de ne pas démissionner; d'ailleurs, les modérés continuaient à dominer le groupe parlementaire et les syndicats.⁷³

La paralysie du mouvement socialiste était déjà inscrite dans les résultats de ce congrès.

c) Les "Popolari"

S'il est vrai que l'ascension du Parti populaire fut spectaculaire - moins d'un an après sa formation, il était devenu la deuxième force politique en Italie - il ne surgissait pas du néant, puisqu'il recueillait l'héritage de l'engagement politique officieux de nombreux secteurs catholiques, et surtout du travail de l'Action catholique dans les milieux ouvriers et paysans.⁷⁴ En mars 1918, avec l'approbation du Pape, tous les syndicats d'inspiration chrétienne s'étaient regroupés dans la CIL (Confédération italienne du Travail), laquelle jouissait d'une autonomie "théorique" par rapport à l'Action catholique (le Vatican) et devait entretenir à-peu-près les mêmes liens avec le futur parti démocrate-chrétien que la CGL avec le PSI. En pratique, cependant, cette autonomie était toute relative, car les personnels du Parti et de l'Action catholique se recoupaient et que, dans les villages, le curé était souvent l'agent du PPI et le secrétaire de la ligue paysanne.⁷⁵

Tels étaient les principaux thèmes du programme du PPI: "... législation sociale, réforme du régime fiscal, réforme agraire, décentralisation [création d'un nouveau niveau, la région] une paix juste basée sur les principes wilsoniens de la SDN...; une plus grande liberté dans l'éducation par l'abolition des inégalités [de financement] entre écoles publiques et écoles catholiques; une plus

grande liberté pour les paysans et les travailleurs, par la reconnaissance de l'égalité entre la CIL et les centrales rivales".⁷⁶ En somme, un programme progressiste qui aurait pu permettre une alliance avec les démocrates giolittiens et les socialistes réformistes.

Or, le PPI était affligé de défauts congénitaux. Dès son premier congrès en 1919, il se trouva divisé en trois factions: une aile droite cléricale, une gauche "prolétarienne"; enfin, un centre très majoritaire dirigé par Don Luigi Sturzo, un prêtre sicilien, véritable réformateur de l'Action catholique, qui voulait en faire "le parti du petit": le paysan propriétaire, le petit fermier et le métayer, l'artisan, le boutiquier, le petit industriel et homme d'affaires".⁷⁷ Son caractère polyclassiste l'exposait, en cas de crise majeure, aux dissensions entre conservateurs et réformateurs.⁷⁸ Sa nature confessionnelle, le fait que son secrétaire-général était un prêtre, le rendait vulnérable à un changement d'attitude du Vatican. Benoit XV était un modéré, mais qu'en serait-il du prochain pape? Le PPI insistait sur son caractère démocratique, sur son autonomie, mais pouvait-on blâmer les partis laïques de se méfier, alors que certains chefs de la droite cléricale continuaient à détenir des postes importants dans la nouvelle formation?⁷⁹ La nature ambiguë du PPI devait ainsi l'empêcher de s'allier solidement avec les libéraux progressistes ou avec les socialistes.

d) Les "insatisfaits"

La réintégration de millions d'anciens combattants constituait une entreprise difficile même pour les pays victorieux; officiellement, l'Italie faisait partie du camp des vainqueurs, mais, pour les raisons précédemment énoncées, elle se sentait rejetée dans le camp des vaincus. Une masse d'anciens combattant retournaient à leurs champs ou à leur usine, la plupart avec la haine de la guerre, mais en même temps, ils n'acceptaient pas que leurs sacrifices aient été inutiles.⁸⁰ Ni le Parti socialiste, ni le Parti populaire n'offriront un cadre satisfaisant à cette foule désorientée qui devait affronter des conditions économiques de plus en plus difficiles dans les mois qui suivirent la fin du conflit. Une partie d'entre eux, les "arditi" - "troupes de choc, spécialistes pendant la guerre des coups de main audacieux en première ligne" -, fondèrent une association nationale en janvier 1919. Ils fournirent une part importante des effectifs du premier fascisme et des "legionari" de l'équipée dannunzienne à Fiume.⁸¹

Pour se mettre à la tête de ces insatisfaits, deux hommes vont s'offrir: D'Annunzio, poète célèbre, héros de guerre, qui prêchait un nationalisme métissé d'anarchisme et de syndicalisme révolutionnaire; Mussolini, qui avait fait un an et demie de service militaire, sans grande distinction, et qui, depuis sa rupture avec le PSI en 1914, cherchait sa voie en continuant à publier le "Popolo d'Italia". Bien que dépourvu de sa propre organisation politique, c'était

indiscutablement d'Annunzio qui, des deux, possédait le plus grand prestige.

A cette époque, Mussolini se tenait surtout en contact avec divers groupes d'anciens combattants extrémistes: le "Fascio futurista", le "Fascio di difesa nazionale", les "Volontaires italiens", le "Fascio di resistenza", l'Associazione Arditi", etc.⁸² Le 23 mars 1919, à Milan, il fondait avec une centaine de membres de ces groupes, l'association des "fasci Italiani di Combattimento", noyau originel du fascisme italien. Son programme, qui sera rédigé par Alceste De Ambris, un syndicaliste révolutionnaire de l'UIL, fut publié en juin; c'était un mélange de nationalisme et de radicalisme, conforme à la pensée mussolinienne de cette époque, et idéal pour attirer à la fois les anciens combattants, les interventionnistes "révolutionnaires" et les "syndicalistes."⁸³

Qu'aura été le "diciannovismo"? Une période d'effervescence sur tous les plans: climat international trouble; économie et classes sociales en transformation rapide; forces politiques traditionnelles en pleine décomposition, forces montantes encore incertaines. Pendant ces quelques mois, tout semblait permis, rien n'était assuré. Après que ce vent d'espoirs démesurés aura passé sur l'Italie, il ne restera plus que les dures réalités de l'après-guerre, auxquelles le régime libéral ne saura faire face. C'est ce que nous allons voir de suite.

II - L'épuisement du système parlementaire et l'échec du projet maximaliste.

Les élections de 1919 démontrèrent le peu d'appui que la vieille classe dirigeante détenait encore dans le pays. Elles concrétisèrent une formidable poussée de la gauche et un succès phénoménal des "Populaires." Mais ces résultats produisirent des effets décevants sur le plan parlementaire. Les deux formations politiques qui auraient pu donner des assises solides à un gouvernement progressiste et qui, fortes de l'appui populaire dont elles jouissaient, étaient en mesure d'opérer les réformes nécessaires pour surmonter la crise économique qui se profilait, se neutralisèrent mutuellement et commencèrent à subir le même processus de fragmentation qui affectait le parti "libéral".

La tolérance de Nitti envers certains excès de la gauche, en même temps que son inertie face au défi de D'Annunzio à Fiume; le peu de rigueur, parfois la bienveillance, des autorités locales (préfets, magistrats, policiers, garnisons), envers les violences fascistes qui commençaient à se multiplier, démontraient une diminution de l'autorité du parlement, bref, une perte de pouvoir. Cette crise d'autorité de l'Etat, tenait pour beaucoup au refus du PSI de participer au gouvernement, suite à la décision de la majorité maximaliste de se définir, au Congrès de Bologne (octobre 1919), "comme une force d'opposition inconditionnelle à toute solution "bourgeoise" de la crise. C'est en effet de l'aggravation même de la crise qu'il [le PSI] attendait la réalisation de ses espérances

[l'inévitable révolution]."⁸⁴ Pendant ce temps, le prolétariat allait s'épuiser en luttes désordonnées, en même temps que la bourgeoisie se préparait à contre-attaquer, avec l'aide d'éléments de la petite bourgeoisie, volontaires pour "sauver le pays de la subversion". Sous l'effet de l'aggravation de la crise économique et sociale, le PPI commencera, lui, à se fracturer en ses différents composantes de classe que la "fraternité chrétienne" ne pourra cimenter très longtemps.⁸⁵

Quand la bourgeoisie aux abois fit enfin appel à Giolitti, il était déjà trop tard pour appliquer les vieilles formules réformistes du patriarche de Dronero. Sa tactique de laisser trainer les conflits jusqu'à ce que les parties s'épuisent pour imposer ensuite un compromis, n'était plus acceptable pour le patronat, dès lors qu'il s'agissait d'un principe aussi sacré que le contrôle de ses usines ou, pour les agrariens, du droit de moissonner leurs récoltes. Industriels et bourgeoisie terrienne avaient d'ailleurs commencé à se regrouper en associations pour mieux faire valoir leur point de vue

auprès de l'Etat, et ils songeaient de plus en plus à passer à l'offensive.

Analysons d'abord les élections de 1919 pour comprendre les raisons qui ont empêché la formation d'une coalition solide de centre-gauche. Ensuite, nous pourrons constater l'épuisement de la solution libérale démocratique sous les gouvernements Nitti et Giolitti. Enfin, nous analyserons la paralysie du PSI, qui mènera à sa fragmentation et, éventuellement à sa défaite.

A - Les élections de 1919

Quatre caractéristiques se dégagent du résultat de ce scrutin: les forces politiques identifiées au neutralisme ont connu une augmentation phénoménale: le Parti socialiste était devenu le premier parti en Chambre; le PPI, fondé quelques mois plus tôt, se retrouvait avec une centaine de députés; l'interventionnisme démocratique s'était fragmenté; les libéraux giolittiens avaient été réduits de moitié (de 200 à 91); enfin la vieille droite et l'extrême-droite (Salandra, les agrariens, les nationalistes) ne formaient même pas 10% de la Chambre.⁸⁶ Pour la première fois, le Parlement reflétait vraiment les forces vives du pays et leur humeur qui, contrairement à ce que les socialistes "massimalisti" et une partie de la vieille droite conclurent trop rapidement, visaient une réforme sérieuse des institutions, non leur renversement.⁸⁷

Cependant, la composition de la Chambre allait rendre très difficile la formation d'un gouvernement stable. Pour bâtir une majorité parlementaire, trois options étaient théoriquement envisageables: "socialistes et populaires [avec l'appui de quelques radicaux]; socialistes, démocrates et libéraux; populaires, démocrates et libéraux."⁸⁸ Or, les socialistes, liés par les résolutions de leur congrès de Bologne, s'excluaient eux-mêmes du pouvoir. Les "Popolari", de leur côté, manquaient d'expérience parlementaire et, tiraillés par la diversité de leur base, refusaient de diriger une coalition et posaient des exigences très sévères pour participer au gouvernement. Restait le groupe de Giolitti. Ce dernier, ne pouvait espérer l'appui de la droite interventionniste, ni compter sur celui des socialistes - ce qui aurait provoqué une scission dans leurs rangs -; ni, non plus, sur les "populaires", à cause de leur méfiance mutuelle. De telle sorte que durant l'année et demie qui suivit, les meilleurs dirigeants des forces démocratiques s'épuisèrent à tenter de donner à l'Italie un gouvernement capable d'effectuer les réformes indispensables pour surmonter la crise avec succès.⁸⁹

Une alliance entre socialistes et "Popolari" était-elle possible? Les socialistes avaient obtenu un quasi-monopole des votes ouvriers dans le Nord mais presque rien dans le Sud: "sur les 156 socialistes, 131 [étaient] élus dans l'Italie du Nord..."⁹⁰; c'était en fait les "Popolari" qui, par leur contrôle sur une grande partie des propriétaires ruraux, avaient empêché le PSI d'opérer un balayage dans le Nord et le Centre. Les deux formations auraient pu collaborer, mais elles se méfiaient l'une de l'autre et elles vont plutôt

s'annuler. Effectivement, avec l'effondrement du pouvoir traditionnel, "pendant deux ans, le mouvement socialiste ne trouv[a] contre lui, en dehors de sa propre insuffisance, d'autre adversaire que le nouveau parti. Le PPI...empêch[a] le monopole socialiste dans le domaine syndical, et surtout dans les campagnes; et l'Italie rest[ait] malgré la guerre, un pays essentiellement agraire. Dans la mesure où un "danger bolchevik" a existé en Italie, c'est le Parti populaire qui l'a enrayé.⁹¹

Enfin, seul Giolitti, avec son programme de Dronero, aurait pu rassembler une majorité de centre-gauche, comprenant libéraux progressistes, radicaux, socialistes modérés et populaires de gauche. Mais pour les raisons énumérées plus haut, l'occasion fut perdue et, quand six mois plus tard, on fit finalement appel à lui, la situation économique et sociale s'était considérablement détériorée.⁹² Il fallut donc se contenter de la "solution la moins mauvaise" et ce fut Nitti, soutenu par les Populaires - mais sans participation ministérielle - et avec l'appui des libéraux qui obtint la confiance très mitigée de la Chambre (242 contre 216), alors que le pays s'enfonçait dans la pire crise économique et sociale de son histoire⁹³

B - Nitti et Giolitti; l'épuisement de la "solution libérale"

Quelques exemples permettront de juger de l'ampleur du marasme. Chute de la lire, qui frappait surtout les classes moyennes, mais également le prolétariat, car la dévaluation entraînait une hausse

régulière des prix: 100 francs suisses valaient 130 lires en 1918, 44 en décembre 1920; en prenant les prix de 1913 pour indice (100), on obtenait 451 en juin 1919, 525 en décembre 1920.⁹⁴ Récession générale de l'économie, surtout dans certains secteurs de l'industrie lourde dominés par les deux mastodontes, l'Ilva et l'Ansaldo; reconversion ratée à cause des défauts structurels de l'économie italienne, occasionnant faillites et chômage; diminution des importations (blé, sucre, viande congelée, etc.), qui amena le rétablissement des cartes de rationnement en mars 1920; problème du "prix politique" du pain, que l'Etat, pour éviter les émeutes populaires, subventionnait pour 200 millions de lires par mois à l'été 1919, 500 millions en 1920.⁹⁵ Montée du chômage: 300 000 chômeurs en juin 1920, 500 000 à la fin de la même année etc.⁹⁶

Nitti qui, durant la campagne électorale d'octobre, avait lancé le mot d'ordre "produire davantage et consommer moins", tint parole dès son arrivée à la présidence du Conseil en limitant les hausses de salaires et en augmentant les impôts. Quant à produire davantage, comment y parvenir dans le contexte de fermeture des marchés étrangers, de manque d'énergie et de matières premières, et de l'exigüité du marché encore aggravé par les mesures anti-inflationnistes du gouvernement? En somme, les deux volets de son programme s'annulaient.⁹⁷

Les résultats sur le plan social ne se firent pas attendre: une vague de grèves déferla sur l'Italie durant les trois premiers mois de 1920, que le gouvernement n'arriva pas à juguler. Malgré la création d'une garde royale pour le maintien de l'ordre public,⁹⁸ l'Etat toléra parfois l'établissement de véritables 'doubles pouvoirs', cédant même à

l'occasion le contrôle du ravitaillement aux coopératives socialistes du Nord et du Centre, et permettant en même temps que des officiers en uniforme participent à des manifestations nationalistes et fascistes. Un des aspects les plus inquiétants de cette période, fut la constitution, au début de 1920, de groupes de volontaires [les "Ligues anti-bolchevistes"], qui se donnaient pour mission de lutter contre la subversion et de maintenir en marche les services publics"⁹⁹ Face à la faiblesse de l'Etat, les classes moyennes, exaspérées par les grèves et sentant l'imminence d'une révolution de type bolchévique - que leur faisait entrevoir le discours millénariste des maximalistes - commençaient à se mobiliser pour défendre la "loi et l'ordre".

Cette peur peut seule expliquer le retour au pouvoir de Giolitti en juin, après la chute de Nitti: "depuis mars, les dirigeants de la puissante Confindustria appel[aient] de leurs vœux un gouvernement dirigé par le chef du libéralisme de gauche..."¹⁰⁰ Sa solution aux problèmes de l'Italie: un retour au système d'avant la guerre, basé sur une alliance avec les socialistes réformistes. Sans difficultés, il fit approuver toute une série de mesures législatives progressistes, découlant de son programme de Dronero de l'année précédente, additionné de quelques concessions aux "Populaires" (meilleur statut pour les écoles confessionnelles et les syndicats catholiques). De délai en délai, à cause du refus de PSI et du PPI de l'appuyer solidement, ces lois ne furent jamais mises en oeuvre.¹⁰¹ Sur ces entrefaites, la crise sociale devait prendre un tour plus dramatique, là même où la classe ouvrière était la plus militante et où les affrontements se multipliaient entre patrons et ouvriers depuis 1917.

Après une grève générale, en mars qui, commencée dans l'industrie automobile s'était étendue à tout le Piémont et épuisée d'elle-même au bout de quelques jours par manque d'appui de la CGI et du PSI, il était à prévoir que les négociations pour le renouvellement des contrats, qui commençaient en mai, seraient très ardues.¹⁰² Les industriels étaient décidés à maintenir la ligne dure: "jusqu'à présent nous avons toujours cédé; maintenant - décl[raient]-ils - cela va changer; et nous commençons par vous."¹⁰³ Cette déclaration indiquait que le vent avait commencé à tourner et qu'après un an et demie de désorientation, les capitalistes étaient prêts à passer à la contre-offensive. De grève perlée en lock-out, à la fin août, la direction de la Fédération des Ouvriers Métallurgistes (FIOM), ordonna l'occupation des usines. Dans les jours qui suivirent, le mouvement s'étendit à toute l'Italie, jusqu'à ce que 500 000 ouvriers soient impliqués.¹⁰⁴

Fidèle à sa vieille tactique, comme en 1904, Giolitti choisit de temporiser et d'attendre que les parties s'épuisent pour se présenter à la fin avec un compromis. Divisés sur la conduite à suivre - considérer la grève comme un simple conflit ouvrier ou comme un tremplin pour la révolution -- les dirigeants de la CGL et du PSI décidèrent en fin de compte qu'il s'agissait d'une question syndicale. La centrale posa cependant comme condition de retour au travail, la reconnaissance des "conseils d'usine", que Gramsci et son groupe de l'"Ordine Nuovo" considéraient comme l'embryon des futurs "soviets" italiens. Lâchés par leur centrale et le parti, les ouvriers n'eurent d'autre choix que d'évacuer graduellement les usines au bout de près d'un mois d'occupation.

L'accord final, qui comprenait une hausse de salaire et la reconnaissance de principe des "conseils", donnait l'apparence d'une victoire ouvrière, alors qu'il constituait une deuxième défaite en six mois pour les travailleurs.¹⁰⁵ Malgré ce qui était, au fond, une victoire pour elle, la bourgeoisie avait subi un "choc psychologique violent, et elle reproch[ait] au gouvernement de ne pas l'avoir défendu. Elle [allait] se tourner désormais vers des solutions extra-légales pour briser la vague révolutionnaire"¹⁰⁶

Sur ces entrefaites, dans la campagne, se déroulait un conflit qui, bien que moins connu que celui de l'occupation des usines, aura eu sans doute des conséquences encore plus graves pour l'avenir. Il s'agissait de l'affrontement entre la "Fédération des travailleurs de la Terre" et l'association des propriétaires terriens la plus militante, celle de la province de Bologne. Suite au refus des agrariens de signer, en octobre 1919, des contrats individuels plutôt qu'un contrat collectif avec la Federterra - ce qui les auraient placés dans une position d'infériorité - toute la production agricole fut paralysée à partir de mai 1920. Les récoltes pourrèrent dans les champs, et le 25 octobre, les propriétaires durent signer une entente qui accordait aux syndicats paysans l'essentiel de leurs demandes.¹⁰⁷ Dans ce cas également, la bourgeoisie serra les dents et se promit d'avoir sa revanche.

D'ailleurs, l'automne 1920 marqua le début du reflux de la "vague rouge" dans toute l'Europe. En Italie, aux élections locales de novembre, le "Bloc national" (libéral - conservateur - nationaliste)

captura, avec un programme de "loi et d'ordre", une majorité des provinces et communes.¹⁰⁸ Quant au fascisme qui, "jusqu'à la fin de l'été 1920 demeur[ait] un petit groupe d'agitateurs faisant usage de la violence et du gourdin ("manganello") mais ne disposant d'aucune assise populaire"¹⁰⁹, c'est justement à l'automne 1920, avec l'épuisement du mouvement révolutionnaire, qu'il va commencer à prendre son essor.

C - Grandeur et décadence du PSI

A la fin de la guerre, le Parti Socialiste était la première force politique en Italie. Avec les 2 000 000 de membres de la CGL qui lui étaient associés, sa chaîne de coopératives et ses ligues paysannes, le PSI constituait un formidable levier pour le progrès économique et social des classes populaires. En 1917, il s'était donné un programme réformiste qui aurait pu faire de lui l'axe d'une coalition démocratique lui permettant de continuer le travail d'élargissement de la société politique italienne, déjà entrepris par Giolitti, et même de le compléter par les réformes indispensables pour réduire les écarts entre les classes sociales et les régions du pays.

Cependant, l'inspiration de la Révolution russe et le désir généralisé de balayer un régime qui avait entraîné le peuple italien dans la guerre et la défaite de Caporetto, tout cela avait stimulé les éléments radicaux dans le Parti, assuré leur victoire au congrès de 1918, et amené l'abandon du programme de 1917, en échange de la lutte à finir contre le capitalisme et l'établissement de la dictature du prolétariat.¹¹⁰ Le climat d'agitation sociale de 1919, et les succès

électoraux socialistes de la fin de cette année-là devaient les encourager à poursuivre cette stratégie.¹¹¹ et à rejeter toute velléité d'alliance avec les éléments progressistes de la petite-bourgeoisie.

Ce révolutionnarisme était d'ailleurs tout verbal: le chef du maximalisme, Serrati, "atten[dait] la révolution de la décomposition pure et simple de l'Etat bourgeois."¹¹² Sa conception catastrophiste de l'écroulement presque "naturel" du capitalisme, l'amenait à négliger les tâches d'organisation pour la prise du pouvoir au profit de l'agitation et de la propagande. Ainsi, se contenta-t-il d'encourager la vague de grèves et d'occupations de terres, sans la canaliser ni l'encadrer.¹¹³ Cette tactique du "tout ou rien", laissait de côté la réalité de vingt-cinq ans de socialisme italien:

"... les cadres agissants du socialisme étaient rompus à une tactique réformiste et légalitaire et non à une action destructrice des structures de l'Etat. Députés, maires, dirigeants des coopératives et des ligues agraires, militants syndicalistes qui étaient toute la force du

socialisme italien, ne constituaient pas ce groupe de révolutionnaires professionnels que Lénine avait fait naître en Russie."¹¹⁴

Des 156 députés socialistes élus en 1919, 100 siégeaient pour la première fois en Chambre. Inexpérimentés, grisés par le 'diciannovismo', il n'étaient pas là pour contribuer à gouverner le pays, mais pour accélérer la crise du régime. Le groupe réformiste, Turati en tête, aurait bien voulu se rapprocher des éléments progressistes chez les libéraux et les Popolari, mais ils en étaient empêchés par la crainte d'une scission. Cette dernière aura lieu quand même, au congrès de Livourne de janvier 1921 - qui donna naissance au PCI - en réaction à l'abandon par la direction du parti du mouvement d'occupation des usines. Le PSI en sortit affaibli, alors que refluit la vague révolutionnaire, et que se déclenchait la violence fasciste, face à laquelle il se trouvera désarmé.

Comment expliquer cette paralysie du Parti socialiste? Une grande partie de ses problèmes furent sans doute le résultat de son succès trop rapide et du climat d'euphorie créé par la Révolution russe, qui lui fit mettre de côté un programme réalisable, au profit du rêve d'une révolution qui "se ferait d'elle-même."¹¹⁵ Les socialistes, et tout le mouvement populaire avec eux, devaient payer chèrement leur refus d'appuyer par une participation au gouvernement de Rome, les importantes conquêtes qu'ils avaient accomplies depuis un quart de siècle; ainsi, dans moins de deux ans, il verraient détruire ce que des générations de militants dévoués avaient réussi à construire.

Conclusion

Ainsi, en deux ans, tous les espoirs de l'après-guerre s'étaient-ils évanouis. Le vieux "libéralisme" s'était effondré, et trop de rancœurs et de divergences séparaient ce qui restait d'éléments démocratiques pour que se reconstitue l'ancienne alliance giolittienne. Les deux "forces neuves", les "Popolari" et les "Massimalisti", n'avaient pu former le noyau d'un nouveau "bloc": les premiers, à cause de leurs divisions internes; les seconds, prisonniers d'une conjoncture où ils ne pourront ni faire la révolution, ni appuyer une solution reformiste. Les deux principaux protagonistes sociaux, la bourgeoisie et la classe ouvrière, s'étant mises hors de combat, un troisième, la petite-bourgeoisie, va entrer en jeu à partir de l'automne 1921 et mener le fascisme au pouvoir en tout juste deux ans.

NOTES

Chapitre 2 - Le "biennio rosso" ("les années rouges"), 1919-1920

1. Paolo Farnetti, Social Conflict, Parliamentary Fragmentation, Institutional Shift and the Rise of Fascism, in Linz et Stepan, eds., vol. 2 "Europe", pp. 3-4
2. Gaetano Salvemini, The Origins of Fascism, Harper and Row, New York 1973, p. 121. Un des protagonistes du drame, en tant que socialiste indépendant, ce grand historien fut forcé de s'exiler par le fascisme; établi aux Etats-Unis, il devint l'un des animateurs de la résistance intellectuelle à la dictature de Mussolini
3. Lyttelton, op.cit., p. 30
4. Robert Paris, Les origines du fascisme, Flammarion, Paris, 1968, p. 56. Désormais, Paris I.
5. Pierre Milza et Serge Bernstein, Le fascisme italien (1919-1945), Seuil, Paris, 1980, p. 6. Désormais, Milza et Bernstein II
6. Ernst Nolte, Le fascisme dans son époque, tome 2, Le fascisme italien, Julliard, Paris 1970, p. 92
7. Tasca, op.cit., p. 59
8. Milza et Bernstein II, pp. 44-45; Seton-Watson, op.cit., pp. 527-536.
9. Milza et Bernstein II, p. 46; Paris I, p. 55
10. Tasca, op.cit., p. 59
11. Salvemini, op.cit., p. 200
12. Nolte, op.cit., p. 81
13. Linz, op.cit., p. 43
14. Lyttelton, op.cit., p. 31; Seton-Watson, op.cit., p. 537
15. Milza et Bernstein II, p. 48; Seton-Watson, op.cit., p.540
16. Milza et Bernstein II, ibidem
17. Ibid., p. 54

18. Farnetti, op.cit., p. 16
19. Milza et Bernstein I, p. 235
20. Tasca, op.cit., p. 77
21. Robert Paris, Histoire du fascisme en Italie, vol. 1, Des origines à la prise du pouvoir, Maspero, Paris, 1962, p. 120. Désormais, Paris II.
22. Seton-Watson, op.cit., p. 537; Lyttelton, op.cit., p. 31
23. Ibid., p. 33; Milza et Bernstein II, p. 75; Farnetti, op.cit., p. 16
24. De Grand I, p. 22; Maier, op.cit., p. 9-11; Seton-Watson, op.cit., p. 519
25. Farnetti, op.cit., p. 4
26. Milza et Bernstein II, p. 68
27. Maier, op.cit., p. 6
28. Poulantzas, op.cit., pp 132-133
29. Ibidem
30. Ibid., p. 134
31. Maier, op.cit., pp. 24-28
32. Ibid., p. 9
33. Farnetti, op.cit., p. 9
34. Seton-Watson, op.cit., pp. 520-521
35. Salvemini, op.cit., p. 182; De Grand I, p. 27
36. Milza et Bernstein II, p. 68
37. Seton-Watson, op.cit., p. 519
38. Milza et Bernstein II, p. 68
39. De Grand II, p. 24; Poulantzas, op.cit., pp. 229-230; Tasca, op.cit., p. 438
40. Tasca, op.cit., p. 44
41. Adrian Lyttelton, Italian Fascism, in Laqueur, op.cit., pp. 129-130

42. Maier, op.cit., p. 311
43. Farnetti, op.cit., p. 15
44. Paris II, pp. 231-232
45. Salvemini, op.cit., p. 162; Poulantzas, op.cit., p. 304
46. Farnetti, op.cit., p. 15
47. Seton-Watson, op.cit., p. 521
48. Milza et Bernstein II, pp 66-67; De Grand I, p. 24; Poulantzas, op.cit., p. 322
49. Milza et Bernstein II, p. 66
50. Maier, op.cit., p. 48
51. Milza et Bernstein II, p. 68
52. Ibid., p. 65
53. Salvemini, op.cit., p. 182; De Grand I, p. 27
54. Webster, op.cit., p. 51
55. Lucchini, op.cit., p. 94
56. Ibid., p. 96
57. Ibid., p. 97
58. Ibid., p. 102
59. Ibidem
60. Ibid., pp. 102-103
61. Ibid., p. 105; Poulantzas, op.cit., pp. 275-276
62. Lucchini, op.cit., pp. 105-106
63. Ibid., p. 107
64. Linz, op.cit., p. 56
65. Lucchini, op.cit., p. 107
66. Ibid., p. 106
67. Milza et Bernstein II, pp. 73-75; Seton-Watson, op.cit., p. 541

68. Milza et Bernstein II, p. 76
69. Seton-Watson, op.cit., p. 549; Maier, op.cit., p. 128
70. Seton-Watson, op.cit., p. 511
71. De Grand II, p. 23
72. Tasca, op.cit., p. 43; Poulantzas, op.cit., pp. 237-238
73. Seton-Watson, op.cit., p. 511
74. Ibid., p. 512; Milza et Bernstein II, p. 159
75. Seton-Watson, op.cit., p. 513
76. Ibidem
77. Ibid., p. 514
78. Milza et Bernstein II, p. 158; Webster, op.cit., p. 62
79. Salvemini, op.cit., p. 144
80. Seton-Watson, op.cit., p. 515
81. Milza et Bernstein II, p. 43.
82. Seton-Watson, op.cit., note pp. 517-518
83. Ibid., pp 517-518; Paris II, p. 212; Nolte, op.cit., pp 94-95. 98-100; Tasca, op.cit., p. 60; De Grand II, pp 29-30; sur l'influence des idées syndicalistes, cf. Poulantzas, op.cit., pp 168-170
84. Milza et Bernstein II, p. 75
85. Webster, op.cit., p. 64
86. Farnetti, op.cit., p. 10
87. Seton-Watson, op.cit., p. 550
88. Tasca, op.cit., p. 81
89. Ibid., p. 11
90. Ibid., p. 81
91. Ibid., p. 84
92. Milza et Bernstein II, p. 78; Lyttelton, op.cit., p. 33

93. Milza et Bernstein II, p. 79
94. Paris II, pp. 255-256
95. Ibid., pp. 256-257; Seton-Watson, op.cit., p. 551
96. Milza et Bernstein II, p. 80
97. Ibidem; Seton-Watson, op.cit., p. 551
98. Romano, op.cit., p. 175
99. Milza et Bernstein II, p. 79
100. Ibid., pp. 81-82
101. Maier, op.cit., p. 184
102. Seton-Watson, op.cit., p. 563; Tasca, op.cit., p. 96
103. Ibid., p. 102
104. Ibid., p. 103; Seton-Watson, op.cit., p. 564
105. Ibid., pp 564-565; Milza et Bernstein II, p. 82; Tasca, op.cit., pp 104-106
106. Milza et Bernstein II, p. 82
107. Seton-Watson, op.cit., p. 566
108. Ibid., p. 568
109. Milza et Bernstein II, p. 97
110. Ibid., p. 147
111. Ibid., p. 149
112. Ibidem
113. Poulantzas, op.cit., p. 238; Paris II, p. 173; De Grand I, p. 24
114. Milza et Bernstein II, p. 150
115. Poulantzas, op.cit., p. 238

Chapitre 3 - L'avènement du fascisme (1920-1922)

Quand, à la fin de l'automne 1922, ayant réussi - du moins le croit-il - à régler les graves crises sociales qu'avaient constitué le mouvement d'occupation des usines, et le renouvellement des contrats entre agrariens et travailleurs de la terre, Giolitti arrive également à crever l'abcès de Fiume et à négocier un traité d'amitié avec les voisins de l'Italie, il a de bonnes raisons de penser qu'il pourra maintenant s'attaquer aux problèmes économiques et à la crise des institutions. Déçu par le refus des socialistes de participer à son gouvernement, et voyant que la gauche est de toute façon trop désunie pour constituer un partenaire fiable, il lorgne de côté de la droite, victorieuse aux élections municipales, pour appuyer son programme de reconstruction nationale. Plutôt satisfait du recul de la gauche, il espère que les réformistes, ses alliés naturels, profiteront de l'occasion pour rompre avec les extrémistes et se rendre ainsi disponibles pour la reconstitution éventuelle d'une coalition de centre-gauche¹

Il a compté sans un phénomène tout-à-fait nouveau: le déferlement de la violence fasciste dans les campagnes du nord et la destruction, avec une vitesse et une facilité surprenante, de tout un réseau de "ligues" et de coopératives socialistes qu'il avait lui-même contribué à mettre en place. Sa réaction devant la montée du fascisme sera de tenter avec ce dernier ce qu'il avait réussi avec les socialistes vingt ans plus tôt, c'est-à-dire de l'attirer par la promesse d'une participation au pouvoir, pour ensuite le "transformer" en un élément

de son système. Cependant, il faisait alors face à un mouvement beaucoup plus intransigeant et déterminé que ceux qu'il avait réussi à dompter durant sa longue carrière. Incapable de continuer à gouverner après des élections précipitées, il assistera durant les dix-huit mois qui suivirent à l'effondrement du régime parlementaire et à l'arrivée au pouvoir de ce qui n'était, moins de deux ans auparavant, qu'un assemblage hétéroclite d'éléments insatisfaits des classes moyennes et autres marginaux, mené par un ancien chef socialiste radical, converti à l'interventionnisme.

Dans ce dernier chapitre, nous tenterons d'expliquer cette étonnante réussite. Primo, nous examinerons l'offensive fasciste dans les campagnes du nord de l'Italie et les raisons de sa victoire contre le mouvement ouvrier et la gauche. Ce faisant, nous analyserons les origines, le discours, les bases sociales et les méthodes de ce nouvel acteur politique. Secundo, nous examinerons l'approfondissement de la paralysie parlementaire et la fragmentation des formations politiques traditionnelles. Tertio, nous constaterons le déclin des socialistes, consécutif à leur défaite sur le terrain, et la dislocation du Parti populaire, inévitable en situation de crise à cause de la variété d'intérêts qu'il prétendait représenter. Quarto, nous verrons la transformation du fascisme en parti, son entrée dans le système politique pour le subvertir, son emploi combiné de la violence et de la légalité pour s'imposer comme force de rechange. Finalement, nous verrons la réduction de l'arène politique, la dérive vers l'autoritarisme, l'obtention graduelle par le fascisme de la complicité - au moins de la neutralité - des principales forces

économiques et institutionnelles du pays: certains secteurs de la grande et moyenne bourgeoisie, la droite "libérale", de nombreux intellectuels, magistrats, autorités locales, l'Armée, le Vatican, la Couronne.

1 - La nature et la croissance du mouvement fasciste (1919-1922).

La vraie naissance du "fascisme", tel que nous l'entendons aujourd'hui, n'a pas eu lieu le 23 mars 1919 à Milan, mais "dans d'innombrables communes à travers l'Italie rurale entre l'automne 1920 et le printemps 1921"² Le "premier fascisme" était arrivé à survivre au fiasco des élections de 1919 uniquement en participant à l'agitation nationaliste autour de Fiume, et en parasitant les luttes sociales, tout en attaquant en même temps les militants syndicaux et socialistes qui les dirigeaient.³ Mais à partir de l'été 1920, avec l'aggravation de la crise économique et la multiplication des affrontements entre travailleurs et patrons, une alliance commença à se former avec la bourgeoisie, qui percevait les signes d'épuisement et de reflux de la vague révolutionnaire de l'après-guerre et, incertaine de la capacité du gouvernement à en prévenir la relance, se préparait à passer à l'offensive contre le mouvement ouvrier et paysan.

Cette alliance se concrétisera d'ailleurs sur le terrain politique par la participation des fascistes aux élections municipales d'octobre "sur les listes du "bloc constitutionnel" formé par les partis du gouvernement."⁴ Les "fasci" commencèrent également à trouver des sympathies dans l'armée et auprès des autorités locales. Et, après la

faillite de l'entreprise de D'Annunzio à Fiume, Mussolini "[recueillit] l'héritage du courant nationaliste et [récupéra] la clientèle d'"arditi" et d'anarcho-syndicalistes qui s'étaient rassemblés autour du 'commandante'⁵ Les attaques systématiques contre les journaux socialistes et les bourses de travail débutèrent également à l'automne 1920. Combinant le nationalisme et l'anti-bolchévisme, dans le Nord-Est, les "squadre" fascistes se lancèrent dans des actions répressives "à la fois contre les socialistes et les minorités slaves."⁶ Les effectifs du mouvement se mirent à se multiplier: de 31 "fasci" et 870 membres qu'il comptait en décembre 1919, il passa à la fin de 1920, à 81 "fasci" et plus de 20 000 membres.⁷

Mais c'est au cours des premiers mois de 1921, grâce au mouvement de réaction des agrariens contre les ligues paysannes, sorties victorieuses de la grève d'octobre 1920, que le mouvement s'affirma dans ce qui devint le "deuxième fascisme" ou fascisme agraire. Au cours d'expéditions armées "formées d'étudiants, de petits professionnels des villes et de fils de propriétaires terriens, de fermiers et de gérants de fermes"⁸, d'abord dans la province de Ferrare, puis de Bologne, des Marches, de la Romagne, de l'Emilie, de la Toscane et de l'Ombrie, les escouades fascistes brûlaient les locaux des "ligues" et du Parti socialiste, rossaient leurs dirigeants à coup de gourdins ("manganello"), et leur administraient des doses massives d'huile de ricin (sans doute pour les délivrer de leurs "idées subversives")⁹

C'est Tasca qui a le mieux décrit cette véritable "guerre civile" qui, selon ses estimés, se solda durant les premiers six mois de 1921,

par la destruction de "119 bourses de travail, 107 coopératives et 83 bureaux de ligues paysannes".¹⁰ Cette offensive était financée par les grands propriétaires terriens ou par les industries reliées à l'agriculture, comme le raffinage du sucre.¹¹ Elle se poursuivait dans l'inaction des autorités locales, quand ce n'était pas avec leur complicité¹² Le fascisme, que son fondateur Mussolini avait conçu comme un mouvement urbain, trouva ainsi son deuxième souffle dans la campagne du Nord, et se transforma au cours de l'année 1921, en un mouvement de masse. A l'automne de cette année-là, il comptait 836 "fasci" et environ 250 000 membres.

Désarçonnés par cette offensive de caractère militaire, le "mouvement ouvrier et socialiste... paralysé par sa crise intérieure. [devait] lutter en même temps contre l'armée fasciste, contre une bourgeoisie industrielle et surtout agrarienne décidée à prendre sa revanche, et contre l'Etat, dont les organes périphériques collabor[aient]... au succès de l'action fasciste".¹⁴

Quelle était la composition sociale de ce mouvement? Dans une série d'essais publiés entre 1921 et 1923 par R. Mondolfo, des représentants des principaux partis politiques invités à décrire les militants fascistes se montrèrent d'accord que "le fascisme était un mouvement des classes moyennes, de la petite bourgeoisie et des "déclassés", dans lequel le rôle des jeunes officiers démobilisés et des étudiants revêtait une grande importance."¹⁵ C'est ce qu'avait également démontré une enquête effectuée auprès de 150 000 des 200 000 membres du Parti à la veille de son troisième congrès en

novembre 1921. Néanmoins, il n'existe encore que des études régionales sur les bases sociales du fascisme et, comme dit Lyttelton, puisque les classes moyennes formaient "l'épine dorsale" de ce mouvement, "jusqu'à ce que nous ayons étudié leur structure, leurs niveaux de revenus et les effets de l'inflation, leurs allégeances politiques antérieures, l'analyse du fascisme sera privée d'une dimension importante."¹⁷

Reprenons certaines des caractéristiques du fascisme "générique" établis dans notre introduction (pages 3-5) pour tenter d'expliquer le pouvoir d'attraction de ce mouvement auprès de ce secteur de la population italienne.

Combinant le nationalisme à l'italienne (mélange de populisme et d'impérialisme) avec l'emploi de la violence¹⁸, au contraire des deux idéologies "internationalistes", le libéralisme et le socialisme qui d'après lui, se livrent une lutte "égoïste" pour promouvoir leurs intérêts de classe, le fascisme prétend placer au-dessus de tout le bien de la nation. Les militants du parti, une nouvelle élite, sous la conduite de leur chef, le "Duce", s'offrent pour remplacer une classe dirigeante décadente, manquant de la volonté et de l'énergie nécessaire pour mettre à la raison les ennemis intérieurs et extérieurs de l'Etat, et soutiennent avoir la compétence et surtout le "crédit moral" pour diriger le pays sur le chemin du progrès matériel et de la grandeur. Le fascisme n'est pas un conservatisme, il ne prône pas un retour à une société pré-industrielle; au contraire, il est productiviste, et une des raisons pour lesquelles il aspire au pouvoir, c'est qu'il se fait fort, en

ramenant l'ordre et la discipline dans le pays, de délivrer ce dernier de l'humiliation du sous-développement¹⁹

A des individus et groupes sociaux isolés et mal intégrés, "[il] promet une intégration au-delà des nombreux et immédiats intérêts (sic)"²⁰ Par son caractère autoritaire et ses visées totalitaires, il rejoint un aspect fondamental de la mentalité des anciennes classes moyennes, c'est-à-dire la tendance "à vouloir imposer leurs propres valeurs en considérant qu'elles sont les seules à être représentatives."²¹

Qu'est-ce qui explique la rapidité avec laquelle ce mouvement s'est développé? Lucchini considère le fascisme comme un nouveau type d'intégration sociale. Dans une situation de changement rapide des structures sociales, il se tourne contre les tensions provoquées par ces changements et non contre la structure globale elle-même (le système économique-social); une mobilisation synchronique des groupes qui se sentent menacés peut se réaliser par la contestation radicale des manifestations des changements (perte de statut, chômage, désordres sociaux, menaces à la propriété, etc.):

"Le nouveau type d'intégration du système social est donc caractérisé par le dépassement de la polarisation des forces sociales grâce à [cette mobilisation qui] est rendue possible par [cette contestation et] l'utilisation en tant qu'agent [de cette dernière] du Volk ou de la Nation projetés dans la personne du Führer ou du Duce."²²

La deuxième phase de cette mobilisation consiste à se servir de la "défense" de la nation pour justifier la "déviance" de la première

phase (contestation violente des changements), pour la dépasser et en venir à considérer que "C'est l'ensemble des institutions sur lesquelles se base la société politique et les représentants de ces institutions qui... deviennent déviants. Dès que ce stade de la deuxième phase de la mobilisation est atteinte, les portes pour la conquête du pouvoir total sont ouvertes."²³

Une fois que ces différents groupes sont entrés "en résonance" le mouvement fasciste peut se développer comme force politique et dans ce processus, deux éléments sont importants:

"Le premier, la monopolisation de l'espace à droite de l'alignement politico-idéologique au moyen de l'anti-socialisme... Le deuxième, l'entrée du fascisme dans le mouvement social, qui résulte de la convergence entre les classes propriétaires et les classes acquiescentes [capitalisme rentier et capitalisme industriel] .. Cette deuxième phase est aussi appelée fascisme agraire... Le processus de monopolisation d'un espace politique implique deux tâches: l'identification précise d'un ennemi constant et l'aggrégation et l'hégémonisation d'amis et d'alliés".²⁴

Dans le cas du fascisme, malgré les accents "gauchistes" du programme de 1919 -où le mouvement était encore à la recherche d'un espace politique - l'ennemi a été sans nul doute le socialisme. Les amis et alliés, les nationalistes et anciens combattants d'abord, ensuite les agrariens, puis, dans la phase de montée au pouvoir, les industriels, l'armée, le Vatican, la Couronne.

2 - L'échec de Giolitti: les élections de 1921

L'erreur du vieux chef d'Etat, aura été de laisser s'exercer la violence fasciste, avec l'idée de dissoudre le parlement et d'incorporer les fascistes dans le Bloc national. Une fois en Chambre, pensait-il, ils feront comme les autres politiciens, ils perdront graduellement leur radicalisme et, en s'intégrant dans le système, ils ne risqueront plus de vouloir le renverser. Cette attitude va permettre à ce mouvement de continuer à étendre son emprise, en détruisant les organisations populaires et en encadrant, dans ses propres syndicats, les travailleurs agricoles qui, désespérés, se mettaient sous sa protection pour obtenir du travail.²⁵

Encouragé par les élections de 1920, qui devraient donner une bonne leçon aux socialistes, et satisfait de son bilan à l'intérieur comme à l'extérieur, Giolitti, sous le prétexte de permettre aux régions libérées du Trentin et de la Vénétie Julienne d'envoyer des représentants à Rome pour la première fois, décide de dissoudre la Chambre et de tenir des élections générales le 15 juin. Malgré le scrutin proportionnel, il était confiant que sa maîtrise du processus électoral lui permettrait de ramener un parlement plus "gérable" que celui de novembre 1919. Dans son "bloc national" il invita des libéraux, des démocrates, des nationalistes, des catholiques et même des fascistes: tous ceux qui pourraient lui être des alliés utiles dans la nouvelle chambre. La plupart acceptèrent; seuls les Populaires, très hostiles à Giolitti, décidèrent de se présenter seuls.²⁶

Les résultats, tout en confirmant le déclin des socialistes, ne modifia vraiment pas le rapport de forces entre les "constitutionnels", les "Popolari" et la gauche.²⁷ Le scrutin avait été conduit sous le signe de la violence, celle de l'appareil gouvernemental dans le Sud, et celle des fascistes dans le Nord. Les socialistes en devinrent évidemment les principales victimes, mais les "Popolari" et même les démocrates n'en furent pas exemptés.²⁸ En acceptant les fascistes comme alliés, Giolitti s'aliénait définitivement les démocrates de toutes nuances, spécialement les socialistes réformistes et minait encore plus un régime déjà vacillant.²⁹ Les candidats du Bloc national obtenaient 105 sièges, la droite "libérale" 43, les groupes "démocrates", 108; les Popolari augmentaient leur nombre de 100 à 108; les socialistes baissaient de 156 à 123 (par contre les communistes faisaient leur entrée avec 15); enfin, les fascistes, Mussolini en tête, entraient en Chambre avec 35 députés.³⁰ Ces derniers se mirent immédiatement à la tâche de s'assurer que le Parlement ne fonctionnerait pas, du moins pas contre eux.

L'impossibilité d'une coalition autour du "bloc national" devint très tôt évidente. Malgré la perte d'un demi-million de voix, les socialistes considérèrent que "le prolétariat italien avait enterré la réaction fasciste sous une avalanche de bulletins de votes rouges"³¹ Rassurés par leur victoire électorale, ils adoptèrent une position attentiste: "La Révolution était impossible; la position alternative de collaborer avec les non-socialistes pour renforcer la

démocratie serait une trahison du socialisme."³² Les réformistes de Turati, sur le point d'être expulsés par la majorité maximaliste, n'arrivaient quand même pas à se résoudre à s'allier avec un homme qui s'était rendu coupable de complicité avec la violence fasciste. Les Populaires, de leur côté, lui retirèrent leur appui, déçus qu'ils étaient de ne pas avoir obtenu, en échange de leur collaboration à l'ancien gouvernement, la concrétisation de ses promesses concernant la réforme scolaire (consacrant l'égalité des écoles catholiques avec les écoles laïques) ainsi que la reconnaissance du statut égal de leur centrale syndicale (la CIL) avec celle des socialistes (la CGL). Car ils avaient été laissés complètement en dehors des accords qui avaient suivi l'occupation des usines.³³

Mais ce qui rendait vraiment impossible la formation d'un gouvernement par Giolitti, c'étaient les divisions à l'intérieur du Bloc national lui-même; en butte à l'hostilité persistante de la vieille droite, il devait compter également sur l'opposition grandissante de Nitti, reflet politique de la rivalité des fractions du moyen capital bancaire auxquelles chacun d'eux était lié.³⁴ Même les fascistes, à qui Giolitti avait pourtant permis d'acquérir la "respectabilité parlementaire", ne lui en tinrent nullement gré: s'asseyant à l'extrême-droite de la Chambre (c'est le premier chef de parti qui ose le faire depuis l'existence du parlement), Mussolini lance des déclarations républicaines et, pour semer la confusion, commence à "faire des allusions à une possible coalition fasciste-socialiste-populaire". [sic]³⁵ N'obtenant que 34 votes sur 434 pour son programme de gouvernement, Giolitti se

retire a la fin de juin. Avec lui s'en va la dernière chance d'une solution démocratique à la crise.

3 - Le déclin du socialisme et des "Popolari".

A partir de l'été 1921, la déroute de la gauche s'accroît, et les "populaires", autant que les socialistes commencèrent à être affectés du même mal que les "libéraux", c'est-à-dire la "rupture du lien entre représentants et représentés", une des caractéristiques du procès de fascisation. Les clientèles ne se reconnaissent plus dans les représentants qu'elles ont élus, elles commencent à se "mettre à leur propre compte", à rechercher des réponses extra-parlementaires à leurs problèmes et on voit même les idéologues de ces formations commencer à dénigrer l'institution qui est censée représenter leurs intérêts au niveau politique. Le parlement perd alors toute crédibilité et n'exerce presque plus d'autorité sur la société civile et les institutions: il devient inutile.³⁶

Parallèlement à la montée du fascisme, s'accroît le déclin des socialistes et des organisations ouvrières: le PSI comptait 216 000 membres en 1920, 106 000 en 1921 et 74 000 en 1922; le syndicalisme agricole "rouge", voyait ses effectifs fondre de 800 000 en 1920 à 300 000 en 1922. Pendant ce temps, les fascistes, partis de rien en février 1921, se retrouvaient avec 45 000 travailleurs dans leurs "syndicats".³⁷

Entretiens, dans son effort pour acquérir la respectabilité et se distancier des violences squadristes, Mussolini avait pris l'initiative d'un "Pacte de pacification" entre socialistes et fascistes, qui fut signé au début d'août sous le patronage du premier ministre Bonomi (les Populaires avaient été invités mais ils ne voulurent pas se compromettre). C'était évidemment une manoeuvre de diversion, pour enlever le momentum à ce qui semblait un ressaisissement du mouvement ouvrier. En effet, au début de juillet, lors d'une première manifestation du Comité de défense prolétarienne, une nouvelle milice populaire, les "arditi del popolo", avait fait son apparition lors même qu'était signée par "toutes les organisations ouvrières", [un] Pacte d'alliance prolétarienne. Le "Pacte de pacification" entre socialistes et fascistes ne sera jamais respecté, les autorités gouvernementales ne faisant rien pour l'imposer, et les violences fascistes redoublèrent. Quant aux "Arditi del Popolo", ils n'avaient pas l'appui solide du PSI et du PCI, arrivaient trop tard et n'étaient pas de taille à résister aux "squadre" qui, elles, jouissaient de complicités dans l'appareil administratif.³⁸

Au Conseil du PSI (Rome 10-14 juin) le conflit s'accroît entre le groupe parlementaire qui voulait participer à une coalition démocratique pour bloquer l'avance du fascisme, et la majorité maximaliste qui refusait tout compromis avec la bourgeoisie. Divisée en trois factions, une gauche, proche du PCI, le centre maximaliste de Serrati, les réformistes de Turati (appuyés par la CGL), le PSI s'enfonçait dans la paralysie. Le PCI, à son congrès de Rome en

mars, refusa même la consigne du Comintern de s'allier avec les socialistes dans un "front unique" et adopta le slogan "Fascisme ou communisme".³⁹ En février 1922, les syndicats, "dégoutés des politiciens", formèrent une "Alliance du travail" réunissant la CGL (socialiste), l'USI, ("populaire"), et l'UIL (anarcho-syndicaliste); "les partis Socialiste et Républicain et l'Union anarchiste donnèrent leur bénédiction; les communistes, les "Populaires" et les dannunziens s'abstinrent."⁴⁰ Les syndicats commençaient ainsi à rompre les liens qui les unissaient à leurs représentants au Parlement et, en choisissant de substituer l'action directe (la grève générale) à l'action politique comme leur principale arme de combat, dans le contexte du moment, ils révélaient leur désarroi devant le défi fasciste.⁴¹

De leur côté, les "Popolari" étaient de plus en plus divisés face à la crise. Au début, les éléments conservateurs n'avaient pas vue d'un mauvais oeil la destruction par les fascistes des organisations socialistes; cependant, leurs propres ligues et syndicats se retrouvaient maintenant les fréquentes victimes de la "terreur brune". "Du printemps 1921, jusqu'à la "Marche sur Rome" en octobre 1922, avec les Socialistes... les "libéraux démocrates" du centre parlementaire, [les Popolaris] furent placés devant un problème commun: l'occupation fasciste de régions-clefs de l'Italie et l'expansion du pouvoir militaire fasciste dans les villes et les campagnes."⁴² Dans l'échec à former un gouvernement capable de restaurer la loi et l'ordre, les Popolari eurent leur part de responsabilité historique: sa haine du transformisme n'amenait-elle

pas Don Sturzo"... 18 janvier 1922... célébrant à Florence le troisième anniversaire de son parti, [à constater] l'impuissance de l'Etat bourgeois et [à féliciter] les fascistes de s'être "défendus des tentations giolittiennes et des accolades démocratiques".⁴³

Avec l'accession au trône de Pie XI, en février 1922, l'Eglise commençait à lâcher le PPI. Le nouveau Pape, un ultra-conservateur, trop habile pour répudier ouvertement le parti de Sturzo, commença à l'isoler, abandonnant les syndicats catholiques à leur sort, avertissant les prêtres de se retirer de la politique et encourageant les masses à se tourner vers l'Action catholique (sous le contrôle de la hiérarchie) qui devrait devenir le principal interlocuteur des fidèles face aux autorités politiques. Ainsi, l'Eglise se préparait-elle à troquer trente ans d'action sociale auprès des classes populaires contre un concordat. Ceci devint évident quand, à la veille du coup fasciste, dans l'organe des Jésuites, "Civiltà Catolica" et par d'autres autorités vaticanes, le Pape laissa savoir publiquement que "les catholiques n'avaient aucune obligation particulière envers le PPI et que ce dernier ne trouvait aucune faveur spéciale aux yeux du Pape."⁴⁵

Empêchés par leurs divisions internes de collaborer avec le libéralisme réformateur de Giolitti; incapables de former chacun de leur côté ou ensemble le pivot d'une coalition démocratique, le PSI et le PPI déclaraient forfait et laissaient la voie libre à une solution autoritaire de la crise. Dans cette situation de vide de pouvoir, le fascisme devenait un prétendant sérieux à la direction du

pays. Cependant, deux obstacles majeurs se dressaient devant lui: les tensions croissantes en son sein; la possibilité d'un coup d'Etat "légal" de la droite traditionnelle, sanctionné par la Couronne et l'Armée.

4 - La crise du fascisme et sa résolution

Mussolini, en contact avec tout ce qui bouge en politique, sent que les "ardeurs" de ses troupes pourraient mener à la création d'un front anti-fasciste; il craint également une solution autoritaire dont le fascisme serait exclu. C'est pourquoi il doit tempérer les violences du squadrisme - ou du moins les réprimer en public - et se faire accepter comme prétendant respectable à la participation, sinon à l'exercice, du pouvoir. C'est là le sens de sa profession de foi au laisser-faire économique; de ses avances envers les catholiques et les réformistes de la CGL; de sa condamnation, fin juillet, dans le "Popolo d'Italia", des excès des "squadre"; de sa rencontre avec le Roi, le premier juillet; du "Pacte de pacification" du 2 août, etc.⁴⁵ Signes qu'il entrevoit la possibilité d'arriver au pouvoir par la voie légale. Cependant, les ouvertures du "Duce" en direction de l'"institutionnalisation" devaient déclencher une crise dans son propre mouvement.

Toute la carrière et les écrits de Mussolini démontrent qu'il ne croyait pas plus à la démocratie parlementaire que les "syndicalistes" du Nord: sa modération était donc purement tactique. Néanmoins, aux "ras" (chefs régionaux) qui avaient bâti le fascisme

agraire, il semblait que le "Duce" était en train d'embourgeoiser le mouvement. Une épreuve de force s'engagea alors entre le fascisme pur et dur de la province et son chef à Rome. Les protestations contre l'attitude conciliatrice de Mussolini se multiplièrent, au cours desquelles ce dernier fut même accusé de "trahison"; en riposte, Mussolini écrivit le 7 août: "Le fascisme peut se passer de moi? Sans doute; mais moi aussi je peux me passer du fascisme" et il démissionna de l'exécutif national du mouvement dix jours plus tard.⁴⁶ Allait-il abandonner le fascisme comme il l'avait fait pour le socialisme en 1914?

Devant le refus des ultras de se laisser intimider, Mussolini opta pour le compromis: le fascisme deviendrait parti. Et pour bien marquer qu'il renonçait à toute idée de collaboration avec la CGL, il abandonna le nom qu'il aurait préféré, le "Parti-fasciste du Travail", pour celui de "Parti national fasciste".⁴⁷ Au congrès de fondation à Rome (7-10 novembre 1921), la réconciliation s'opéra entre les deux factions: en échange de la dénonciation du "Pacte de pacification" et du maintien du pouvoir militaire des "squadre", l'aile "syndicaliste" accepta le programme politique conservateur de Mussolini. En créant un parti, le "Duce" reprit le contrôle du mouvement et commença à "le préparer pour la tâche politique de gouverner la nation."⁴⁸ Une des conséquences les plus importantes de ce congrès fut l'éclipse de D'Annunzio, dont de nombreux "legionari" se joignirent aux milices fascistes, y apportant tout leur rituel.⁴⁹ Mussolini était maintenant devenu le chef incontesté du fascisme et de l'extrême-droite italienne.

5. L'agonie du régime.

De l'automne 1921 à la "Marche sur Rome" (28/10/22), c'est le fascisme qui définit la situation politique. Pendant que sa composante militaire poursuit sa conquête du Nord du pays, allant jusqu'à encercler des villes et à en chasser les autorités qui ne leur sont pas acquises, Mussolini manoeuvre en Chambre pour empêcher la constitution ou le maintien de tout gouvernement assez solide pour se retourner contre le mouvement qu'il dirige et freiner son développement. En même temps, il multiplie les contacts avec les dirigeants des différentes factions de la droite (et même avec Giolitti) ainsi qu'avec l'Armée, la Couronne, le Vatican... Il veut éviter un affrontement direct avec la Monarchie, car même si certains éléments de l'état-major sont acquis au PNF, la majeure partie des officiers supérieurs demeurent fidèles au roi. Pour faire accepter le fascisme comme seule solution à la crise, il doit continuer à employer la violence, mais tout en la contrôlant et en s'offrant comme celui qui peut y mettre fin.⁵⁰

C'est finalement Ivanoé Bonomi qui fut appelé à former un gouvernement. "Socialiste" ultra-réformiste, exclu du PSI en 1912 sur l'instigation de Mussolini - alors tête de file du socialisme radical-, il avait fait partie de l'interventionnisme démocratique. A la tête, "comme l'écrit Nenni", d'"un gouvernement de droite formé d'hommes d'une soi-disant gauche",⁵¹ il se présenta en Chambre pratiquement sans programme, "sinon la vague promesse de faire respecter la Loi"⁵². De

toute façon, c'était la rue qui dictait de plus en plus la loi au Parlement.⁵³

Une des dernières tentatives pour empêcher l'accession de la droite nationale-fasciste au pouvoir au moyen d'une coalition des forces "libérales" et "démocrates" aboutit à la fin novembre à la fusion des démocrates-libéraux de Giolitti (80 sièges) et des démocrates-sociaux de Nitti (63 députés). Le refus des "Popolari" de s'y joindre, au nom d'"une politique centriste" - qui masquait, en réalité, leurs profondes divisions internes - enleva à cette manoeuvre toute possibilité de réussite.⁵⁴

Entretemps, les violences fascistes redoublaient, malgré que Mussolini eut proclamé en Chambre son "désir de paix." Bonomi promit de rétablir l'ordre, obtint un vote de confiance, promulga un décret "interdisant les organisations armées" (qui n'aura aucun effet). Le 2 février, mis en minorité pour son incapacité totale à gouverner, il démissionna.

Un autre facteur de la chute de ce gouvernement qui se produisit à la fin de 1921: le refus de Bonomi de sauver de la faillite la Banque d'Escompte (contrôlée par l'Ansaldo, elle avait concentré la majeure partie de ses activités dans les industries de guerre) dressa contre le gouvernement une bonne partie du grand capital et des dizaines de milliers de petits épargnants. Ces derniers, pour la plupart méridionaux, étaient représentés au Parlement par le groupe de Nitti, la "democrazia sociale", qui retira alors son appui au gouvernement.⁵⁵

Au moment où la crise économique de l'après-guerre commençait à se résorber, les contradictions entre fractions du capital s'exacerbaient, ce qui poussait les représentants du grand capital à se tourner de plus en plus vers une solution autoritaire.⁵⁶

Le retour de Giolitti à la barre fut bloqué par le refus des "Popolari" de l'appuyer. Ils refusèrent également de tenter de former eux-mêmes un gouvernement. La crise fut résolue par l'élection de Facta, un des "lieutenants" les moins prestigieux de Giolitti, avec l'entente tacite qu'il céderait la place au vieux chef, quand celui-ci déciderait de revenir à la tête d'une coalition du centre. En juillet, incapable lui non plus de restaurer l'ordre, il fut renversé sur l'initiative des "Popolari", outrés par son incapacité à faire cesser les violences fascistes dont leurs organisations étaient devenues les fréquentes victimes. Une combinaison des Démocrates du centre, des Popolari et des Socialistes aurait pu former la base d'un gouvernement solide; cependant, à cause des divisions internes de chacune de ces formations, l'impasse parlementaire devait persister jusqu'à ce que le fascisme vint trancher la question. La crise de juillet avait brûlé les dernières réserves de la démocratie italienne.⁵⁷

6. La prise du pouvoir

Tout au long de l'hiver et du printemps, la violence fasciste était allée en s'accroissant, pendant que Mussolini réussissait à diviser ses adversaires en Chambre pour rendre impossible toute solution démocratique de la crise. En décembre, Bianchi, le secrétaire-général

du PNF inscrivit tous les membres du Parti dans la milice pour rendre inapplicable le "décret Bonomi"; le gouvernement oserait-il essayer de dissoudre le PNF?

A Bologne, les 24 et 25 janvier 1922, fut fondée la "Confédération nationale des corporations syndicales". Placée sous la direction de Rossoni, un ancien "syndicaliste révolutionnaire", "elle regroup[ait] les "producteurs", non sur le plan de la lutte des classes, mais selon le secteur de leur activité: par exemple, la corporation du travail industriel rassembl[ait] le capitaliste et les ouvriers qu'il exploit[ait] dans son usine; celle du travail agricole, les grands propriétaires terriens et les journaliers, les ouvriers agricoles en chômage 200 jours par année".⁵⁸ Ce fut le début du corporatisme fasciste qui était censé assurer "la subordination des intérêts de classe à "l'intérêt supérieur" de la patrie..."⁵⁹ D'ailleurs, les fascistes manoeuvraient de plus en plus "l'armée des chômeurs comme on manoeuvre les escouades de combat pour écraser l'organisation "rouge" et astreindre les travailleurs qui lui rest[aient] fidèles à se rendre par la faim..."⁶⁰

A partir de la crise de juillet, les contacts se multiplièrent entre Mussolini et les différents candidats possibles à la présidence du Conseil qui, chacun, lui proposait une participation dans diverses combinaisons ministérielles. Mussolini acceptait de discuter, laissait monter les enchères, mais se préparait à obtenir le pouvoir pour lui-même.⁶¹

L'"alliance du travail", pour protester contre les atrocités de Balbo en Romagne, commit l'erreur fatale d'ordonner une grève générale, dite "légalitaire", pour le 31 juillet. Aucun des chefs socialistes ou syndicaux ne désirait vraiment cette grève - qui fut d'ailleurs peu suivie - et elle constitua un véritable "geste suicidaire" pour le mouvement ouvrier. Sautant sur l'occasion, les fascistes "donnèrent à l'Etat 48 heures pour "faire la preuve de son autorité"; s'il échouait, le Parti fasciste" assumerait pleine liberté d'action, et prendrait la place de l'Etat qui, une fois de plus [aurait] fait preuve de son incompétence".⁶²

Tenant parole, à la pointe du revolver, les "squadristi" maintinrent les trains et les services publics en marche. Le 3 août, l'Alliance rappelait ses membres au travail. Dans la contre-offensive qui suivit, le pouvoir socialiste fut brisé et leurs conseils municipaux expulsés: dans toute l'Italie du Nord, seuls deux centres de résistance de la gauche réussirent à survivre: Turin et Parme.⁶³ De plus, la déroute du socialisme s'accélérait par la rupture des liens entre syndicats et partis: à la fin août, le "Syndicat national des cheminots" et l'"Union Syndicale Italienne" (anarcho-syndicaliste) se séparaient de l'Alliance du travail; la Fédération du Livre renonçait au pacte d'alliance avec la CGL et le PSI; enfin la "CGL elle-même, le 6 octobre, déchir[a] ce pacte."⁶⁴ Et pour couronner le tout, une nouvelle scission se produisit au congrès socialiste de Rome au début d'octobre, pendant que l'état-major fasciste commençait à planifier la

"Marche sur Rome".⁶⁵

Car "le fascisme, par sa dynamique interne, [était] pratiquement condamné à prendre le pouvoir ou à se désagréger"⁶⁶ Il risquait d'être débordé par son propre succès:

"Déjà, au Comité central des faisceaux qui s'est tenu à Milan vers la mi-août, plusieurs délégués ont manifesté leur inquiétude du nombre grandissant de travailleurs que le fascisme doit en quelque sorte accueillir et [encadrer] après avoir rasé au sol leurs organisations. C'est seulement s'il dispose intégralement des ressources de l'Etat [qu'il] pourra supporter la pression de ces masses..."⁶⁷

Depuis mai, les fascistes contrôlent presque complètement la rue. Mais Mussolini ne veut pas risquer de tout perdre et il continue d'employer cet alliage de démonstration de force et de séduction (ou de neutralisation) de tous les secteurs importants de la société et de l'Etat qui deviendra le modèle fasciste du coup d'Etat graduel. Il lui faut gagner, ou du moins "neutraliser le plus possible..., la monarchie et l'armée";⁶⁸ attirer la grande bourgeoisie, dont seulement certains secteurs - très importants, cependant - lui sont acquis. Dans le "Popolo d'Italia" (24/10/22), il cherche à rassurer l'Armée et la Cour au sujet de l'appareil militaire fasciste: "Les "squadre" cesseront d'être les organes d'un parti pour devenir les organes de l'Etat; transformés en cours [école] d'instruction prémilitaire, elles réaliseront l'idéal de la nation armée... L'armée volontaire, encadrée dans l'organisation du nouvel Etat sera la plus sûre garantie pour l'avenir"⁶⁹ Pour séduire les milieux d'affaires, il prononce le discours "libéral" d'Udine (20 septembre) qui est

acclamé par le grand quotidien "libéral" de Milan, le "Corriere della Sera" comme une "revanche de la pure conception manchestérienne".⁷⁰

Pendant que Mussolini met en place les derniers éléments de sa stratégie, on assiste à une réduction de l'arène politique et à un déplacement général vers la droite: "Le parti qui s'appelle encore "libéral"... au congrès qu'il tient à Bologne du 8 au 10 octobre [repousse] une proposition de [s'appeler] "libéral-démocrate..."⁷¹ Les "Popolari" glissent dans la même direction.⁷² Le jeu se limite maintenant à quatre acteurs: "le conseil des ministres, la Couronne, Giolitti et Mussolini"⁷³

Le plus grand embûche à surmonter, en dehors d'un affrontement avec l'armée, c'est le "vieux renard de Dronero" - comme l'appelle le sociologue Pareto, qui écrit à Mussolini pour le presser d'agir -. Une série de facteurs favorisent néanmoins le "Duce": Giolitti offrait d'inclure des fascistes dans son gouvernement, Mussolini s'abstient de proposer la réciproque; de plus Giolitti avait des alliés incertains, sinon des ennemis, en Salandra et d'autres représentants du "vieux libéralisme".⁷⁴ Enfin, il n'exploitait pas de son côté une "dramatisation... de la situation en termes de "sauvetage de la démocratie" face à "fin de la démocratie",⁷⁵ alors que Mussolini lançait sa "Marche sur Rome". Le matin du 28 octobre "tous les journaux conservateurs et libéraux, du "Corriere de la Sera" au "Giornale d'Italia", réclament un "gouvernement fort" dont feraient partie les fascistes."⁷⁶ Le Roi révoque l'état de siège proclamée

par le gouvernement. Mussolini devient le maître: le fascisme est au pouvoir.

Qu'est-ce qui explique l'attitude de Victor-Emmanuel? Certainement pas la menace militaire qu'aurait constitué la "Marche sur Rome": en effet, elle se résume à "26 000 hommes, médiocrement armés, sans vivres et qui avancent sous une pluie battante. Dans la ville, le général Pugliese dispose de 28 000 hommes bien équipés"⁷⁷ Il semble plutôt que le Roi eût cédé aux pressions de dirigeants militaires qui l'ont convaincu qu'il pourrait payer de sa couronne une tentative infructueuse de résister au fascisme.⁷⁸ Et surtout, "il traduit... par son refus l'attitude de la majorité de la classe dirigeante, peu empressée finalement à défendre la démocratie, dès lors que les fascistes lui promettent de sauvegarder l'essentiel de ses prérogatives"⁷⁹

Conclusion :

La rapidité avec laquelle le fascisme s'est développé et à atteint le pouvoir en Italie à la fin de la Première guerre mondiale a semblé mystérieuse aux contemporains de cet événement et, encore aujourd'hui, elle continue à impressionner. Dans cette deuxième partie de notre étude, nous avons essayé d'en expliquer les causes et d'en décrire le déroulement. Cette analyse nous a permis de dégager sept facteurs explicatifs de ce phénomène: la rapidité des changements de la structure sociale durant ces années; la faiblesse du régime politique; une conjoncture marquée par l'exacerbation de la lutte des classes; la présence d'un projet révolutionnaire effrayant pour les classes possédantes; une idéologie permettant l'intégration de forces hétérogènes et leur mobilisation dans la défense d'un principe supérieur; l'emploi unilatéral de la violence; la présence d'un chef charismatique, doté d'une expérience et d'une habileté politique considérable.

Les changements provoqués par la guerre avaient accru le déséquilibre et la fragmentation d'une société mal intégrée et en voie de transformation rapide. Ce processus avait aggravé l'isolement et l'insécurité d'une partie des classes moyennes, en même temps qu'il faisait surgir de nouvelles forces sociales mieux organisées et menaçantes pour son statut. De là vint la mobilisation de ce secteur habituellement apolitique.

Le régime libéral, en Italie, à cause de l'arriération économique du pays, des circonstances de la création de l'Etat, ainsi que de la faiblesse de la classe dirigeante, était mal préparé pour faire face à l'évolution rapide de la société civile et à l'élargissement soudain de la société politique. Pour des raisons historiques, une partie importante de la population, les catholiques, étaient dépourvue de représentation politique. La démocratie était une jeune plante, encore fragile, qui possédait beaucoup d'ennemis et des amis peu sûrs.

Une poussée du mouvement populaire, et la présence d'un projet révolutionnaire, permirent la mobilisation de groupes hétérogènes, jusque-là isolés, autour d'une idéologie préconisant le dépassement des intérêts particuliers au profit d'un principe supérieur, la Nation. L'identification du mouvement socialiste comme principal "coupable" de la crise, et sa prétention au "crédit moral", permirent à la classe moyenne de justifier son emploi de la violence pour "rétablir l'ordre" et, de surcroît, de se poser comme élite de remplacement d'une classe dirigeante trop faible et corrompue pour mettre la "subversion" au pas.

L'usage de la lutte armée par la petite bourgeoisie contre un "ennemi qui avait déjà perdu le momentum renversa le rapport de forces. La présence dans les rangs fascistes de "professionnels de la violence", ex-officiers et soldats, lui fournit un avantage important face à des ouvriers qui n'avaient pas l'habitude de l'emploi des armes, ni ne le considéraient comme un moyen "normal" de faire valoir leurs revendications (la solidarité et non la discipline militaire étant leur principe de cohésion traditionnel). De plus, les fascistes avaient

accès à l'armement et jouissaient de la tolérance, parfois de la complicité, des forces de l'ordre qui partageaient généralement leurs idées et provenaient des mêmes couches sociales. Enfin, leur stratégie offensive, leur laissait l'initiative du moment et du lieu de l'attaque contre un "ennemi" figé dans une position défensive.

La présence de Mussolini comme chef du fascisme, constitua un grand atout pour ce mouvement. Il incarnait bien les nouvelles élites émergentes, avec son dynamisme, l'éclectisme de sa pensée, son mépris pour les convenances et les règles, sa flexibilité tactique. Membre lui-même de l'ancienne classe moyenne, mais à son plus bas niveau, son expérience de journaliste, de militant et d'organisateur politique de longue date le qualifiait superbement pour la tâche de meneur de cette nouvelle force politique. Sa connaissance du socialisme italien, dont il avait été un des dirigeants, lui permettait de prévoir le comportement de l'"ennemi", car il en connaissait les méthodes, les forces et les faiblesses.

Finalement, il ne faut pas manquer de souligner l'aveuglement des dirigeants de la classe politique traditionnelle qui, en essayant de coopter la fascisme, creusèrent leur propre tombe et celle du régime parlementaire.

NOTES

Chapitre 3 - L'avènement du fascisme (1920-1922)

1. Seton-Watson, op.cit., p. 567; Romano, op.cit., p. 177
2. De Grand II, p. 29
3. Milza et Bernstein II, pp. 97-98
4. Ibidem
5. Ibid., p. 99
6. Ibidem
7. De Grand II, p. 30
8. Ibid., p. 30
9. Ibid., p. 31
10. Cité dans ibidem
11. Ibidem
12. Tasca, op.cit., p. 148
13. De Grand II, p. 30
14. Tasca, op.cit., p. 148
15. Lyttelton in Laqueur, ed., op.cit., p. 133
16. De Grand II, p. 32
17. Lyttelton in Laqueur, op.cit., p. 135
18. Farnetti, op.cit., p. 18
19. Vajda, op.cit., pp. 16-28
20. Lucchini, op.cit., p. 163
21. Ibid., p. 106
22. Ibid., pp. 70-71
23. Ibidem
24. Linz, op. cit., p. 17

25. Tasca, op.cit., p. 83
26. Seton-Watson, op.cit., p. 585
27. Romano, op.cit., p. 179
28. Seton-Watson, op.cit., p. 587; Paris II, pp. 277-278
29. Ibid., p. 588
30. Ibid., pp. 588-589; Tasca, op.cit., p. 154
31. Seton-Watson, op.cit., p. 589
32. Ibidem; Paris II, p. 280
33. Seton-Watson, op.cit., p.589
34. Poulantzas, op.cit., p. 147
35. Seton-Watson, op.cit., p. 590; Paris II, p. 281
36. Poulantzas, op.cit., p. 146
37. Paris II, pp. 307-308
38. Ibid., p. 282; Tasca op.cit., p. 183
39. Seton-Watson, op.cit., p. 600-601
40. Ibidem
41. Ibidem
42. Webster, op.cit., p. 71; Seton-Watson, op.cit., pp. 600-601
43. Milza et Bernstein II, p. 115
44. Ibid., pp. 78-80. C'est Salvemini qui analyse le plus finement les ambiguïtés du PPI et les causes de son effritement entre 1921 et 1924.
45. Seton-Watson, op.cit., pp 591-592
46. Ibid., p. 594
47. Ibidem; De Grand II, pp 32-33
48. Seton-Watson, op.cit., pp 594-595; Tasca, op.cit., pp. 188-192; Paris II, pp 244-245.
49. Seton-Watson, Ibid., p. 596

50. Farnetti, op.cit., pp 26-27
51. Paris II, p. 286
52. Ibidem
53. Farnetti, op.cit., p. 27
54. Paris II, p. 286; Seton-Watson, op.cit., p. 597
55. Ibid., pp 601-602; Paris II, p. 287
56. Poulantzas, op.cit., pp. 135-136
57. Webster, op.cit., pp 72-74; Paris II, pp 312-316; Seton-Watson, op.cit., p. 609; Tasca, op.cit., notes pp. 453-459
58. Paris II, p. 297
59. Ibidem
60. Tasca, op.cit., p. 215
61. Farnetti, op.cit., p. 29
62. Seton-Watson, op.cit., p. 609; Milza et Bernstein II, p. 117
63. Ibidem
64. Tasca, op.cit., p. 263
65. Ibid., p. 264
66. Ibid., p. 270
67. Ibidem
68. Ibid., p. 267
69. Ibid., p. 280
70. Ibid., p. 271; Milza et Bernsein II, p. 119
71. Tasca, op.cit., p. 272
72. Ibid., p. 294
73. Farnetti, op.cit., p. 29
74. Ibid., p. 30
75. Ibidem

76. Tasca, op.cit., p. 304
77. Milza et Bernstein II, p. 121; Seton Watson, op.cit., pp 625-626
78. Milza et Bernstein II, p. 121; Seton Watson, op.cit., p. 627
79. Milza et Bernstein II, p. 121

Conclusion

Certains historiens ont vu dans le fascisme "la rencontre d'un homme [Mussolini] et d'une situation [la crise de l'après-guerre en Italie]"¹ Sans sous-estimer l'importance du "Duce", ni la gravité des problèmes découlant du conflit de 14-18, au terme de cet essai nous sommes d'avis que, comme le prétendait notre hypothèse, ce fut plutôt la rencontre d'une crise avec un régime structurellement fragile qui mena à la victoire de Mussolini et de son mouvement.

L'avènement du fascisme survient au terme d'une période de luttes sociales très intenses, commencée en fait vers 1910-1911, au moment où l'économie italienne plafonnait après une dizaine d'années de croissance accélérée. La semi-dictature du temps de guerre avait endigué tant bien que mal cette vague mais, à partir de l'été 1917 et surtout de l'hiver 1919, elle déferla de plus belle. Cependant, la crise de l'après-guerre fut encore plus sévère dans d'autres pays européens et le régime libéral y tint le coup. Si l'Italie n'y arriva pas, c'est à cause de la faiblesse des structures politiques de ce pays,² tel que nous l'enseignent les cinquante ans de son histoire antérieures à 1914.

Les facteurs de cette fragilité, nous les apercevons dans les deux périodes que nous avons étudiées, celles de 1861-1900 et de 1900-1915, et nous les voyons à l'oeuvre dans la crise du régime entre 1915 et 1923. Ce sont: le problème du Sud, la marginalisation politique des catholiques et le développement économique tardif et inégal. Enfin, à la fois conséquence et circonstance aggravante, la position délicate de

l'Italie sur le plan international, alimentant un courant nationaliste radical, antithèse de la démocratie libérale.

Avec une dizaine d'années, supplémentaires de croissance économique et de paix, l'oeuvre giolittienne d'élargissement des bases du régime par l'intégration politique des principales forces sociales - socialisme réformiste pour les ouvriers; démocratie-chrétienne pour la paysannerie - eut peut-être permis à la démocratie italienne de résister à la tourmente. Mais, au moment où le giolittisme fut interrompu en 1913, force est de constater qu'aucun des grands problèmes de l'Italie n'avait trouvé de solution: elle continuait d'être un pays relativement sous-développé; nulle réforme agraire n'avait contribué à soulager le sort des masses paysannes du Sud, qui restaient d'ailleurs sans véritable représentation politique; la question des "terre irredente" demeurait irrésolue ainsi que le statut international de l'Italie; enfin, les catholiques, malgré certains pas en avant, n'étaient toujours pas vraiment intégrés à l'Etat. Ce furent ces faiblesses structurelles qui finalement rendirent le régime inapte à résister aux tensions conjoncturelles de 1914-1922.

La façon dont l'Italie fut entraînée dans la guerre par une minorité conservatrice, avec l'appui des groupes les plus antidémocratiques, révéla la faiblesse de ses institutions et aggrava la crise d'hégémonie commencée avec les élections de 1913. La classe dirigeante cessa de l'être, pour ne devenir que classe dominante. En 1918, après quatre ans de semi-dictature, les dirigeants, pour essayer d'endiguer la montée des forces populaires, que stimulait l'exemple de

la Révolution russe, se lancèrent dans une série de promesses inconsidérées: constituante, réforme agraire, réforme électorale, etc. De ces dernières, seule la réforme électorale fut accomplie, changement d'ailleurs trop brutal, qui déstabilisa le système et précipita l'effondrement du "libéralisme" traditionnel.

L'arrivée massive en chambre de "forces neuves", les "massimalisti" et les "Popolari" ne réussira, en fait, qu'à affaiblir encore davantage le parlementarisme. Les premiers, déterminés à saboter le système pour ouvrir la voie à la révolution; les seconds, inexpérimentés et manquant de crédibilité auprès des autres formations à cause de leurs attaches cléricales; ni les uns ni les autres ne sauront appuyer ou diriger une coalition de centre-gauche qui, seule, aurait pu dénouer la crise dans un sens libéral. Cette impasse politique était enracinée dans l'histoire italienne: le caractère peu démocratique de son libéralisme; la force du courant radical chez les socialistes; les relations malsaines entre l'Eglise et le régime.

Suite à l'échec de Giolitti en 1920-1921 et avec le reflux de l'agitation sociale, le vide de pouvoir ouvrait la voie à une solution autoritaire. Le fascisme, qui avait végété jusqu'à l'automne 1920, saura mobiliser les classes moyennes et se hisser au pouvoir en profitant du désir de la bourgeoisie de reprendre le terrain qu'elle avait dû céder aux travailleurs durant la guerre et le "biennio rosso", et de sa détermination d'écarter à tout jamais le "péril rouge".

Le "premier fascisme", celui de 1919-1920, n'aurait jamais été qu'un des nombreux mouvements d'"insatisfaits" de l'après-guerre, si ne s'était produite l'alliance entre la bourgeoisie agraire et les "fasci" - petits bourgeois - des villes du Nord. En détruisant, sous l'oeil impassif et parfois complice de l'Etat, les organisations ouvrières et paysannes, le fascisme put se poser comme l'expression des "forces jeunes et saines" de la "nation", une nouvelle élite qui, ayant suppléé à la classe politique traditionnelle pour contrer la menace du 'bolchévisme", pouvait légitimement prétendre à gouverner.

Jamais, au cours d'une élection "normale" - la seule à laquelle ils participèrent fut celle de mai 1921 et elle fut entachée de violence dont les "squadre" furent les grands responsables - le mouvement dirigé par Mussolini n'obtint-il plus de 15% des suffrages;³ néanmoins, il conquit le pouvoir. Seul l'état de décomposition avancée du régime peut expliquer ce phénomène. Que le Roi ait cédé au chantage de la "Marche sur Rome", alors qu'il lui était possible d'écraser militairement le défi fasciste, constitue l'ultime manifestation de la faible légitimité du régime.

Selon la Troisième internationale et, à venir jusqu'à récemment, les marxistes orthodoxes, le fascisme n'aurait été qu'un simple instrument dans les mains du "grand capital".⁴ Nous croyons, bien au contraire, que son ascension démontre que dans une certaine conjoncture les classes moyennes peuvent agir pour leur propre compte et se servir de la bourgeoisie pour accéder au pouvoir. La victoire fasciste découlerait, en réalité, de la faiblesse de la droite italienne qui,

contrairement à celle de la France, ne saura garder le contrôle du processus et neutraliser l'extrême-droite.⁵

Pour la plupart des auteurs, le fascisme n'aura été longtemps qu'un phénomène strictement européen. C'est l'opinion des spécialistes de l'histoire de l'Europe qui connaissent très peu la nature des formations sociale des états "sous-développés"; c'est également celle des universitaires du Tiers Monde qui ignorent le faible degré d'industrialisation et la fragilité de la démocratie dans plusieurs pays européens au début du 20e siècle.⁶ Quant à nous, nous n'excluons pas la possibilité d'apparition ou de résurgence d'autres mouvements ou régimes de cette espèce. De toute façon, nous sommes convaincus que l'étude de la crise de l'Etat libéral et de l'avènement du fascisme en Italie peut fournir des éléments importants d'analyse des remous politiques qui agitent les pays dits "en développement" et des régimes autoritaires qui en constituent maintes fois l'aboutissement. A défaut de regarder de ce côté, ne risquerions-nous pas de répéter l'erreur que commit Giolitti à propos du marxisme en 1911 en nous imaginant que, pour toujours, le fascisme a été relégué au grenier, "in soffitta"?

NOTES

Conclusion

1. Milza et Bernstein II, p. 122
2. Lyttelton in Laqueur, op.cit., p. 129
3. Payne, op.cit., p. 49
4. Entre autres, Bourderon, op.cit.
5. Sternhell, op.cit., p. 405
6. Gilberto Mathias et Pierre Salama, L'Etat surdeveloppé. Des métropoles au tiers monde, La Découverte/Maspero, Paris, 1983, pp. 89-90

BIBLIOGRAPHIE

Albertoni, Ettore A., Histoire des doctrines politiques en Italie, PUF, Paris, 1981.

Becker, Jean-Jacques, La Première guerre mondiale, MA éditions, Paris 1985.

Benenati, Antonio, Le développement inégal en Italie, Economica, Paris, 1981.

Benéton, Philippe, Introduction à la politique moderne, Pluriel/Hachette, Paris, 1987.

Bourderon, Roger, Le fascisme, idéologie et pratiques, Editions sociales, Paris, 1979.

Carsten, F.L., The Rise of Fascism, University of California, Berkeley, 1967.

Clough, Shepard B., The Economic History of Modern Italy, Columbia University, New York, 1964.

Corner, Paul, Liberalism, Fascism, Pre-Fascism, in David Forgacs, ed., "Rethinking Italian Fascism", Lawrence and Wishart, London, 1986:11-20.

Cot, Jean-Pierre et Mounier, Jean-Pierre, Pour une sociologie politique, tome 1, Points/Seuil, 1974.

Croce, Benedetto, Contribution à ma propre critique, Nagel, Paris, 1949.

De Grand, Alexander, The Italian Nationalist Association and the Rise of Fascism in Italy, University of Nebraska, Lincoln, 1976.

_____, Italian Fascism. Its Origins and Development, University of Nebraska, Lincoln, 1982.

Dubief, Henri, Le syndicalisme révolutionnaire, A. Colin, Paris, 1962.

- Farnetti, Paolo, Social Conflict, Parliamentary Fragmentation, Institutional Shift and the Rise of Fascism: Italy, in Juan J. Linz and Alfred Stepan, eds., "The Breakdown of Democratic Regimes", vol. 2, "Europe", John Hopkins, Baltimore, 1978: 3-34
- De Felice, Renzo, Mussolini, T.2, Il Fascista, t.1:1921-1925, Einaudi, Turin, 1967.
- Gerratana, Valentino, Marxisme orthodoxe et marxisme ouvert chez Antonio Labriola, in "Histoire du marxisme contemporain", vol.3, Feltrinelli/UGE, Paris, 1977: 247-292
- Gerschenkron, Alexander, Economic Backwardness in Historical Perspective, Harvard, Cambridge, 1962.
- Gregor, James A., Italian Fascism and Development Dictatorship, Princeton University Press, 1979.
- Grisoni, D. et Maggiori, R., Lire Gramsci, Editions Universitaires, Paris, 1973.
- Kitsikis, Dimitri, Le mouvement communiste en Grèce, in "Etudes internationales", Vol.VI, Numéro 3, septembre 1975, Québec: 334-354.
- Lampedusa, Giuseppe Tomasi di, Le Guépard, Points/romans, Seuil, Paris, 1959.
- Linz, Juan J., Some Notes Toward a Comparative Study of Fascism in Sociological Historical Perspective, in Walter Laqueur, ed., "Fascism: A Reader's Guide", University of California, Berkeley, 1976:3-123.
- _____, Crisis, Breakdown and Reequilibration, Vol. 1 de Juan J. Linz and Alfred Stepan, eds., "The Breakdown of Democratic Regimes", John Hopkins, Baltimore, 1978.
- Lucchini, Riccardo, Sociologie du fascisme, Editions Universitaires, Fribourg, 1973.
- Lyttelton, Adrian, Italian Fascism, in Walter Laqueur, ed., "Fascism: A Readers Guide", University of California, Berkeley, 1976:125-150.

- _____, The Seizure of Power, Methuen and Company, London, 1970.
- Marx Karl et Engels, Friedrich, Manifeste du Parti communiste (1848), Le Livre de poche, Paris, 1973.
- Maier, Charles S., Recasting Bourgeois Europe, Princeton, 1974.
- Mathias, Gilberto et Salama, Pierre, L'Etat surdéveloppé. Des métropoles au tiers mondes, La Découverte/Maspero, Paris, 1983.
- Mayer, Arno J., The Persistence of the Old Regime, Pantheon, New York, 1981.
- Miège, J.L., L'impérialisme italien de 1870 à nos jours, SEDES, Paris, 1968.
- Milza, Pierre et Bernstein, Serge, L'Italie contemporaine: des nationalistes aux Européens, A. Colin, Paris, 1973.
- _____, Le fascisme italien 1919-1945, Points/Seuil, Paris, 1980.
- Nolte, Ernst, Le fascisme dans son époque, tome 2, Le fascisme italien, Julliard, Paris, 1970.
- Ostenc, Michel, Intellectuels italiens et fascisme, Payot, Paris, 1983.
- Paris, Robert, Les Origines du fascisme, Flammarion, Paris, 1968.
- _____, Histoire du fascisme en Italie, vol.1, Des origines à la prise du pouvoir, Maspero, Paris, 1962.
- Payne, Stanley G., Fascism: Comparison and Definition, The University of Wisconsin, Madison, 1980.

- Pernicone, Nunzio, The Italian Labour Movement, in Edward R. Tannenbaum et Emiliana P. Noether, eds., "Modern Italy: A Topical History Since 1861," New York University Press, 1974:197-230.
- Poulantzas, Nicos, Fascisme et dictature, Seuil/Maspero, Paris, 1974.
- Ranki, G., Structural Crisis in Agriculture in Postwar Years, in Charles L. Bertrand, ed., "Situations révolutionnaires en Europe, 1917-1922: Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie", Concordia et UQAM, Montréal, 1977:105-116.
- Romano, Sergio, Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours, Points/Seuil, Paris, 1977.
- Romeo, R., Risorgimento e capitalismo, Laterza, Bari, 1959.
- Saladino, Salvatore, Italy from Unification to 1919, Harlan Davidson, Illinois, 1970.
- Salomone, A. William, Italy in the Giolittian Era. Democracy in the Making, 1900-1914, University of Pennsylvania, 1960.
- Salvemini, Gaetano, The Origins of Fascism, Harper and Row, New York, 1973.
- Seton-Watson, Christopher, Italy from Liberalism to Fascism: 1870-1925, Methuen and Co, London, 1967.
- Sternhell, Zeev, La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme, Seuil, Paris, 1978.
- Tannenbaum, Edward R., Education, in Tannenbaum and Noether: 231-253.
- Tasca, Angelo, Naissance du fascisme, Gallimard, Paris, 1967 (1938).
- Thayer, A., Italy and the Great War, University of Wisconsin, Madison, 1964.
- Vajda, Mihaly, Fascism as a Mass Movement, Allison and Busby, London, 1976.

Vivarelli, Roberto, Il fallimento del liberalismo, Il Mulino, Bologna,
1981.

Webster, Richard A., The Cross and the Fasces, Stanford University
Stanford, 1960.